

Inquiétudes avant le sommet Trump-Poutine

- Le sommet entre les présidents américain et russe, qui aura lieu le 15 août en Alaska, se présente a priori sous les meilleurs auspices pour Vladimir Poutine

► Il reste trois jours aux Européens pour convaincre Washington que seule une pression accrue sur Moscou permettra une réelle négociation

► Bien qu’une majorité d’Ukrainiens espèrent un règlement rapide du conflit, les exigences de la Russie et l’inconstance de Trump les poussent au scepticisme

► La perspective de la rencontre entre les deux chefs d’Etat donne des ailes aux propagandistes russes pro-Kremlin
- ÉDITORIAL**
UKRAINE : ÉVITER LE PIÈGE DE L’ALASKA
PAGE 21
- PAGES 2-3 ET 9

L'ÉTÉ
EN SÉRIES

L'ITALIE PAR SES VILLAS
En Vénétie, les colonnes palladiennes de la Malcontenta ont inspiré celles de la Maison Blanche et du palais de l'Élysée
PAGES 16-17

Marthe Robin, sainte ou faussaire ?
Retour sur la vie énigmatique de « la stigmatisée de la Drôme »
PAGE 18

Les 50 ans de « Wish You Were Here »
En 1975, l'hommage de Pink Floyd à son « diamant fou » Syd Barrett. Un tournant dans l'histoire du rock
PAGE 20



La villa Foscari, à Mira (Italie), en juin 2020. HEMIS

Israël Nétanyahou à la merci de l'extrême droite suprémaciste

APRÈS L'ANNONCE de l'occupation progressive de la totalité de la bande de Gaza, le premier ministre israélien subit une énorme pression, au point que beaucoup d'observateurs se demandent si sa coalition tiendra jusqu'au terme normal, en octobre 2026. En plus des critiques internationales presque unanimes, des accusations très sévères de l'opposition et des appels des familles d'otages à la grève générale, dimanche 17 août, ses alliés au sein de la coalition gouvernementale le menacent ouvertement. Les ministres suprémacistes d'extrême droite Bezalet Smotrich et Itamar Ben Gvir rêvent toujours d'une annexion complète de Gaza et du retour des colonies juives en son sein. La situation dans laquelle se trouve le chef du gouvernement est d'autant plus complexe que l'état-major de l'armée a fait connaître publiquement son désaccord avec le plan d'occupation de l'enclave.

PAGE 4 ET IDÉES PAGE 21

Droits de douane Trump maintient la pression sur les laboratoires pharmaceutiques

Exemptés pour l'heure de droits de douane aux Etats-Unis, les industries pharmaceutiques craignent les surtaxes faramineuses promises par Trump

PAGE 11

Chine L'automobile électrique face au défi des surcapacités

En 2022, la Chine comptait plus de 300 fabricants de véhicules électriques. Trois ans plus tard, ce chiffre a diminué de moitié. BYD mise sur l'export

PAGE 10

Analyse
Loi Duplomb : la censure partielle divise ses opposants
PAGE 6

Palais-Bourbon
La multiplication des « prises de parole TikTok » fait débat
PAGE 7

Reportage
En Inde, la traque des musulmans bengalis
PAGE 5

Télévision
« I Love Lucy », la mère de toutes les sitcoms
PAGE 13

Arts Les images inoubliables d'Ithell Colquhoun à Londres



A la Tate St Ives, à St Ives (Angleterre), en janvier. LUCY GREEN/ST IVES

QUAND ITHELL COLQUHOUN est morte, en 1988, sa disparition est passée inaperçue. C'est peu de dire que la rétrospective que lui consacre, cet été, la Tate Britain, lui rend justice. De cette exposition, écrit notre critique, on ressort avec la conviction que peu de ses contemporains ont montré autant de constance, de résolution et d'audace dans leurs recherches.

Mieux, ajoute-t-il, des toiles telles que *Tree Anatomy* (1942), *The Sunset Birth* (1942), *Attributes of the Moon* (1947) et *Autumnal Equinox* (1949) « sont des œuvres singulières qu'il est temps de replacer dans l'histoire de la création, du côté de l'exploration des grandes profondeurs psychiques et physiques ». L'exposition est visible jusqu'au 19 octobre.

PAGE 12

Société Vieillir dans une banlieue populaire, la triple peine

Pauvreté, isolement, perte d'autonomie : le rapport des Petits Frères des pauvres s'inquiétait dernièrement de la dégradation, « dans un silence alarmant », des conditions de vie matérielles et affectives des personnes âgées, toujours plus nombreuses dans les cités populaires. Enquête.

PAGE 8

Disparition
François Chaslin, figure de la scène architecturale française
PAGE 14

HORS-SÉRIE
Le Monde
UNE VIE, UNE ŒUVRE



Alexandre Dumas
De la plume à l'épée

Vu par Victor Hugo, Umberto Eco, Robert Louis Stevenson...

ALEXANDRE DUMAS
LE GÉNIE DU ROMAN D'AVENTURES

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur [lemonde.fr/boutique](https://www.lemonde.fr/boutique)

En Ukraine, le sommet Trump-Poutine attendu avec scepticisme

Les exigences maximalistes de la Russie et l’inconstance du président américain inquiètent les Ukrainiens, qui espèrent un règlement politique du conflit

KIEV - correspondant et envoyé spécial

Les Kiéviens dorment mieux depuis la reprise des contacts diplomatiques entre Washington et Moscou. Non qu'ils se soient mis à rêver d'une paix susceptible d'être miraculeusement tissée en Alaska, vendredi 15 août, lors du sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine. Simplement, leurs nuits ne sont plus déchirées par les sirènes et les explosions de projectiles russes. Cherchant à amadouer le président américain, indisposé par ces incessantes frappes contre des civils, le chef du Kremlin marque une pause depuis le début du mois d'août, dans l'offensive aérienne massive qu'il mène contre la capitale ukrainienne, concentrant désormais les bombardements sur les régions limitrophes du front – on y compte entre 50 et 160 tirs par nuit.

La nouvelle de la tenue d'un sommet à venir entre Vladimir Poutine et Donald Trump fait la une des médias ukrainiens, sans toutefois soulever beaucoup d'espoir dans un pays en guerre depuis trois ans et demi. Les revirements de l'administration américaine de-

puis le retour au pouvoir du milliardaire républicain, en janvier, de même que les initiatives diplomatiques lancées sans résultats tangibles, inspirent un scepticisme croissant.

« Donald Trump nous a beaucoup déçus », dit ainsi Oleksandr Merejko, député du parti présidentiel Serviteur du peuple. « Où sont les sanctions de l'ultimatum dont il avait parlé ? A la place, il récompense Poutine en lui offrant un sommet bilatéral, mettant ainsi un terme à plus de trois années d'isolement politique. C'est une importante victoire pour le Kremlin », se désole le député, qui préside la commission des affaires étrangères du Parlement ukrainien.

PIÈGE TENDU PAR LE KREMLIN

Le fait que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, n'ait pas été invité à la rencontre de vendredi, en Alaska, provoque chez certains une vive inquiétude sur le sens de ce sommet. « Nous sommes évidemment prêts à discuter, mais en tant que partie égale dans ces négociations, exprime ainsi Iaroslav Iourtchychyn, député de la petite formation politique Holos. Il est tout de même étrange que les Etats-Unis tentent de

Les Européens tentent de se faire une place dans les négociations

Une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Union européenne devait se tenir lundi

BRUXELLES ET WASHINGTON - correspondants

Le paradoxe européen est une nouvelle fois mis en évidence à l'approche du sommet crucial en Alaska, vendredi 15 août, entre Donald Trump et Vladimir Poutine. Indispensables pour la mise en œuvre d'un hypothétique plan de paix en Ukraine, les Vingt-Sept sont à la remorque d'une administration américaine impulsive et pressée d'en finir avec un conflit qui s'éternise.

Une réunion extraordinaire, par vidéo, des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) devait se tenir, lundi 11 août, pour réaffirmer de façon solennelle leurs positions communes. Le sommet entre le président américain et son homologue russe, lui, demeure dans une brume épaisse, tant sur le format, la présence d'autres participants éventuels que les contours d'un accord.

A la suite d'une nouvelle visite de Steve Witkoff, l'envoyé spécial américain, à Moscou, où Vladimir Poutine aurait montré une légère ouverture tactique aux négociations, le vice-président, J. D. Vance, s'est rendu au Royaume-Uni le

9 août. Il y a été accueilli à Chevening, dans le Kent, par le chef de la diplomatie britannique, David Lammy, avec lequel il entretient une excellente relation. Andriy Yermak, chef du cabinet de Volodymyr Zelensky, représentait l'Ukraine. De hauts diplomates des principaux pays de l'UE étaient présents.

Du côté américain, l'idée d'une conférence vidéo entre Donald Trump, Volodymyr Zelensky et les Européens a été suggérée avant le sommet en Alaska, afin de consolider une position commune. Mais, selon nos informations, la Maison Blanche, à ce stade, n'a pas validé cette option. Le Royaume-Uni tente de faciliter cette synthèse, grâce à sa relation privilégiée avec les Etats-Unis.

Pour Paris, Londres et Berlin, la priorité demeure, depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, en janvier, d'afficher un front commun concernant l'Ukraine. La perspective américaine est différente. Selon un diplomate européen, Donald Trump estime que seul un tête-à-tête avec Vladimir Poutine en Alaska permettra de vérifier si le président russe est prêt à une vraie négociation, avec des échanges de territoires aux contours

encore incertains, ou bien si son dessein demeure de compromettre l'existence même de l'Ukraine.

La Maison Blanche croit dans son pouvoir de persuasion et estime que la brutalité des droits de douane supplémentaires et inattendus infligés il y a quelques jours à l'Inde en raison de ses achats de pétrole russe est un message clair adressé au Kremlin. De nouvelles sanctions américaines contre Moscou auraient une envergure inédite, en cas de blocage.

Ce moment de vérité en Alaska doit-il se passer en présence de Volodymyr Zelensky, même s'il était physiquement cantonné à un autre bâtiment ? Le chancelier allemand, Friedrich Merz, en a formulé le vœu, sur la chaîne ARD. Les échanges diplomatiques se poursuivaient pendant le

POUR LES VINGT-SEPT, C'EST LA LIGNE DE FRONT ACTUELLE QUI DOIT SERVIR DE POINT DE DÉPART AUX NÉGOCIATIONS

week-end à ce sujet. Dans un entretien à la chaîne conservatrice Fox News, dimanche, J. D. Vance a présenté Donald Trump comme étant le seul à pouvoir « forcer » les deux protagonistes du conflit, l'agresseur russe et la victime ukrainienne, à s'asseoir à la même table pour trouver un compromis et arrêter les combats. « Ça ne va rendre personne super heureux », a-t-il résumé, au sujet d'une solution négociée autour de la ligne de front.

« Un échange à sens unique »

Heureux, les Européens ne le sont guère, tendus par le caractère dramatique de l'instant, avec le sentiment d'en être en partie les spectateurs. Certes, ils mettent en avant les leviers qu'ils pourraient actionner, par un assouplissement graduel des sanctions économiques contre Moscou ou par leur durcissement, par exemple. Mais le format envisagé pour le sommet en Alaska rappelle le rôle décisif de Washington.

« Cela fait longtemps que l'UE a abandonné l'initiative, commente Sven Biscop, directeur de l'Institut Egmont, et professeur à l'Université libre flamande de Bruxelles. Sans élaborer de stratégie claire, sans même discuter

d'autres options que la victoire ukrainienne, probablement impossible, les Européens ont laissé le champ libre à Donald Trump pour qu'il prenne la main. »

Aujourd'hui, le principal motif de préoccupation des Européens et de l'Ukraine concerne les territoires que le président américain pourrait pousser Volodymyr Zelensky à abandonner. « Personne ne sait ce que Trump est prêt à céder à Poutine dans le but de décrocher un cessez-le-feu, qui est son principal objectif politique. Le risque est réel qu'il entérine des demandes russes maximalistes de désarmement de l'Ukraine ou de départ de Volodymyr Zelensky », ajoute Sven Biscop. Pourtant, le sort du dirigeant ukrainien n'aurait pas été avancé comme condition préalable par Vladimir Poutine, face à Steve Witkoff.

Les positions qu'ont présentées, samedi, les Européens, sont bien connues. Il s'agit avant tout de ne pas admettre « l'échange de territoires », proposé par Moscou, comme un préalable à un cessez-le-feu, « car il semble que l'échange proposé soit un échange à sens unique », déplore un officiel européen. Pour les Vingt-Sept, c'est la ligne de front actuelle qui doit servir de point de départ aux négocia-

tions, comme l'ont rappelé les dirigeants français, italien, allemand, finlandais et polonais dans une déclaration commune, signée samedi avec Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, exhortant les Etats-Unis à « faire pression sur la Fédération de Russie ». Le texte rappelle notamment que les « frontières internationales ne doivent pas être modifiées par la force ».

En Ukraine, il y a la Constitution – elle empêche Volodymyr Zelensky de céder une partie du territoire national sans référendum – et il y a la réalité sur le front, où les avancées russes sont faibles et coûteuses en hommes, mais où Kiev semble très contraint par ses ressources limitées.

Une solution négociée passerait donc par une reconnaissance de cette réalité, sans pour autant obliger Kiev à accepter l'amputation par une reconnaissance juridique. Quant aux garanties de sécurité pour l'Ukraine, les Européens insistent pour qu'aucune limitation ne soit imposée aux pays concernant ses capacités militaires et le soutien reçu de pays tiers, afin de protéger sa souveraineté nationale. ■

PIOTR SMOLAR
ET CÉDRIC VALLET



négoier avec la Russie sans l'Ukraine. Nous ne sommes pas prêts à accepter cette situation et à ce que quelqu'un négocie à notre place, sans nous. »

Le politologue Oleh Saakian voit, lui, dans le sommet du 15 août, un piège tendu par le Kremlin, qui risque de se refermer sur Volodymyr Zelensky : « Le sujet central de la négociation a changé. Au printemps, c'était l'arrêt des combats débouchant sur l'ouverture de

pourparlers vers un règlement politique. Le président ukrainien y était favorable, tandis que Poutine frustrait Trump en posant de nombreuses conditions. Mais, aujourd'hui, Poutine a convaincu Trump de [s'en tenir à] un simple cessez-le-feu partiel assorti d'échanges de territoires, ce qui laisse le Russe maître du calendrier et libre d'annuler le cessez-le-feu quand bon lui semble. Désormais, c'est Zelensky qui se retrouve du mauvais côté,



Des habitants de Bilozerske, dans la région de Donetsk (Ukraine), évacuent un immeuble touché par une attaque de drone russe, le 10 août.

GENYA SAVILOV/AFP

à poser des conditions face à un Trump impatient et qui veut une réponse simple. » Toutefois, selon l'expert, des consultations entre Kiev, les capitales européennes et Washington vont se dérouler toute la semaine et jusqu'au sommet; elles pourraient corriger le tir en faveur des Ukrainiens. Ce qui pourrait permettre à Volodymyr Zelensky de faire le long voyage jusqu'en Alaska.

L'enjeu est surtout de convaincre Donald Trump, perçu en Ukraine comme étant en position d'arbitre. L'opinion dominante chez les observateurs avertis est que le président russe ne renoncera pas à ses ambitions maximalistes, formulées dans le mémorandum d'Istanbul (Turquie), en juin. Soit la reconnaissance de jure par Kiev de la souveraineté russe sur cinq régions occupées: Crimée, Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia; l'interdiction pour l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN; la démilitarisation du pays; l'arrêt des livraisons d'armes étrangères et un retour à une forte influence de Moscou dans le pays.

« Les Russes n'ont pas bougé d'un iota. Ils ne sont prêts à un cessez-le-feu que dans le cas où Poutine prendrait conscience des énormes problèmes structurels auxquels son économie fait face, ou aurait besoin d'une pause pour reconstituer ses forces militaires, estime l'ancien diplomate Oleksandr Khara. Je ne vois aucune autre raison pour laquelle Poutine renoncera à ses ambitions impérialistes de conquérir l'Ukraine. » Il déplore que « toute l'idée du sommet repose en réalité sur l'incompétence de [l'émissaire du président américain, Steve] Witkoff, qui a mal compris Vladimir Poutine en laissant penser que les Russes étaient prêts à un retrait partiel de leurs troupes. »

« Le président russe ne se contentera jamais d'une partie du territoire ukrainien, en particulier du Donbass, déjà ravagé et dévasté », assure quant à elle Olena Tregub, experte du secteur de la défense. Sur le réseau social X, celle qui dirige aussi NAKO, une ONG anti-corruption, se fait l'écho d'une crainte partagée par de nombreux Ukrainiens: que Vladimir Poutine profite de Donald Trump et le manipule pendant le sommet. « Les négociations en Alaska sont pour lui un moyen de retarder [ou même de] lever les sanctions, de gagner du temps, de se légitimer, d'accéder à des ressources plus importantes et de mener une guerre plus vaste. Donald Trump se laissera-t-il utiliser dans le jeu de Poutine? », interroge-t-elle.

« LE PIRE, C'EST QUE DONALD TRUMP A REPRIS LE CADRE DE DISCUSSION IMPOSÉ PAR VLADIMIR POUTINE, EN PARLANT DE LA NÉCESSITÉ POUR NOUS DE CÉDER DES TERRITOIRES »

OLEKSANDR MEREJKO
député ukrainien

En dépit des inquiétudes, l'Ukraine dispose de cartes diplomatiques, économiques et militaires dans la négociation qui s'annonce, tient à rassurer M. Khara. Ce dernier souligne le fort appui des alliés européens à Kiev dans les pourparlers avec Washington, mais aussi le soutien de l'opinion publique américaine, qui a pour relais politique une majorité bipartisane de 85 sénateurs en faveur de sanctions sévères contre la Russie.

UN PARALLÈLE AVEC MUNICH, EN 1938

« L'économie russe est menacée, et nos frapes, chaque nuit, sur l'infrastructure des hydrocarbures de ce pays en aggravent la situation », souligne M. Khara. Sur le plan militaire, il insiste sur le « prix très élevé – humain et matériel –, payé par les forces de Moscou pour une progression territoriale très lente », tandis qu'en face « les Ukrainiens montrent leur résolution à résister dans un combat existentiel. Nous nous rappelons que la disparition de notre Etat, en 1922, alors vaincu par les bolcheviques, avait débouché quelques années plus tard sur le génocide de l'Holodomor », la grande famine qui fit environ 3,5 millions de morts en Ukraine, en 1932-1933, sous Staline.

M. Merejko fait de son côté un parallèle historique avec la conférence de Munich, en 1938, où les Allemands, les Italiens, les Britanniques et les Français scellèrent le sort de la Tchécoslovaquie, en l'absence de représentants de ce pays: « Ce n'est pas normal d'avoir une conférence sur l'issue de la guerre sans l'Ukraine », se désole-t-il. « Et le pire, c'est que Donald Trump a repris le cadre de discussion imposé par Vladimir Poutine en parlant de la nécessité pour nous de céder des territoires. Il

ne parle pas du retrait des troupes russes, il reprend exactement ce que dit le Kremlin, avant même la rencontre. Poutine a aussi gagné là-dessus. » En creux, la crainte de tous est que la proposition russe d'une cession d'une partie du territoire ukrainien non contrôlée par Moscou soit satisfaisante pour Donald Trump, et qu'il se désolidarise de l'Ukraine.

Volodymyr Zelensky a d'ailleurs fait savoir, dès samedi, quelques heures après que son homologue américain eut parlé d'un « échange de territoires », que Kiev rejetterait toute proposition impliquant la cession de territoires. « La réponse à la question territoriale ukrainienne se trouve déjà dans la Constitution de l'Ukraine », a déclaré M. Zelensky dans une allocution vidéo. Personne ne reculera sur ce point, et personne ne le peut. Les Ukrainiens ne céderont pas leurs terres à l'occupant. »

Une prise de position contraire aurait été surprenante de la part du dirigeant ukrainien, du fait des risques politiques qu'il encourrait en consentant à la cession d'une partie du territoire national. D'un point de vue tactique, il serait aussi imprudent d'aborder des négociations avec un adversaire aussi rigide que la Russie, en faisant état publiquement de concessions possibles. « Zelensky n'est pas suicidaire, explique M. Khara, il ne peut accepter les conditions fixées par les Russes, non seulement parce qu'elles impliquent des cessions de territoires peuplés d'Ukrainiens, mais aussi parce que les Russes ont des exigences exagérées pour un simple cessez-le-feu violable à n'importe quel moment. »

Reste que, après trois années et demie de guerre qui ont ravagé le pays, tué des dizaines de milliers de personnes, brisé des familles et provoqué de vastes mouvements de population, la majorité des Ukrainiens s'exprime désormais clairement pour une fin de la guerre le plus tôt possible, par une solution négociée, comme le montrent différents sondages réalisés ces derniers mois. Mais « cela ne signifie pas qu'ils soient prêts à l'accepter à n'importe quelle condition », explique Anton Grouchetsky, directeur de l'institut de sociologie ukrainien KIIS, citant une étude réalisée entre mai et juin, dans laquelle 78 % des Ukrainiens se disent contre le fait de céder des territoires non occupés à la Fédération de Russie. « Les Ukrainiens sont ouverts aux négociations, mais ils ne sont pas ouverts à une capitulation », dit-il. ■

THOMAS D'ISTRIA
ET EMMANUEL GRYNSPAN

Les propagandistes russes se réjouissent

Les pro-Kremlin voient dans le sommet du 15 août le prélude au retrait des sanctions

« UNE PAGE A ÉTÉ TOURNÉE. L'INFLUENCE DU KREMLIN N'A JAMAIS SEMBLÉ AUSSI FORTE »

SERGEÏ POLETAÏEV
analyste

sion de Trump pour un accord de paix ressemblait à un caprice personnel. Le prétendu « parti de la guerre », tout comme les globalistes, avait encore des cartes à jouer. Notamment le paquet de sanctions du sénateur [américain] Lindsey Graham, les nouvelles livraisons d'armes américaines à l'Ukraine et les propositions lancées par le président français, Emmanuel Macron, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, concernant l'envoi de troupes occidentales en Ukraine. Mais une page a été tournée », se félicite le propagandiste, certain que « l'influence du Kremlin n'a jamais semblé aussi forte ».

Selon lui, la dernière visite à Moscou de Steve Witkoff, reçu au Kremlin le 6 août, explique le changement de ton de l'administration américaine. Comme à chacune de ses cinq visites, l'envoyé spécial de Donald Trump a fait miroiter les bénéfices à tirer du « dégel » des relations, réitérant des offres mirobolantes d'accords commerciaux, s'agissant en particulier de l'exploitation des réserves de pétrole dans l'Arctique. Comme à chaque fois, M. Witkoff était escorté par Kirill Dmitriev, l'homme de confiance de Poutine, placé par lui à la tête du Fonds d'investissement direct russe, lequel l'a suivi comme son ombre.

Devenu l'homme ligue du Kremlin pour la normalisation des relations avec les Etats Unis, M. Dmitriev, un ami proche de la fille cadette du président russe, Katerina Tikhonova, fait partie d'un groupe d'industriels souhaitant ardemment la levée des sanctions. Aussi, ce partisan des « projets communs, dans l'Arctique et d'autres régions » s'est-il félicité de la tenue du sommet. « Avec ses racines orthodoxes, ses forts, son commerce des fourrures, l'Alaska, né russe, renvoie aux relations russo-américaines et fait des Etats-Unis une nation arctique », a-t-il réagi sur son compte X. Son allusion aux origines russes de l'Alaska renvoie à la vente, en 1867, de la province aux Etats unis, pour 7 millions de dollars (120 millions de dollars d'aujourd'hui) par le tsar Alexandre II, qui cherchait à renflouer les caisses de l'Etat, épuisées par la guerre de Crimée survenue quinze ans plus tôt.

Toute ressemblance avec la situation actuelle est fortuite. L'embargo pétrolier promis par Donald Trump n'a pas été instauré que, déjà, les recettes des exportations de pétrole russe ont diminué de 18,5 % depuis janvier, tandis que la surévaluation du rouble a creusé un trou dans le budget fédéral, en déficit de 4,9 trillions de roubles (61,4 milliards de dollars), soit environ 30 % de plus que ce que prévoyait le gouvernement, ce qui laisse augurer des jours sombres pour l'économie russe. A moins que Donald Trump ne se décide à lever les sanctions. ■

MARIE JÉGO

LES COMMENTATEURS PRO-POUTINE SE RÉJOUISSENT QUE LA « QUESTION UKRAINIENNE » SOIT DISCUTÉE EN L'ABSENCE DES UKRAINIENS

En Israël, Nétanyahou cerné de toutes parts

Le premier ministre subit une pression maximale, notamment de ses alliés d’extrême droite

JÉRUSALEM - correspondant

Benyamin Nétanyahou est un tacticien hors pair. En tout cas pour parvenir à survivre au sommet du pouvoir israélien : plus de dix-sept années comme chef du gouvernement en cumul depuis 1996, bien plus que le fondateur de l’Etat d’Israël, David Ben Gourion, demeuré treize ans en place. Pour durer, surtout dans un paysage politique aussi volatil que celui d’Israël, la méthode Nétanyahou conduit à enchaîner la gestion de crises internes en pariant que la suivante effacera la précédente, lui fera gagner du temps et que les médias, l’opinion et les autres partis basculeront à leur tour d’une polémique ou d’un coup d’éclat à un autre.

Après l’annonce de l’occupation progressive de la totalité de Gaza, le chef du gouvernement se retrouve sous une pression maximale au point que beaucoup d’observateurs se demandent si sa coalition tiendra jusqu’au terme prévu, en octobre 2026. En plus des critiques internationales, presque unanimes, des accusations très sévères de l’opposition et des appels des familles des otages à la grève générale, ce sont ses alliés au sein de la coalition gouvernementale qui le menacent ouvertement.

Devant les journalistes de la presse internationale puis les médias israéliens, le premier ministre a donc cherché, dimanche 10 août, à reprendre la main et à défendre sa ligne politico-militaire : « Notre

but n’est pas d’occuper Gaza », a-t-il redit. « Notre but est de libérer Gaza, la libérer des terroristes du Hamas », a-t-il ajouté dans une formulation que George Orwell n’aurait pas reniée au vu des 61 000 morts, 150 000 blessés, des milliers de bâtiments rasés et des centaines de milliers de déplacés.

M. Nétanyahou a répété les différentes étapes de cette nouvelle phase de la guerre : ouvrir des « corridors humanitaires » en s’appuyant sur la Gaza Humanitarian Foundation, évacuer les habitants des « places fortes du Hamas » (la ville de Gaza et les camps de réfugiés), puis attaquer l’organisation à l’origine du 7-October. Ensuite, le Hamas sera démilitarisé, les otages libérés, une zone tampon mise en place et, un jour, le pouvoir sera confié à une mystérieuse administration civile qui ne comportera ni Hamas ni Autorité palestinienne.

L’opposition et les familles des otages ont réitéré leur crainte de voir les otages survivants être

tués. « [Ils] vont mourir, des soldats vont mourir, l’économie va s’effondrer et notre image internationale va s’écrouler », a résumé Yaïr Lapid, le leader de l’opposition.

Un échec aux yeux de Smotrich
Mais M. Nétanyahou est aussi attaqué sur son extrême droite. Aux yeux des leaders nationalistes et religieux – suprémacistes, racistes, sexistes, homophobes et messianiques –, l’annonce d’une occupation progressive de Gaza est insuffisante. Le ministre des finances, leader du Parti sioniste religieux, Bezaïel Smotrich, l’a affirmé dans un message publié samedi 9 août. « Jusqu’à présent, j’ai soutenu des décisions qui ne me plaisaient pas vraiment », a-t-il expliqué en évoquant les libérations de prisonniers palestiniens en échange d’otages. « J’ai fait tout cela tant que je croyais que nous nous dirigions vers une victoire décisive », a-t-il souligné, avant de s’en prendre à M. Nétanyahou : « J’ai perdu con-

fiance dans la capacité et la volonté du premier ministre de mener l’armée israélienne vers cette victoire. »

M. Smotrich estime avoir perdu un arbitrage et à travers lui la mainmise sur la ligne du gouvernement qu’il exerce, de fait, avec Itamar Ben Gvir, le ministre de la sécurité nationale. Le leader du Parti sioniste religieux aurait voulu obtenir un engagement formel à ne plus signer d’accords partiels pour libérer des otages. Il aurait rêvé d’une annexion complète de Gaza et du retour de colonies juives en son sein. Il aurait voulu une offensive généralisée, quitte à prendre le risque de tuer les otages. Après une longue réunion, houleuse, le cabinet a voté pour une occupation progressive en commençant par la ville de Gaza. Un échec, selon M. Smotrich.

L’opposition de l’état-major a joué, estime Yaakov Amidror, ex-major général, ancien conseiller national à la sécurité : « La décision était en quelque sorte un compromis. Au lieu de s’emparer de toute la bande de Gaza, il a été décidé de procéder par étapes. L’armée israélienne voulait s’assurer que le minimum de réservistes serait mobilisé à ce stade. » L’acceptabilité politique a également pesé, considère Amos Yadlin, ancien général de l’armée de l’air et ex-patron du renseignement militaire : « Dans un Etat démocratique, quand vous allez à la guerre, vous avez besoin d’un consensus. Pas à 100 %, mais l’opinion publique doit le soutenir. Ici, nous avons un gouvernement qui a une majorité à la Knesset, mais une minorité dans les rues et dans l’opinion, avec 70 % à 80 % qui défend le retour immédiat des otages. Si le premier ministre n’a pas accepté ce que Smotrich aurait voulu, c’est pour cette raison. »

« Je veux tout Gaza, le transfert [de sa population] et la colonisation »

ITAMAR BEN GVIR
ministre de la sécurité nationale

L’annonce de l’occupation progressive de Gaza a provoqué des réactions outragées dans le monde et une inquiétude en Israël d’autant plus forte que l’état-major a fait connaître son désaccord. Mais M. Smotrich ne se satisfait pas de l’annonce du déplacement de près d’un million d’habitants de la ville de Gaza avant une attaque massive. « Annexer de vastes portions du territoire de la bande de Gaza et ouvrir les portes à l’émigration volontaire. C’est ainsi, si Dieu le veut, que nous remporterons la victoire », clame le leader politico-religieux. « Je veux tout Gaza, le transfert [de sa population] et la colonisation », a renchéri M. Ben Gvir.

Le conflit comporte sa part d’opportunisme politique. D’ici à l’automne 2026, la coalition peut tomber si un ou plusieurs partis qui la composent le décident. En mauvaise position dans les son-

ges, M. Smotrich fait le pari que la radicalisation plaira à ses électeurs. Une formation ultraorthodoxe a déjà franchi le pas, mi-juillet, quittant la coalition pour protester contre la fin de l’exemption de service militaire pour les jeunes ultraorthodoxes – un autre dossier explosif.

La confrontation éclaire aussi comment l’extrême droite tente de remplir ses objectifs – avec succès depuis trois ans. Dans sa perspective, la revanche post-7 octobre 2023 est une opportunité pour prôner sa vision d’un « Grand Israël » et réduire à néant toute perspective d’un Etat palestinien. A Gaza, sous les yeux du monde entier, malgré l’interdiction faite par Israël aux journalistes d’accéder à l’enclave. Et en Cisjordanie, de façon méthodique et moins visible.

Dans les territoires occupés depuis 1967 se déroule, depuis trois ans, une guerre de basse intensité, portée par M. Smotrich, à l’origine du développement de nouvelles colonies. Plus d’une vingtaine ont été autorisées en mai. L’armée a occupé et détruit plusieurs camps de réfugiés, notamment à Jénine. Le gouvernement laisse les milices armées des colonies juives harceler les Palestiniens pour récupérer leurs terres avec la protection des soldats, de la police et même de la justice. A défaut d’obtenir l’annexion de Gaza, le leader d’extrême droite, s’il devait rester dans la coalition, ne manquera sans doute pas de réclamer de nouvelles conquêtes en Cisjordanie. ■

LUC BRONNER

Les familles des otages appellent à la grève générale le 17 août

L’annonce de l’occupation de Gaza a plongé dans l’effroi les milliers de personnes qui manifestent le samedi en solidarité avec les captifs

TEL-AVIV - envoyé spécial

Il faut faire la révolution contre ce gouvernement. Mais comment faire ? » Miri Rozovsky, 57 ans, résume la question qui traverse la partie de la société israélienne en colère contre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou et son refus de mettre fin à la guerre dans la bande de Gaza pour obtenir la libération des otages retenus par le Hamas depuis le 7 octobre 2023. L’annonce par le gouvernement, vendredi 8 août, de l’occupation progressive de l’enclave palestinienne, sous le feu de l’armée israélienne depuis bientôt deux ans, a jeté l’effroi parmi les milliers de personnes qui manifestent tous les samedis en solidarité avec les otages.

Comment passer de la peur à la mobilisation ? « La grève », répond Miri Rozovsky devant la place de Tel-Aviv où, comme toutes les fins de semaines, a débuté, samedi 9 août, un rassemblement. Comme Tomer Peltz, étudiant de 22 ans : « Nous devons durcir le mouvement parce que le gouvernement n’écoute pas les Israéliens. S’il faut aller jusqu’à la grève, nous irons. » Ou Dan, 60 ans, cadre dans la tech, ancien des forces spéciales, des bougies à la main, qui refuse de donner son nom : « La grève. Ou bien une résistance citoyenne. Parce que personne ne veut occuper Gaza : nous en connaissons le prix moral, financier, humain. »

Dimanche matin, les familles des otages ont confirmé l’appel à la grève. « Dimanche [17 août], nous ferons tous une pause et dirons : “Ça suffit, arrêtez la guerre, libérez les otages.” C’est entre nous mains », a déclaré Reut Recht-Edri, dont le fils a été assassiné par le Hamas le

7 octobre 2023, lors d’une conférence d’une conférence de presse à Tel-Aviv. Selon le journal israélien Haaretz, le président des Démocrates, Yaïr Golan, a annoncé que son parti se joindrait à la grève. Quant au chef de l’opposition, Yaïr Lapid, il a assuré, sur X, que « l’appel des familles des personnes kidnappées à arrêter l’économie est justifié et approprié. Nous continuerons à les soutenir ».

Après vingt-deux mois de guerre et des dizaines de rassemblements, le mouvement de défense des otages est à un tournant. Les sondages montrent, certes, que l’opinion voudrait privilégier leur retour à tout autre objectif, mais les rassemblements n’ont pas eu jusqu’à présent d’effet politique. Samedi soir, les organisateurs ont annoncé 60 000 personnes à Tel-Aviv, dans une estimation qui semble généreuse. Comme la semaine précédente. Loin, en tout cas, des pics de la mobilisation, en septembre 2024, lorsque plusieurs centaines de milliers de personnes s’étaient rassemblées après la mort de six otages exécutés par le Hamas alors que l’armée s’approchait de leur lieu de détention.

L’opposition cherche des relais
Les manifestants disent leur lassitude. Une part importante avait aussi défilé, à de nombreuses reprises, contre la réforme judiciaire du gouvernement Nétanyahou au début de l’année 2023 avant l’attaque du Hamas. Certaines familles sont partisans de changer de ton. Et de méthode. « Chers mères, amis, responsables économiques, la bataille n’est pas seulement la nôtre, les familles des otages. Serez-vous avec moi quand j’appellerai à tout bloquer, à faire la grève ? », a

averti Einav Zangauker, la mère de Matan, sur X. Une autre mère, Vicky Cohen, a fait le même constat, relayé par les médias israéliens : « Il n’y a qu’une seule façon d’arrêter tout cela : tout bloquer. »

Concernant l’appel à la grève générale, des contacts seraient en cours avec le principal syndicat du pays, la Histadrout, jusque-là particulièrement prudent, pour qu’il relaie l’appel et lui donne la force d’une grève générale. En mars 2023, lors des manifestations contre la réforme judiciaire, celui-ci avait lancé une grève générale, obligeant le gouvernement Nétanyahou à suspendre le projet.

L’opposition cherche des relais. Aucune leader ne porte et n’incarne le mouvement jusqu’à présent. Depuis des mois, les proches des familles se succèdent dans les défilés et les médias. Sans impact sur les choix du gouvernement. Sur la scène, devant la foule, l’un des animateurs du défilé a plaidé pour la rupture : « N’attendez pas la prochaine élection ! C’est maintenant qu’il faut arrêter la guerre. Allumer des bougies ne suffit pas, il faut sortir en masse dans la rue. » Des familles se tournent vers Donald Trump – comme plus de 500 anciens officiers du renseignement quelques jours auparavant –, le priant d’intervenir afin d’empêcher l’occupation de Gaza.

« Nous avons besoin du reste du monde pour arrêter la guerre », insiste Miri Rozovsky en se désolant de la place prise par l’extrême droite au sein de la coalition et donc dans la conduite du pays : « Cette extrême droite est minoritaire, les opposants à la guerre sont majoritaires, mais c’est bien elle qui pèse le plus. » ■

L. BR.

Un hors-série

Le Monde des **LIVRES**

100 romans sélectionnés par la rédaction du Monde des Livres. Découvrez les 100 romans qui ont enthousiasmé les journalistes du Monde depuis la création du quotidien en 1944.



Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique - 7,50 €

Inde : la traque des musulmans bengalis

Des milliers de personnes parlant le bengali, clandestines ou non, sont expulsées vers le Bangladesh

REPORTAGE

KHULNA ET JESSORE (BANGLADESH)
ET MALDA ET BIRBHUM (INDE) -
envoyées spéciales

La mousson a détrempé les champs du Bengale-Occidental. Les rizières sont gorgées d'eau, tandis que les plans de jute atteignent leur taille maximale. En ce début août, pourtant, ce n'est pas la promesse de généreuses récoltes qui agite les esprits. La peur et le désespoir ont gagné les campagnes de cet Etat du nord-ouest de l'Inde, jusqu'à sa capitale, Calcutta.

A Paikar (district de Birbhum), les parents de Sunali Khatun sont au supplice. Depuis un mois et demi, ils sont sans nouvelle de leur fille, 24 ans, enceinte de huit mois, de leur petit-fils de 8 ans et de leur gendre Danish Shekh. Ils savent juste qu'ils ont été expulsés vers le Bangladesh, le 24 juin. Le village familial étant trop pauvre pour offrir du travail aux jeunes, le couple a migré à Delhi, où Danish est chiffonnier. Il a été arrêté le 18 juin par la police, accusé d'être un immigrant illégal, un «Bangladeshi», sur le seul fait de parler le bengali, une langue commune au Bengale-Occidental et au Bangladesh.

Destruction au bulldozer

Sa femme a fourni à la police les preuves de leur nationalité indienne, mais les policiers leur ont confisqué les documents ainsi que leurs téléphones, et ont placé la famille en détention. Le 24 juin, ils ont été transportés à la frontière, les yeux bandés et expulsés dans le district de Rajshahi. «Si vous essayez de revenir, on vous tue», ont menacé les agents de la police des frontières. Le couple a pu prévenir les parents grâce à l'aide d'un villageois. «Ma fille va accoucher, ils n'ont rien, pas d'argent, pas de vêtement», explique la mère de Sunali, qui tient dans ses bras le plus jeune enfant du couple, une fillette de 6 ans, restée au village.

La famille est musulmane, comme la totalité du village de Paikar. Le Bengale-Occidental fait partie des Etats indiens comptant une importante population de musulmans – 30 % contre 14 % à l'échelle nationale –, avec plusieurs districts frontaliers du Bangladesh où ils sont majoritaires. Séparés par une frontière poreuse de 4 000 kilomètres, dont la moi-

tié au Bengale-Occidental, l'Inde, majoritairement hindoue, et le Bangladesh, majoritairement musulman, ont connu des vagues de mouvements de population dans les deux sens, notamment lors de la guerre d'indépendance du Bangladesh, en 1971.

Presque chaque village rapporte l'histoire de fils et filles disparus, détenus ou expulsés, au cours des derniers mois. Le gouvernement de Narendra Modi, a lancé une opération massive contre les migrants illégaux après l'attentat commis au Cachemire contre des touristes hindous, le 22 avril, qui a fait 26 morts. Le ministre de l'intérieur, Amit Shah, connu pour ses diatribes contre les «infiltrés» et les «termites», a ordonné à tous les Etats de mettre en place une force spéciale et des centres de rétention pour «détecter, identifier et expulser les immigrants illégaux venus du Bangladesh et de Birmanie». Les Etats fédérés dirigés par le parti au pouvoir se sont exécutés, avec l'aide de groupes d'autodéfense liés à la mouvance d'extrême droite, procédant à des arrestations massives, à la destruction au bulldozer de milliers de maisons et de bidonvilles en dehors de toute procédure judiciaire. Leurs cibles : les individus parlant le bengali, sans distinguer les travailleurs du Bengale-Occidental, citoyens indiens, qui migrent dans différentes régions en quête d'un travail, et les migrants du Bangladesh, en situation irrégulière.

Comme les parents de Sunali Khatun, Jiyem Sheikh attend des nouvelles de son fils, Amir, 20 ans, parti il y a trois mois au Rajasthan pour travailler comme terrassier. La famille habite une modeste maison à Jalalpur, dans le district de Malda. Amir a été arrêté début mai. Son père a envoyé aux policiers quantité de pièces – certificat de naissance, carte d'électeur, acte de propriété de la maison de 1941 – montrant que la famille était déjà en Inde du temps de l'occupation britannique. En vain. Amir a passé deux mois dans un camp de détention au Rajasthan avant d'être expulsé dans des conditions dégradantes. Le jeune homme, raconte son père, a été éjecté au moyen d'une tractopelle par-dessus la clôture barbelée au Bangladesh. Lui aussi était musulman.

Asif Farooq, responsable d'une organisation d'aide aux migrants



La famille d'Amir Sheikh, un Indien expulsé au Bangladesh, à son domicile de Jalalpur (Inde), le 1^{er} août. ARKO DATTO POUR «LE MONDE»



Expulsé d'Inde, Saiful Sheikh vit à Jessore, au Bangladesh, ici le 29 juillet. MUNEM WASIF/UU POUR «LE MONDE»

bengalis, a reçu des centaines d'appels à l'aide et n'a aucun doute sur les visées du gouvernement. «La majorité des personnes interpellées sont des musulmans parlant bengali», raconte-t-il. Nous n'avons relevé que dix ou douze cas d'hindous sur des milliers d'arrestations. Cette opération vise à créer un climat de peur pour réduire au silence cette communauté et l'anéantir économiquement et civiquement.»

Extorsion d'argent

La peur n'a pas quitté Muktar Khan et sa femme Sajnoor depuis leur retour au village familial à Chanchal (district de Malda), après quatre années à Delhi sur le campement de Majdur Colony. Le 25 juillet, des policiers ont débarqué chez eux, alors que Muktar était au travail – il est nettoyeur de toilettes publiques. Sajnoor a été emmenée de force avec ses deux enfants dans un centre près d'un hôpital. Giflée, humiliée, attrapée par le ventre et menacée d'être séparée de ses enfants, elle a fini par être libérée après avoir dû verser 25 000 roupies (250 euros), relâchée loin de chez elle sans argent, ni téléphone, avant d'être de nouveau arrêtée le lendemain avec ses beaux-parents.

De nombreuses victimes font état de cas de mauvais traitement et d'extorsion d'argent et de documents. Shamin Khan, citoyen indien, ouvrier dans le bâtiment, arrêté le 9 juin à Bombay à 2 heures du matin, a été contraint de donner 25 000 roupies aux gardes-frontières avant son expulsion vers le Bangladesh. Egalement maçon à Bombay, Nazimuddin Mandal, 34 ans, a été escroqué de 18 000 roupies (180 euros), fouillé, roué de coups puis abandonné au Bangladesh par la police des frontières. Après trois jours et trois nuits dans la jungle, il a réussi à regagner l'Inde, brisé psychologi-

quement. Abdul Rahman, 20 ans, ne souhaite pas rentrer en Inde. Le jeune homme dormait paisiblement lorsque des policiers indiens ont fait irruption à son domicile en pleine nuit, fin avril. Le même jour, raconte-t-il, les forces de l'ordre ont raflé des dizaines d'autres personnes dans le quartier de «Bengali Basti», où vivent nombre de Bangladeshis et d'Indiens originaires du Bengale-Occidental, à Ahmedabad, dans l'Etat du Gujarat.

Le traumatisme a embrumé sa mémoire quant à la date précise, mais il se souvient d'avoir été emmené au commissariat, puis embarqué à bord d'un avion, avant de voyager sur un bateau. Ses yeux étaient bandés, ses pieds et poings liés à l'aide d'une tige plastique durant tout le voyage. «Sur le bateau, j'ai été battu avec un câble et une barre de fer», se souvient le jeune homme, qui porte sur son corps de nombreuses cicatrices. «Si tu reviens dans ce pays, nous te tuerons», ont menacé les hommes qui le tenaient captif, avant de lui retirer son bandeau des yeux et de détacher les liens qui l'immobilisaient. «Ils m'ont jeté à l'eau et m'ont dit de nager», poursuit M. Rahman.

La même nuit, 68 personnes ont été abandonnées dans l'entrelacs des canaux des Sundarbans, cette région de la baie du Bengale, à cheval entre le Bangladesh et l'Inde, selon un procès-verbal rédigé par les gardes-côtes bangladais. Les victimes portaient des gilets de sauvetage et ont rejoint la côte en suivant «une lumière émise par une tour», située dans la jungle, selon une dizaine de témoignages. Le groupe a ensuite marché dans la forêt dense de mangroves des Sundarbans, la plus grande au monde, avant d'être secouru par les gardes-côtes bangladais, le 9 mai. Ils ont été retrouvés dans les

L'attentat au Cachemire en avril a provoqué une opération massive contre les migrants illégaux

environs de la forêt de Manderbaria, près de la frontière avec l'Inde.

Abdul Rahman a trouvé refuge dans le village d'Alipur Mohakal, dans le sud-ouest du Bangladesh, où une de ses tantes a accepté de le recueillir dans son modeste logis. Né en Inde, Abdul Rahman n'avait jamais mis un pied au Bangladesh. Mais il n'est pas indien car la loi stipule qu'une personne née en Inde après décembre 2004 n'est automatiquement indienne que si au moins l'un de ses parents est indien et que l'autre n'est pas un immigré clandestin.

Deux pays à couteaux tirés

Parmi les 78 personnes secourues dans les Sundarbans le 9 mai, se trouvaient Saiful Sheikh, 18 ans, et Saiful Molla, 26 ans. Le premier est arrivé illégalement en Inde avec ses parents, alors qu'il n'avait que 3 ans; le second y est né. Les deux jeunes garçons ont été recueillis par leurs familles dans le village d'origine de leurs parents, à Babupur, dans le sud-ouest du pays.

«Etes-vous Bangladais?», nous demandait la police indienne. Si l'on répondait «non», alors ils nous battaient à coups de bâtons et de ceintures», raconte Saiful Sheikh, encore sous le choc. «Sur le bateau, ils nous ont demandé de dire «Vive l'Inde!» ou «Gloire au dieu Ram!», mais comme je suis musulman, je leur ai expliqué que je ne pouvais pas dire des slogans à la gloire de ce

dieu hindou, alors ils m'ont battu», détaille Saiful Molla. Son épouse, restée en Inde, a été placée en détention avec ses deux enfants.

Selon les chiffres du gouvernement bangladais, 2 087 citoyens du Bangladesh ont été «poussés» d'Inde entre le 9 mai et le 27 juillet. Le nombre de citoyens indiens, embarqués lors de ses rafles, expulsés ou détenus, est impossible à établir. D'un commun accord entre les deux pays, ceux pouvant prouver leur citoyenneté ont été renvoyés en Inde, selon les gardes-frontières bangladais.

«Les cas d'individus "poussés" sur le territoire du Bangladesh la nuit, prétendument en tant que citoyens bangladais sans vérification appropriée, soulèvent de sérieuses inquiétudes. Ces actions semblent incompatibles avec les normes internationales et les accords bilatéraux existant entre les deux pays», a déclaré un responsable du Border Guard Bangladesh, les gardes-frontières du pays. L'Inde et le Bangladesh sont à couteaux tirés depuis la chute de l'ancienne première ministre bangladaise Sheikh Hasina, en août 2024, à qui New Delhi a offert l'asile.

Dans le petit village de Mahisha Thali, au Bengale-Occidental, tous les habitants sont rassemblés pour entendre Suján Sarkar, 29 ans, sorti il y a peu de l'hôpital. Le frère jeune homme appartient au groupe ethnique des Rajbanshi, et n'a pas de terre pour faire vivre sa femme et ses deux enfants. Il était à Dhenkanal, en Odisha, le 4 juillet, occupé à collecter des déchets plastiques au bord d'une route, lorsqu'un homme faisant le plein d'essence de son tracteur l'a interpellé. «Tu parles bengali, tu es un Bangladais, un musulman?» Suján a répondu qu'il était bengali et hindou. «L'homme m'a alors ordonné de me déshabiller pour vérifier. Puis il a commencé à me frapper avec une brique alors que j'étais nu, au dos et aux genoux et tout le monde est resté planté là à le regarder faire», raconte Suján. Il m'a demandé de réciter le Hanuman Chalisa [un texte hindou]. Je ne connais pas le Hanuman Chalisa. Il a ramassé une lourde pierre pour m'écraser. Quelqu'un s'est avancé et l'a arrêté, me disant de courir. Je ne sais pas comment j'ai réussi à m'échapper; j'étais presque inconscient.»

Terrorisés par cette vague de répression, des milliers de travailleurs migrants sont rentrés précipitamment au Bengale-Occidental. L'exode est si massif que des villes comme Gurgaon, la banlieue high-tech de Delhi, n'ont plus de domestiques, de tuk-tuks ou de jardiniers. Les poubelles publiques et les décharges de la ville débordent de débris, rappelant ironiquement au pays la précieuse contribution des travailleurs bengalis à l'économie indienne. ■

CAROLE DIETERICH
ET SOPHIE LANDRIN



La fraude aux publications scientifiques s’industrialise

La revue de l’Académie nationale des sciences des Etats-Unis fait état d’un nombre croissant de falsifications dans les revues de recherche

C’est une étude en forme de cri d’alarme qu’une équipe pluridisciplinaire de chercheurs a publiée lundi 4 août dans *PNAS*, la revue de l’Académie nationale des sciences des Etats-Unis. « *La fraude scientifique se développe beaucoup plus vite que la production scientifique dans son ensemble* », lit-on dans cet article dont le premier auteur, Reese Richardson, est chercheur en biologie computationnelle à l’université Northwestern, dans l’Illinois.

Pour cet imposant travail, ces mathématiciens et autres biologistes ont, par exemple, passé au crible 276 956 articles publiés entre 2006 et fin 2023 dans *PLOS One*, une revue en ligne à comité de lecture, et ont suivi 134 983 auteurs et 18 329 éditeurs relecteurs ayant validé ces articles. Cette revue américaine a été choisie non pas en raison de suspicions spécifiques, mais parce que les métadonnées associées aux articles qu’elle publie sont transparentes et exploitables.

Qu’ont-ils constaté ? Que certains filtres censés garantir le processus de relecture par les pairs, principe au cœur de la confiance dans l’édition scientifique, étaient défectueux. Ou pire encore, étaient gagnés par des pratiques frauduleuses.

L’étude mentionne ainsi 45 éditeurs de *PLOS One* qui avaient un taux anormalement élevé de publications qu’ils avaient acceptées et qui ont été ultérieurement rétractées ou critiquées sur *PubPeer*, le site de référence en matière d’évaluation par les pairs après parution. Ces éditeurs (0,25 % de l’ensemble des éditeurs de la re-

vue) « *ont édité 1,3 % de tous les articles publiés dans PLOS One, mais 30,2 % des articles rétractés* ». Information aggravante, plus de la moitié d’entre eux sont également auteurs d’articles publiés par *PLOS One* qui ont été ultérieurement rétractés. La rétraction d’un article est le plus souvent motivée par les fautes professionnelles des auteurs (comme des données falsifiées ou le plagiat), ou les fautes des éditeurs, telles que l’absence de contrôle qualité minimal des travaux soumis.

« *Statistiquement parlant, nous ne pouvons pas dire si PLOS One est plus ou moins exposé à des risques que d’autres revues*, précise Thomas Stoeger, enseignant-chercheur en biologie moléculaire et coauteur de l’article. *Mais, ce qui se passe avec PLOS One est alarmant, car cela montre que même les revues basées aux Etats-Unis, et celles dans lesquelles nous publions nous-mêmes, peuvent être touchées.* » La direction de *PLOS One* dit aujourd’hui que ces éditeurs ont depuis été renvoyés et que ses procédures de contrôle ont été renforcées.

Usines à articles

Dans un second volet de l’étude, les chercheurs se sont intéressés aux images (graphiques ou photos d’expériences) dupliquées, qui sont souvent la signature d’usines à articles, ou « *paper mills* » (littéralement : « moulins à papiers »). En se servant des cas signalés sur *PubPeer*, ils observent d’abord que « *bien que la duplication d’images implique que ces études ne se sont pas déroulées comme prévu, seulement 34,1 % d’entre elles ont été retirées* ». Mais surtout, ils ont constaté, en reliant les

Le phénomène de fraude reste marginal dans l’édition scientifique. Mais la tendance est alarmante

études partageant un même schéma, qu’elles étaient souvent publiées dans un laps de temps court et par des éditeurs voisins. Bref, que c’était organisé.

Ce que révèle l’étude des articles considérés comme provenant de « *paper mills* », identifiés grâce à des contenus communs, est une forme d’industrialisation de la fraude. « *Ces schémas anormaux concordent avec un mode opératoire dans lequel les usines à articles coopèrent avec des intermédiaires (...) qui contrôlent au moins certaines des décisions prises par les revues ciblées et peuvent garantir la publication simultanée de lots d’articles frauduleux dans une seule revue* », écrivent les auteurs.

Et lorsqu’une de ces revues dites « *prédatrices* », car non regardantes sur les articles qui lui sont soumis, est désindexée par des agrégateurs, ces courtiers en articles falsifiés se reportent sur une autre. Ce phénomène, que les auteurs appellent le « *journal hopping* » (« *saut d’une revue à l’autre* ») provoque parfois des résultats aberrants, comme la publication d’un article sur la torréfaction des noisettes dans une revue spécialisée sur le sida.

Pris dans son ensemble, le phénomène de fraude reste marginal

dans l’univers de l’édition scientifique. Mais la tendance est alarmante : « *Le nombre d’articles rétractés et d’articles commentés par PubPeer double respectivement tous les 3,3 et 3,6 ans, tandis que le nombre total de publications double tous les quinze ans. Et les articles suspectés d’être issus d’usines à papier doublent tous les 1,5 an.* » En outre, les pratiques frauduleuses ne sont plus le cas de chercheurs isolés, mais de systèmes bien huilés : « *De larges groupes de relecteurs et d’auteurs semblent avoir coopéré pour faciliter la fraude à la publication. Des réseaux d’articles frauduleux liés suggèrent une production à l’échelle industrielle. Les organisations vendent des services de fraude contractuelle.* »

Face à cela, les mesures correctives ou punitives s’avèrent trop timides, sinon trop tardives. Seuls 28 % des articles identifiés dans cette étude comme étant issus d’usines à papiers ont été rétractés. L’une des explications avancées au développement de cette fraude est l’inégalité entre chercheurs pour l’accès aux financements. Or la concurrence et l’incertitude propre au travail de chercheur y contribuent. « *Pourquoi risquer l’échec, mettant en péril sa carrière, alors que, moyennant une somme relativement modique, on peut facilement obtenir des publications et des citations qui nécessiteraient autrement un travail considérable ?* », interroge cette étude.

« *A notre avis, la gravité de la situation exige une action urgente* », écrivent en conclusion ces chercheurs. Ils déplorent que le travail de lutte contre ces fraudes reste trop souvent l’œuvre d’un petit nombre de bénévoles isolés. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

Loi Duplomb : une censure partielle qui divise ses opposants

Le Conseil constitutionnel ne s’est pas saisi du principe de précaution, regrettent certains

ANALYSE

Victoire pour les uns, semi-défaite pour les autres : le Conseil constitutionnel a partiellement censuré, jeudi 7 août, la loi visant à lever les contraintes au métier d’agriculteur, ou loi dite « Duplomb », suscitant des commentaires contrastés parmi les opposants au texte.

Pour les plus optimistes, cette décision constitue une avancée remarquable et inédite, en ce qu’elle est fondée sur la Charte de l’environnement, annexée en 2005 à la Loi fondamentale. Mais pour les plus pessimistes des défenseurs de la santé et de l’environnement, la censure partielle ordonnée par les juges de la rue de Montpensier indique aussi qu’ils rechignent toujours à utiliser tout le potentiel du principe de précaution – inscrit à l’article 5 de la Charte – dans le contrôle de constitutionnalité des lois. Depuis deux décennies que ce principe est inscrit dans le bloc constitutionnel, il n’a encore jamais été utilisé pour censurer une loi.

Dans un entretien qu’il a accordé à *Ouest France*, l’avocat Arnaud Gossement, professeur associé à l’université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, juge « *historique* » la censure partielle de la loi Duplomb. Et en particulier, dit-il, « *c’est la première fois que le Conseil constitutionnel consacre l’article premier* [de la Charte de l’environnement], *sur le droit à vivre dans un environnement sain et équilibré, de manière autonome* ». Autrement dit, il est inédit que cette seule disposition de la Charte conduise à déclarer inconstitutionnel un texte adopté par le législateur, en l’espèce la possibilité de réintroduire les insecticides de la famille des néonicotinoïdes (dont le désormais célèbre acétamipride) dans les accommodantes conditions prévues par la loi déferée.

L’importance de la décision du Conseil tient à un simple constat sur la manière dont les juges de la rue de Montpensier se sont saisis jusqu’à présent de la Charte de l’environnement. Dans un article publié en novembre 2024 par la revue *Titre VII*, deux professeurs de droit public, Marie-Anne Cohendet (université Paris I-Panthéon-Sorbonne) et Marine Fleury (université de Picardie-Jules-Verne) relèvent qu’en vingt années d’existence, la Charte n’a été que peu mobilisée par les juges constitutionnels. Entre mars 2005 et novembre 2024, les autrices notent que « *le Conseil [avait] rendu 54 décisions dans lesquelles il mobilisait la Charte* ». Parmi elles, 21 concernent le contrôle, a priori, de nouvelles lois, 31 portent sur des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) et deux sur des décisions de délégalisation. Soit très peu de choses au regard des quelque 1300 décisions rendues par le Conseil entre 2010 (date d’introduction des QPC) et novembre 2024.

Le bilan est ainsi jugé « *limité* ». En outre, ajoutent M^{mes} Cohendet et Fleury, sur cette cinquantaine de décisions, seulement 13 concluent à une non-conformité. Non seulement le droit est peu inter-

Pour les plus optimistes, cette décision constitue une avancée remarquable et inédite

rogé au regard des principes constitutionnels de protection de l’environnement, mais la réponse des sages est, quatre fois sur cinq, de circuler car il n’y aurait rien à voir. Les deux juristes enfoncent, enfin, le clou en constatant que sur 13 censures, 9 sont fondées sur une disposition assez périphérique de la Charte, celle du devoir d’information et de participation du public (article 7).

Dès lors, on comprend mieux le caractère inédit de la censure partielle du 7 août, sur le fondement d’un principe large, celui du droit à vivre dans un environnement sain et équilibré.

Forts débats

Pour autant, plusieurs associations, ainsi que des parlementaires requérants, regrettent que les autres dispositions controversées de la loi Duplomb – sur les mégabassines ou sur l’assouplissement des conditions d’installation des grands bâtiments d’élevages intensifs – n’aient pas été totalement censurées sur la foi du principe de précaution. Celui-ci, énoncé dans l’article 5 de la Charte, dispose que « *lorsque la réalisation d’un dommage, bien qu’incertaine en l’état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l’environnement* », les autorités mettent en œuvre des « *procédures d’évaluation des risques et [adoptent] des mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage* ».

La réticence du Conseil à se saisir du principe de précaution nourrit de forts débats entre scientifiques, écologistes et praticiens du droit. Aux yeux de certains, cette manière de sembler botter en touche ne serait que le reflet de la pusillanimité et du conservatisme des juges de la rue de Montpensier – une réputation à porter tort à de puissants intérêts économiques ou la crainte d’ouvrir une boîte de Pandore jurisprudentielle.

Le Conseil a pourtant déjà appliqué ce principe dans sa décision de 2008 sur la loi relative aux organismes génétiquement modifiés (OGM), dans laquelle une insuffisance de précaution était contestée. Ce n’est donc pas tant son application qui pose problème, que les tentatives de certains de l’utiliser paradoxalement contre l’environnement, comme l’explique Valérie Goesel-Le Bihan, professeure de droit public à l’université Lyon-II, dans un article publié en 2017 dans la *Revue française de droit administratif*.

Alors qu’elles sont déjà protégées par la liberté d’entreprendre, des entreprises se sont en effet servies de ce principe pour contester des mesures législatives d’interdiction définitives destinées à lutter contre des risques avérés, comme en 2013 pour l’extraction du gaz de schiste. Une suspension seulement provisoire, plaidaient les firmes, suffisait en attendant de faire plus de recherches... Il est donc aussi nécessaire, dit M^{me} Goesel-Le Bihan, que le principe de précaution reste au service du seul objectif de la Charte : la protection de l’environnement. ■

STÉPHANE FOUCART

Les déchets en plastique présents dans les nids d’oiseaux peuvent tuer les petits

Les ficelles agricoles utilisées pour lier les bottes de foin représentent un danger majeur

La présence de déchets plastiques dans le nid des oiseaux, confondus avec des matériaux naturels comme des brindilles ou du feuillage, est établie depuis plusieurs années. Mais les enchevêtrements, parfois mortels, qu’ils provoquent chez les oisillons n’étaient jusqu’à présent que très peu documentés.

La chercheuse Ursula Heinze, écologue à l’université d’East Anglia, a participé à une étude européenne menée au Portugal qui a effectué des suivis hebdomadaires sur les nids pendant une année entière. Les résultats, publiés mi-juillet dans *Ecological Indicators*, révèlent que la quasi-totalité des 568 nids de cigognes blanches étudiés contenaient du plastique, et que plus de un oisillon sur dix a été retrouvé empiétré dans ces débris. Des cas d’enchevêtrement ont été observés dans plus d’un quart des nids.

La plupart des enchevêtrements sont mortels, souvent à cause de plaies infectées, d’étranglements ou de membres nécrosés. « *Certains n’avaient que quelques jours, rapporte Ursula Heinze. Dès que possible, nous avons libéré les oisillons et désinfecté leurs plaies, mais très peu ont survécus.* »

Le principal responsable de ces morts prématurées : la ficelle agricole, utilisée pour attacher les bottes de foin. Cette corde en polypro-

Les chercheurs appellent à une meilleure collecte et au recyclage des déchets plastiques agricole

pylène, un plastique à dégradation lente, représentait la majorité des cas d’enchevêtrement, devant le film d’enrubannage, une protection plastique qui sert à protéger les bottes de foin. Les blessures liées aux sacs plastiques, déchets pourtant présents dans près de deux tiers des nids, étaient nettement moins nombreuses.

De manière similaire, aux Etats-Unis, une équipe de bénévoles encadrée par le biologiste Marco Restani suit depuis 2012 des nids de balbuzards pêcheurs – une espèce de rapace piscivore – le long de la rivière Yellowstone, dans le Montana. Selon leurs derniers résultats, près de la moitié des nids contenaient de la ficelle agricole, et plus de 3 % des oisillons étaient retrouvés enchevêtrés, un pourcentage que le spécialiste de la faune sauvage juge sous-estimé. « *Nous montions au nid pour examiner les oisillons lorsqu’ils*

avaient 30 à 40 jours. Si nous les avions contrôlés plus tôt, il y aurait probablement eu plus de cas d’enchevêtrement », considère-t-il.

Environ la moitié des oisillons de balbuzards pêcheurs enchevêtrés ont été retrouvés morts. Leur vulnérabilité est d’autant plus grande qu’ils passent davantage de temps au nid que les adultes. Une fois piégé, leur corps continue de grandir, tandis que la ficelle reste serrée, s’enfonçant dans leur chair. « *C’est comme un arbre qui pousse autour d’un fil de fer* », illustre Marco Restani.

« **Une menace supplémentaire** » D’autres suivis ont signalé des occurrences d’oisillons enchevêtrés dans des débris plastiques, notamment en Argentine, poussant les chercheurs à pointer du doigt un problème global. « *Les ficelles en plastique sont présentes dans l’environnement partout dans le monde et, dès lors qu’elles sont disponibles, les oiseaux les intègrent à la construction de leurs nids, s’exposant à des risques de blessures* », avertit Marco Restani. Au cours de ses travaux, le biologiste a constaté que d’autres espèces, telles que les corbeaux ou divers rapaces, étaient confrontées aux mêmes dangers.

« *Il est probable que ce problème ne se limite pas aux espèces ou aux pays étudiés* », confirme Ursula

Heinze. L’étude à laquelle elle a contribué recense elle aussi, outre les cigognes, des cas d’enchevêtrement chez deux espèces menacées : le faucon crécerelle, un petit rapace, et le choucas des tours, un corvidé aux yeux bleus.

En France, si aucune donnée chiffrée n’existe encore pour les oiseaux terrestres, « *le problème est bel et bien présent sur le terrain* », assure Cédric Marteau, directeur général de la Ligue pour la protection des oiseaux. Pour des espèces déjà sous pression à cause de la perte d’habitat ou de l’utilisation de pesticides, les risques liés à l’enchevêtrement constituent « *une menace supplémentaire qui mène à la baisse ou à la disparition de populations* », alerte-t-il.

Pour y remédier, les chercheurs appellent à une meilleure collecte et au recyclage des déchets plastiques agricoles, ainsi qu’à des campagnes de sensibilisation auprès des agriculteurs. Cependant, sur le long terme, « *la véritable solution serait d’éliminer la présence de plastiques de l’environnement* », affirme Marco Restani. Alors que des négociations pour un traité mondial sur le plastique sont en cours à Genève, le chercheur estime que des mesures « *bien plus ambitieuses* » seraient nécessaires pour lutter contre cette pollution. ■

JULIETTE FEKKAR



Comment TikTok change l'Assemblée nationale

De nombreux députés postent leurs prises de parole, formatées à cet effet, sur les réseaux sociaux

La méthode est souvent la même : une intervention courte, de deux minutes au maximum, quelques coupes au montage pour effacer les hésitations, des sous-titres pour ceux qui regarderaient la vidéo sans le son, une musique épique pour les autres et quelques punchlines bien senties. Ces dernières années, de nombreux députés ont investi le champ des réseaux sociaux, notamment ceux qui, comme TikTok, font la part belle au format vertical, adapté au visionnage sur smartphone. Et, à côté des sélections de passages dans les médias traditionnels ou d'images tournées en circonscription, les reprises d'interventions orales en séance publique dans l'Hémicycle se multiplient sur les comptes des parlementaires.

Au point que certains élus se font chambrer par leurs collègues du camp d'en face. « Attention, ça tourne ! », « C'est bon, c'est dans la boîte », peut-on lire parfois dans les comptes rendus de l'Assemblée nationale. La cible de ces railleries est principalement les députés de La France insoumise (LFI), particulièrement actifs (et suivis) sur les réseaux sociaux. D'autres élus, de la gauche à l'extrême droite, sont tout aussi friands de cette méthode pour mettre en avant leur travail de député au Palais-Bourbon. Mais la technique finit par lasser et la prise de parole dite « intervention TikTok » est de plus en plus accusée de nuire au débat parlementaire.

Publiée en janvier 2025, une étude de l'observatoire du bien-être du Centre pour la recherche économique et ses applications, « La fièvre parlementaire », signée par Yann Algan, Thomas Renault et Hugo Subtil, tend à valider cette impression ressentie par certains élus. S'appuyant sur l'analyse de

« Désormais les députés s'expriment bien davantage pour leurs followers que pour les autres députés », estime une étude

près de 2 millions de discours prononcés dans l'Hémicycle entre 2007 et 2024, les trois chercheurs ont conclu que « désormais les députés s'expriment bien davantage pour leurs followers que pour les autres députés, avec tous les effets pervers des réseaux sociaux sur la polarisation des débats et la violence politique ».

Parmi leurs observations, une baisse du nombre de mots des interventions dans tous les groupes parlementaires et une augmentation de la rhétorique émotionnelle, en particulier celle de la colère, depuis 2017, surtout dans les rangs de LFI et du Rassemblement national (même si ces derniers ont progressivement adopté une stratégie de normalisation, note l'étude). « Les interventions courtes de 150 mots, avec un fort contenu émotionnel, correspondent exactement au format vidéo de moins d'une minute posté sur les réseaux », estiment les chercheurs, qui ont aussi découvert des interventions identiques à la suite de députés du même groupe parlementaire, « alors que l'on est parfois passés à l'examen d'un autre amendement. Cela n'apporte rien au débat, mais c'est juste pour faire sa propre captation », juge Yann Algan, l'un des auteurs.

La stratégie est largement assumée par les membres de LFI, la

plupart ayant un collaborateur parlementaire chargé de la communication sur les réseaux sociaux. Dès l'arrivée des 17 députés « insoumis » à l'Assemblée en 2017, le groupe partage les interventions de chacun sur YouTube ou Twitter (devenu X). Au départ de façon très brute avec chaque prise de parole à la suite, donnant des vidéos de trente minutes ne dépassant pas les 1 000 vues. « Le but était de faciliter l'accès à ces images publiques sur le site de l'Assemblée mais que personne n'allait voir », décrypte Antoine Léaument, député de l'Essonne et ancien responsable de la communication numérique de La France insoumise.

Coller au rythme

Au fil des années, la stratégie s'est affinée et s'est adaptée aux codes des différents réseaux sociaux. Le montage est plus nerveux et la vidéo parfois légèrement accélérée (1,1 ou 1,2 fois plus rapide) pour coller au rythme. Antoine Léaument le reconnaît, cela donne parfois des discours « un peu décalés » par rapport à l'ambiance dans l'Hémicycle, quand un élu « insoumis » part dans une diatribe enflammée face à 50 personnes présentes. « Parce qu'on ne s'adresse pas à 50 personnes, mais à 10 000, voire 1 million, explique le député de l'Essonne. On sait de toute façon qu'on ne fera pas changer d'avis les collègues des autres groupes. Ce qui est intéressant, c'est de faire vivre le débat à l'extérieur de l'Hémicycle. »

Quitte à parfois, en effet, répéter la même chose d'un intervenant à l'autre, ou alors à prendre trente secondes du débat pour replacer un amendement dans le contexte de la discussion afin que la capsule vidéo soit intelligible pour quelqu'un de l'extérieur qui n'aurait rien suivi.

Erwan Balanant (MoDem, Finistère) appelait ce genre d'interventions « les ruffinades », tant François Ruffin était coutumier de l'exercice. S'il note que le député de la Somme, ex-LFI, a réduit ces effets de communication, il observe que le « show des députés tiktokeurs » s'est transposé également en commission, là où le travail est réputé plus calme et sérieux. « Qu'il y ait des joutes oratoires, très bien, mais on voit bien que ça n'a parfois rien à voir avec le débat en cours. Non seulement on perd du temps, mais cela provoque aussi des crispations », déplore le porte-parole du groupe centriste.

Pour Prisca Thévenot, députée Renaissance des Hauts-de-Seine, cette stratégie ne fait que « désaccréditer l'Assemblée nationale » : « Leur but n'est pas d'alimenter un débat de fond, mais simplement de se faire un ministre ou un collègue en vidéo pour le partager et alimenter une violence en politique », regrette-t-elle. De son côté, Antoine Léaument se défend en mettant en avant des « vidéos de la semaine » sur YouTube ou des lives sur Twitch, « complémentaires de TikTok », qui permettent d'approfondir les débats sur plusieurs dizaines de minutes ou heures.

Il reste que les joutes oratoires et autres noms d'oiseaux n'ont pas attendu TikTok pour se faire entendre à l'Assemblée nationale. Et, pour le socialiste Arthur Delaporte, cette impression de dialogue de sourds en Hémicycle est

La stratégie est largement assumée par les membres de La France insoumise

autant inhérente aux réseaux sociaux qu'à un clivage général dans la société. « Les codes oratoires ont changé, c'est aussi vieux que la démocratie. Aujourd'hui, le beau discours n'est plus celui qui retiendra l'attention du journaliste parlementaire en tribunes mais celui qui fera de l'effet et sera repris sur les réseaux. Ils ont donné un nouvel espace d'expansion de la parole parlementaire, il faut aussi s'en réjouir », assume le député du Calvados.

Mission de clarification

Et même ses détracteurs reconnaissent qu'il est aujourd'hui difficile de ne pas être présent sur les réseaux sociaux en tant que député lorsque l'on veut atteindre tout un public, notamment les jeunes, peu ciblés par les médias traditionnels. « La bataille de l'opinion se joue aussi sur les réseaux sociaux, donc c'est une sphère que plus personne ne peut ignorer », analyse-t-on à la direction de la communication du groupe Ensemble pour la République. Leur président, Gabriel Attal, est d'ailleurs un utilisateur assidu de TikTok, surfant sur les dernières « trends » (tendances) à la mode (mais partageant peu ses interventions en Hémicycle).

Mais le risque aussi est de sombrer dans le « tiktokisme ». « Le premier objectif de l'intervention publique est de nourrir le débat politique. S'il y a un moment qui peut être mis en avant pour expliquer la séance sur les réseaux sociaux, tant mieux, mais ça ne peut pas être une finalité en soi. Notre rôle n'est pas de devenir des influenceurs TikTok », reprend Prisca Thévenot. Et attention aussi à la faute de goût. Car une intervention partagée sur les réseaux peut être quasi invisible si on ne l'adapte pas à l'algorithme de la plateforme, ou, pis,

ringarde, si l'on force trop sur les codes du système pour donner l'impression de les maîtriser.

Les parlementaires n'oublient pas pour autant les problèmes causés par les réseaux sociaux en dehors du Palais-Bourbon. Que ce soit pour des questions de souveraineté, entre un X aux mains d'Elon Musk ou le réseau TikTok contrôlé par le pouvoir chinois, ou des problèmes de santé mentale, notamment chez les plus jeunes, causés par des algorithmes favorisant le clash et l'addiction. Ces derniers mois, Arthur Delaporte a justement présidé une commission d'enquête sur les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs.

Le débat reste donc ouvert au Palais-Bourbon. Pour apporter quelques éléments de réflexion sur le sujet, l'Assemblée nationale a lancé une mission de clarification sur les prises de vue au sein de l'établissement, dirigée par la vice-présidente Naïma Moutchou (Horizons, Val-d'Oise). Le groupe de travail doit présenter plusieurs propositions au bureau de l'Assemblée au début de l'automne, notamment sur la communication des parlementaires. Thierry Sother (Parti socialiste, Bas-Rhin) aimerait ainsi défendre la mise en place d'un espace pour les parlementaires afin de tourner des vidéos pour leurs réseaux sociaux. « Les parlementaires européens ont carrément des ministudios à disposition pour travailler leur communication. Cela permettrait de faire une captation plus propre, avec un fond, un bon éclairage, etc., soutient le député, qui, par choix, n'a pas de compte TikTok. On y gagnerait et ce serait un espace plus adéquat pour communiquer que l'Hémicycle. » A voir si la séance publique y gagnerait, elle, en sérénité. ■

ROBIN RICHARDOT

Vieillir dans les quartiers, un « impensé » politique

Les plus de 60 ans représentent 18 % des habitants dans ces espaces qui n'ont jamais été conçus pour eux

Monique (elle n'a pas souhaité donner son nom de famille) est une femme prévoyante. A 62 ans, cette fonctionnaire prépare déjà sa retraite, prévue pour 2026. Elle n'avait jamais imaginé construire un jour un jeu de passe-trappe en bois de ses propres mains. C'est chose faite : cet après-midi du mois de juillet, Monique s'est inscrite sur un coup de tête à l'atelier bricolage au sein du tiers-lieu Masaryk, à Sevran (Seine-Saint-Denis), la ville où elle réside depuis la fin des années 1990.

Ce nouvel espace intergénérationnel a été inauguré fin avril dans le cadre d'un projet d'habitat inclusif, destiné à lutter contre l'isolement des personnes âgées et en situation de handicap. Monique fréquente les locaux, situés au rez-de-chaussée d'un immeuble de 300 logements réhabilités, depuis leur ouverture. Ils abritent une épicerie sociale, un piano et une bibliothèque partagés, un espace de coworking, une cuisine ouverte, un salon commun, une salle d'animation avec atelier cuisine, peinture, karaoké, jardinage... « *Je ne veux pas me retrouver seule, sans rien à faire et nulle part où aller, coincée dans un appartement qui ne correspond plus à mes besoins* », dit-elle.

C'est l'un des défis majeurs des quartiers populaires : le vieillissement de leur population. Un phénomène que personne n'a vu venir, tant on dit et pense les banlieues comme des espaces « jeunes », et auquel elles ne sont pas préparées. Dans un rapport publié en mars et intitulé « Paroles de vieux de banlieue : des territoires du mal vieillir », l'association les Petits Frères des pauvres relevait que la part des personnes de plus de 60 ans dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (dits « QPV ») était la seule en hausse constante depuis les années 1990, et représente aujourd'hui plus de 18 % des habitants.

« C'est la triple peine »

En Seine-Saint-Denis, département le plus jeune de France métropolitaine (et qui devrait le rester dans les années à venir), la population prend de l'âge, et rapidement. La part des personnes âgées de plus de 65 ans devrait passer de 12 % aujourd'hui à 17 % en 2040, selon les projections de l'Insee. Une progression particulièrement notable pour les plus de 75 ans : elles étaient 89 000 en 2019, elles seront 145 000 en 2040 (et 165 000 une décennie plus tard), soit une augmentation globale de 61 %.

« On reste jeune, oui, mais on vieillit, et vite, et nous avons un sacré retard dans l'aménagement de nos quartiers qui ne sont pas du tout adaptés aux personnes âgées : le choc démographique va être colossal », alerte Stéphane Blanchet, maire (divers gauche) de Sevran et vice-président chargé de l'autonomie du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, qui entend faire du quartier Montceleux-Pont-Blanc un quartier « 100 % inclusif », avec le tiers-lieu Masaryk, la réhabilitation d'une résidence pour seniors, l'ouverture d'une maison médicale, des aménagements urbains, des cheminements retravaillés... Dix-sept tiers-lieux inclusifs ont été ouverts en trois ans dans le département. Huit autres devraient ouvrir prochainement dans le cadre d'une opération baptisée « Tiers-lieux autonomie dans mon quartier ».

Logements inadaptés, immeubles hauts sans ascenseurs ou avec ascenseurs régulièrement en panne, cités construites en dédale avec des marches partout, des revêtements de sol glissants... « Vieillir en banlieue, c'est la triple peine », notait le rapport des Petits Frères des pauvres, listant « la pauvreté, l'isolement et la perte d'autonomie » des plus âgés et s'alar-



Vues de la résidence des Glycines, à Sevran (Seine-Saint-Denis), le 23 juillet. En haut, une fête en présence du maire (divers gauche), Stéphane Blanchet (à gauche).

PHOTOS : ADRIENNE SURPRENANT/MYOP POUR « LE MONDE »



la politique de la ville, évoque, lui aussi, les « conflits d'usage des espaces publics entre générations » et en souligne certaines conséquences : « Aujourd'hui, à Epinay, malgré les demandes, il n'y a pas de logement social vacant, pour autant vous avez des T5 occupés par des personnes seules, souvent âgées. »

C'est l'un des points qui fâchent. « Ginette habite un F4 seule au 4^e étage sans ascenseur pour 600 euros par mois, c'est l'appartement dans lequel elle a vécu pendant des décennies avec son mari et ses enfants, elle y est attachée, elle veut pouvoir recevoir ses petits-enfants, bien qu'elle ne puisse plus sortir de chez elle sans être accompagnée, illustre Luc Broussy, spécialiste des questions liées au vieillissement et fondateur du cercle de réflexion Matières grises. Sauf que, pendant longtemps, on lui a dit qu'il fallait qu'elle change pour un F2 à 700 euros par mois. Ginette refuse. Normal. » Et, pendant ce temps, des familles avec enfants ne trouvent pas à se loger dans le parc social. « Une aberration, souligne Luc Broussy. Pour que Ginette accepte de déménager, il faut lui offrir une série de services. »

Initiatives « très embryonnaires »

Système de repérage des personnes isolées, adaptation des logements, accompagnement au déménagement (aide pour trier ses affaires, faire ses cartons...), conciergerie solidaire, tiers-lieux ; repenser les éclairages, le type d'arbres (certaines feuilles, lorsqu'elles tombent, sont glissantes), la place des bancs et leur ergonomie (pas trop bas, avec appuis), les revêtements des sols antidérapants ; imaginer des résidences inclusives et intergénérationnelles, des studios autonomes avec cuisine et salon communs ; mettre en place le passage d'agents municipaux ou d'acteurs associatifs partenaires pour « discuter », organiser l'élargissement des compétences des gardiens d'immeuble... Même si la pandémie liée au Covid-19 a accéléré la prise de conscience des phénomènes d'isolement et la multiplication des politiques en ce sens, les initiatives sont encore « très embryonnaires », regrette Anne-Claire Mialot. « Cela reste beaucoup trop lent », s'inquiète Stéphane Troussel, le président socialiste du conseil départemental de Seine-Saint-Denis. ■

LOUISE COUVELAIRE

Seulement 5 % des logements sociaux sont adaptés aux personnes en perte d'autonomie

mant de la dégradation « dans un silence inquiétant de leurs conditions de vie matérielles et affectives ». Rien, dans les cités, n'a été conçu pour les personnes âgées.

Les habitations, d'abord. Seulement 5 % des logements sociaux sont adaptés aux personnes en perte d'autonomie, alors que, dans les quartiers prioritaires de la ville, 40 % sont occupés par des plus de 60 ans (contre 36 % dans le reste du parc social), 30 % par des plus de 65 ans (contre 27 %) et 13 % par des plus de 75 ans (contre 12 %), selon les chiffres de l'Union sociale pour

l'habitat (USH, qui représente 593 organismes HLM à travers cinq fédérations). Dans dix ans, 50 % des locataires auront plus de 65 ans. « En 2013, 22 % des locataires du parc social global avaient plus de 65 ans, en 1984, 15 % : la progression est très forte », souligne Thierry Asselin, directeur des politiques urbaines et sociales au sein de l'USH.

« Environnement hostile »

Second enjeu : « La ville du quart d'heure. » C'est ainsi que l'on appelle le périmètre de 500 mètres autour du logement dans lequel une personne âgée évolue. Elle ne s'aventure pas, ou peu, au-delà. « Or, dans les quartiers, la question de l'accessibilité et de la mobilité a longtemps été périphérique, raconte Anne-Claire Mialot, la directrice générale de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Lors du premier programme de renouvellement urbain, on pensait surtout jeunesse, équipements et lutte contre l'insécurité. » Résultat : peu d'espaces

verts, peu de commerces de proximité, pas de services ou d'espaces destinés aux personnes âgées, des transports en commun distants et un accès difficile à la santé.

L'accent a, par ailleurs, été mis sur la sécurité et sur l'entrave aux nuisances, qu'elles émanent des trafics de stupéfiants, des regroupements sur la voie publique, des courses de quads et autres scooters dans les parcs ou sur les trottoirs... « Pendant longtemps on a tout retiré pour empêcher certains jeunes de s'asseoir », témoigne Catherine Arenou, maire (divers droite) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). Les bancs ont été enlevés, des barrières en serpent ont été installées à l'entrée des parcs. Ces aménagements visant à faire cesser certaines activités ont, en parallèle, entravé la bonne circulation des personnes âgées. « C'est très compliqué de faire cohabiter les deux, c'est un grand écart permanent », poursuit l'édile.

« On peut parler d'environnement hostile », juge Pierre-Marie Cha-

« Pendant longtemps, on a tout retiré pour empêcher certains jeunes de s'asseoir »

CATHERINE ARENOU
maire (divers droite)
de Chanteloup-les-Vignes
(Yvelines)

pon, docteur en géographie et président de Domelia Conseil (spécialiste des enjeux liés au vieillissement). Il décrit une population « parmi les plus précaires, qui n'a jamais eu les moyens de quitter le quartier », invisibilisée, « hors rads » des politiques publiques.

De nombreux élus s'inquiètent de cette progression démographique. Damien Allouch, maire socialiste d'Epinay-sous-Sénart (Essonne), parle d'un « impensé » de



Dans un atelier de laminage de l'usine sidérurgique de Magnitogorsk (Russie), le 10 juin. DONAT SOROKIN/TASS VIA ZUMA-REA

L'économie russe commence à flancher

Face aux sanctions et à la baisse des revenus pétroliers, la croissance ralentit et le déficit du budget explose

La guerre en Ukraine commence à avoir un coût pour l'économie russe, confrontée à un brusque ralentissement en raison de la baisse des revenus du pétrole et des sanctions occidentales. Elle est « *au bord de la récession* », a reconnu Maxim Rechetnikov, le ministre de l'économie, lors du forum de Saint-Petersbourg, le « Davos russe », en juin.

Un constat aussitôt réfuté par Vladimir Poutine, prompt à vanter la résilience de la Russie face aux sanctions. Mais les chiffres ne mentent pas. En juillet, le Fonds monétaire international a réduit sa prévision de croissance, passée de 1,5 % à 0,9 % pour 2025. On est loin des taux mirifiques, 4 %, atteints en 2023 et 2024, quand l'Etat avait mis toutes ses ressources financières au service de la guerre.

Autre signe inquiétant, le déficit budgétaire a explosé, atteignant, selon le ministère des finances, 4,9 milliards de roubles (56 milliards d'euros) à la fin juillet, ce qui représente un dépassement de 30 % de l'objectif annuel du gouvernement. Le ralentissement économique, la baisse des revenus pétroliers et gaziers mais aussi celle des fonds de réserve, pratiquement engloutis par trois années de guerre, constituent une nouvelle réalité : il y aura des coupes. Le ministère des finances pourra difficilement tailler dans la défense et la sécurité, qui représentent un peu plus de 40 % des dépenses. Le gouvernement devra donc réduire les contributions sociales mais aussi le soutien aux industries civiles.

Alors qu'au total les dépenses du budget augmentent (+ 20,8 % en un an), les recettes s'amenuisent. Ainsi, les revenus de la vente du pétrole et du gaz, qui constituent à peu près un tiers des recettes fédérales, ont chuté de 18,5 % sur les sept premiers mois de l'année. En cause, le prix du baril de pétrole, qui tend à reculer sur le marché mondial (66,40 dollars début août, soit environ 51,80 euros), celui du brut russe ayant tendance à baisser plus fortement en raison de son plafonnement à 47,60 dollars, imposé dans le cadre du 18^e paquet de sanctions adopté récemment par l'Union européenne. Face au refus occidental d'acheter son pétrole, la Russie a redirigé ses ventes vers la Chine l'Inde et la Turquie, mais elle exporte à prix cassés et le contournement des sanctions revient cher aux producteurs, contraints de multiplier les intermédiaires.

Dans le rouge

Certes, pour l'instant, la vie à Moscou et dans d'autres villes moyennes de la Fédération de Russie reste affriolante, avec des restaurants, des salles de spectacle et des magasins de luxe bondés, mais la conjonction de plusieurs facteurs – baisse des recettes, taux d'intérêt élevés, inflation persistante – indique que l'économie pique du nez. Autant l'industrie de défense, nourrie grassement par les commandes de l'Etat, « *fonctionne comme une horloge suisse* », selon Sergueï Aleksachenko, un ancien vice-président de la Banque centrale de Russie (1995-1998), autant le secteur civil est à la peine.

Sur les sept premiers mois de 2025, des pans entiers de l'économie civile – métallurgie, mines, construction, industrie automobile – ont vu leur production reculer. Dans le secteur métallurgique, MMK, le combinat de Magnitogorsk, qui est l'un des plus grands producteurs d'acier au monde mais aussi un leader de la métallurgie ferreuse russe, a réduit sa production de 18 % au deuxième trimestre. Pour la période de janvier à juin 2025, son bénéfice net s'est effondré de 88,8 % par rapport à la même période en 2024.

L'industrie charbonnière est en grande difficulté, la production chute, les recettes d'exportation diminuent et les dettes augmentent. Même les plus grandes entreprises sont dans le rouge. La perte nette de l'ensemble du secteur en 2025 pourrait atteindre entre 300 milliards et 350 milliards de roubles (plus de 3 milliards d'euros), a averti Dmitri Lopatkin, directeur adjoint du département de l'industrie charbonnière du ministère de l'énergie. Sous l'effet direct de la guerre et des sanctions, ce secteur d'activité peine à compenser la perte des marchés

Les banques ont accordé des prêts à taux réduit pour soutenir l'effort de guerre et sont menacées par les « créances douteuses »

européens dont il était l'un des principaux fournisseurs. Se réorienter vers le marché asiatique, où la concurrence est plus rude, notamment avec l'Australie, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, n'est pas une tâche facile.

Mélange toxique

D'autant que la Chine, le grand partenaire commercial de Moscou, a augmenté ses importations de 14 % en 2024, mais a réduit ses approvisionnements en provenance de Russie de... 7 %. Enfin, les sanctions ont rendu difficile pour les entreprises russes l'accès aux équipements et composants en provenance d'Europe, des Etats-Unis et du Japon, qu'elles utilisaient habituellement. N'ayant pas surmonté leur dépendance aux équipements occidentaux, elles doivent recourir à la « cannibalisation », soit le démantèlement de plusieurs unités pour en assembler une seule en état de marche.

L'industrie automobile est particulièrement touchée également. Au premier semestre, la production de voitures a reculé de 28 %, celle de camions de 40 %, et plusieurs usines vont passer à la semaine de travail de quatre jours. C'est le cas du constructeur de poids lourds KamAZ, des usines d'automobiles AvtoVAZ et GAZ et des usines de tracteurs à Tcheliabinsk et à Saint-Petersbourg. Ces réductions d'horaires se traduiront par un manque à gagner de 20 % sur la fiche de paie des ouvriers et des employés des usines concernées, ce qui va contribuer à réduire la consommation.

Voici des mois que les industriels et les banquiers réclament

L'Etat pourra difficilement faire des coupes dans la défense et la sécurité, qui représentent un peu plus de 40 % des dépenses

la baisse du taux directeur de la Banque centrale, maintenu à un niveau élevé pour lutter contre l'inflation, estimée à 10 %. Pour les entreprises comme pour les foyers, il s'agit de pouvoir recourir à nouveau aux emprunts et aux prêts à la consommation. Le 25 juillet, l'institution a abaissé son taux directeur de 20 % à 18 %, ce qui est insuffisant pour relancer le crédit. Avec de tels taux, les entreprises peuvent difficilement emprunter pour investir. En juillet, Alexei Krapivine, PDG du géant de la construction Natsproektstroy, a déclaré que de nombreuses entreprises ne pouvaient ni soutenir leurs projets en cours, ni honorer leurs dettes. Plus de 55 % des prêts accordés aux entreprises sont assortis de taux variables, et comme les taux d'intérêt restent élevés, de nombreuses entreprises se retrouvent en situation de prédefaut.

D'ailleurs, les banques s'inquiètent de la croissance des impayés à un rythme élevé. Du début de 2022 au mois de mai 2025, la dette des entreprises envers les banques a presque doublé. Fin juin, l'agence Bloomberg, citant des

sources du secteur bancaire, a mis en garde contre les risques croissants d'une crise bancaire systémique. Les banques ont accordé des prêts à taux réduit pour soutenir l'effort de guerre du Kremlin et sont désormais menacées par les « *créances douteuses* ». Près de la moitié, soit 48, des 100 plus grandes banques russes ont vu leurs résultats financiers se dégrader au premier semestre 2025 par rapport à 2024. Quinze d'entre elles ont été déficitaires.

« *Ayant un accès total aux données du système bancaire, je peux affirmer en toute confiance que les craintes d'une crise bancaire sont infondées* », a néanmoins rassuré Elvira Nabioullina, la gouverneure de la Banque centrale russe, le 3 juillet. D'autres responsables sont plus inquiets. Ainsi le PDG de la Sberbank, Guernan Gref, a-t-il tiré la sonnette d'alarme en juin, assurant que le mélange toxique de la flambée des taux d'intérêt et de la surévaluation du rouble créait « *une tempête parfaite* » susceptible d'étouffer les investissements et d'entraîner l'économie russe dans un déclin à long terme.

Retrouver le chemin de la croissance n'est pas pour demain. « *Toute croissance future n'est possible qu'à condition d'augmenter la productivité du travail. Or, en moyenne, au cours des dix dernières années, elle n'a crû que d'un peu plus de 1 % par an. Il faudrait des investissements et c'est difficile en temps de guerre, et avec un taux directeur de 18 %...* », souligne Dmitri Nekrasov, expert au Centre d'analyses et de stratégies en Europe. ■

MARIE JÉGO ET
BENJAMIN QUÉNELLE

En Chine, coup de froid sur la voiture électrique

Le marché a ralenti, en juillet, par rapport à juin. Pour le leader BYD, les ventes ont même reculé de 10 %

PÉKIN - correspondance

Dans cette grande concession BYD du sud-est de Pékin, mi-toyenne d'un parc forestier, un panneau de quatre mètres sur trois intitulé « Liste chaude des commandes » permet aux vendeurs de comparer leurs performances tout en donnant le tempo du marché : ici, la berline électrique Qin L, sortie au printemps et deux fois moins chère que la Tesla Model 3, de catégorie similaire, tient le haut du pavé.

Mais derrière le sourire commercial de ce personnel à polo bleu ciel, BYD serre les dents. A la Bourse de Hongkong, en date du 8 août, son action a baissé de 30,2 % par rapport au pic observé en mai, et même de 49 % à la Bourse de Shenzhen sur la même période. BYD, qui ne produit plus de véhicules purement thermiques depuis 2022, voit ses ventes ralentir sur le marché chinois depuis le mois de mai. En juillet, elles ont chuté de 10 % par rapport à juin, tandis que le marché chinois des voitures électriques et hybrides rechargeables n'a fait que croître moins fortement, avec une hausse de 12 % en juillet, contre 29,7 % en juin.

S'il reste leader du marché des hybrides et électriques en Chine, la domination du constructeur s'érode. Sa part de marché sur ce segment est aujourd'hui tombée à 27,8 %, contre 35,4 % il y a un an. Tous marchés confondus, ses livraisons ont toutefois légèrement progressé en juillet et ses exportations représentent désormais plus de 20 % de ses ventes totales, contre 8 % en 2023. Ce coup de frein sur le marché chinois rend l'objectif de vendre 5,5 millions de véhicules en 2025 (en Chine et à l'international) quasiment impossible. Avec 2,49 millions d'unités vendues jusqu'en juillet, BYD doit désormais livrer en moyenne environ 602 000 véhicules par mois jusqu'à fin 2025 pour atteindre son objectif, sachant qu'il n'a jamais dépassé 515 000 véhicules (en décembre 2024).

Bataille tarifaire

Dans un contexte de demande intérieure morose et de guerre des prix, BYD a proposé, en mai, le temps d'une semaine, des rabais spectaculaires sur 22 modèles, allant jusqu'à 34 %. Son objectif : écouler un stock important de véhicules et stimuler la demande pour conserver son leadership sur le marché, devant Geely, XPeng ou Tesla. Une offensive tarifaire supplémentaire au moment où, en avril déjà, les marges bénéficiaires de l'ensemble des constructeurs en Chine avaient fondu, passant de 4,6 % à 3,9 % en

un an. En incluant les sous-traitants, les profits de l'ensemble de l'industrie automobile avaient même chuté de 6,2 % en un an.

Depuis mai, cette course aux prix bas continue, mais ralentit alors que l'enveloppe des aides de l'Etat à l'achat de véhicules électriques ou hybrides rechargeables est arrivée à épuisement dans de nombreuses régions. En juillet, 17 modèles ont vu leurs prix baisser, contre 23 un an plus tôt, a indiqué, vendredi 8 août dans un communiqué, l'Association des constructeurs automobiles. Cette dernière avait prévu en avril qu'une bataille tarifaire prolongée perturberait gravement les opérations commerciales et menacerait la stabilité des chaînes d'approvisionnement, entraînant le secteur dans un « cercle vicieux ».

Agacé par l'agressivité tarifaire de BYD, Wei Jianjun, président du constructeur Great Wall Motor, se disait même prêt à financer un « audit complet » de l'ensemble du secteur chinois, avant de lancer une pique à peine masquée à son concurrent : « *Trop de constructeurs sont obnubilés par la course à la capitalisation boursière et l'inflation artificielle des cours des actions. L'Evergrande [mégapromoteur immobilier chinois liquidé en 2024] de l'industrie automobile est déjà là, il n'a juste pas encore éclaté.* » Ce à quoi Li Yunfei, responsable de la communication chez BYD, a répondu : « *Il n'y a pas de crise comme celle d'Evergrande parmi les grands constructeurs automobiles.* »

Si BYD a voulu déstabiliser ses rivaux en baissant fortement ses prix, les gouvernements provinciaux tentent encore, au contraire, de les maintenir le plus longtemps à flot. Le magazine économique *Caixin* résumait, le 30 juillet, la situation : « *Pendant plus d'une décennie, de nombreux gouvernements locaux, avides d'investissements et d'emplois, ont offert des incitations financières somptueuses pour attirer les constructeurs automobiles. Dans de nombreux cas, les constructeurs automobiles n'ont pas eu à payer un centime pour construire de nouvelles capacités de produc-*

Dans un contexte de demande intérieure morose, BYD a proposé, en mai, des rabais spectaculaires sur 22 modèles, allant jusqu'à 34 %



Un concessionnaire automobile du constructeur chinois BYD, à Shanghai, le 22 juin. QILAI SHEN/BLOOMBERG/GETTY IMAGES

tion. Une fois les objectifs annuels de production fixés, le gouvernement local finançait l'usine par le biais de ses plateformes d'investissement affiliées. »

Programmes ralentis par Pékin

C'est exactement le cas de Nio, constructeur shanghaien déficitaire que la municipalité de Hefei, dans l'Anhui, a attiré en 2020 en apportant les fonds d'investisseurs publics à hauteur de 900 millions d'euros. Même scénario en septembre 2024, avec 397 millions d'euros supplémentaires, puis 478 millions début 2025. Pourtant, l'usine de SUV haut de gamme de Nio, remplie de robots Kuka, tourne au ralenti : ses ventes baissent depuis cinq mois. Nio attend désormais beaucoup de Firefly, sa nouvelle marque de petites voitures citadines, lancée en avril. Dans un marché qui se polarise, entre véhicules dits « premium » et modèles basiques pour un usage utilitaire, Nio veut jouer sur les deux tableaux, au risque de rester un acteur de niche sur ces deux segments.

WM Motor en août, Neta en juin, HiPhi, Youxia, Enovate, Qiantu, Singulato en 2024 : les faillites se multiplient chez les constructeurs de voitures électriques chinois. Avec seulement 69 ventes en Chine au premier semestre

2025, Polestar, une marque du groupe Geely pourtant promise, a même annoncé se retirer du marché chinois pour se consacrer à l'international. En 2022, la Chine comptait plus de 300 fabricants de véhicules électriques en activité ou en développement. Trois ans plus tard, le chiffre a diminué de moitié : la plupart des petits constructeurs ont déjà disparu ou ont été absorbés par des gros constructeurs comme BYD, voire soutenus par des groupes étrangers. Les observateurs estiment que seuls cinq à dix constructeurs survivront à long terme.

Dans ses récents discours, le président chinois, Xi Jinping, a souvent employé le terme d'« involution » : un phénomène où la concurrence est toujours plus féroce pour un gain technologique et économique de plus en plus marginal. Une compétition sans croissance, en somme. Mi-juillet, lors d'une réunion de travail rapportée en première page du *Quotidien du peuple*, Xi Jinping a aussi mis en garde contre le risque de surchauffe de certains marchés, dont celui de la voiture électrique. « *Quand il s'agit de nouveaux projets, ce sont toujours les mêmes domaines : intelligence artificielle, puissance de calcul et véhicules à énergie nouvelle. Toutes les provinces du pays doivent-elles vrai-*

WM Motor en août, Neta en juin, HiPhi, Youxia, Enovate, Qiantu, Singulato en 2024 : les faillites se multiplient chez les constructeurs

ment développer des industries dans ces secteurs ? »

Certaines provinces ont déjà vu leurs propres programmes de soutien aux industriels ralentis par Pékin. Et, désormais, celles-ci ne peuvent plus financer de nouvelles usines sans sa validation. Une manière radicale de stopper la course folle aux capacités de production. Pour Tu Le, directeur de Sino Auto Insights, cabinet spécialisé dans l'analyse du secteur automobile chinois, « *toute consolidation significative profitera aux acteurs qui survivront, et les volumes laissés par les entreprises en difficulté seront absorbés par des groupes comme BYD, Chery, Geely et quelques autres.* ». Contrairement au patron de Great Wall Motor, beaucoup ne

voient donc pas BYD connaître le même destin qu'Evergrande.

« *BYD est désormais avancé sur le plan technologique et intégré verticalement*, reconnaît Andreas Maennel, chargé du secteur automobile en Chine chez le géant de l'audit Deloitte. *Etendre l'empreinte mondiale sur les autres marchés jusqu'à positionner l'entreprise durablement au niveau mondial sera l'un de ses principaux défis à relever.* » En d'autres termes, BYD doit compter sur l'international pour écouler ses surcapacités.

Concurrence inattendue

Pour l'expert Tu Le, cette évolution va de soi : « *Soyons clairs : BYD doit désormais être considéré comme l'un des poids lourds mondiaux, aux côtés des groupes Toyota, General Motors, Volkswagen et Stellantis. Il a mérité cette place.* » L'entreprise vise toujours 50 % de ses ventes hors de Chine d'ici à 2030, malgré un marché américain fermé. Pour contourner les droits de douane européens sur les voitures électriques assemblées en Chine, BYD met l'accent sur l'hybride, tout en projetant de construire trois usines en Europe.

Mais la marche s'annonce haute. En juillet, en France, les quatre principaux constructeurs chinois sur le marché (MG, BYD, XPeng, Leapmotor) ont enregistré 3731 immatriculations, soit une part de marché marginale de 3,2 %, très loin derrière Renault (16 247), Peugeot (15 886), Dacia (11 115), Citroën (8 138), Toyota (7 941) et Volkswagen (7 430). De l'autre côté de l'Atlantique, au Mexique, BYD doit composer avec une concurrence inattendue : des Chevrolet fabriquées en Chine et vendues ici à prix cassés. « *Derrière cette surcapacité automobile chinoise, il y a aussi ces constructeurs occidentaux qui, ayant perdu leurs parts de marché en Chine, utilisent leurs usines dans l'ex-empire du Milieu pour exporter vers d'autres pays !* », observe Jorge Guajardo, ancien ambassadeur du Mexique en Chine, entre 2007 et 2013, et désormais consultant. « *Ces voitures, bien qu'elles portent des marques occidentales, sont entièrement chinoises. Elles représentent simplement un autre exemple de la surcapacité exportée par la Chine.* » ■

J. PÉ. (PÉKIN, CORRESPONDANT)

JORDAN POUILLE

Les parkings superposés boudés par les automobilistes

LORSQU'ON RÉSIDE dans un « vieux » logement pékinois, c'est-à-dire antérieur aux années 2000, une époque où les promoteurs n'incluaient pas de stationnement souterrain dans leurs projets, les places de parking manquent cruellement. Chaque soir, la moindre allée et le moindre recoin sont pris d'assaut. Le lendemain matin, les automobilistes croisent les doigts pour que leur voiture ne soit pas trop collée aux autres et qu'ils puissent reprendre le volant.

En 2024, la Chine comptait 353 millions de voitures, selon les données du ministère de la sécurité publique. Cette année-là, 26,9 millions de voitures neuves ont été immatriculées, soit une augmentation de 9,5 % par rapport à 2023. Si bien qu'aujourd'hui 96 villes chinoises disposent de plus d'un million de véhicules, selon l'hebdomadaire chinois *Nanfang Zhoumo*. Parmi elles, beaucoup manquent de places de stationnement. En 2022, un rapport de l'Institut de re-

cherche sur les transports de l'université Tsinghua soulignait qu'il en manquait déjà 80 millions.

Vacance moyenne de 60 %

A l'approche des Jeux olympiques de 2008, lorsqu'il a fallu faire place nette à travers la capitale, les parkings superposés à deux ou trois niveaux ont été considérés comme l'une des solutions. Ils sont à la fois mécaniques, économiques et peu encombrants. Ces dernières années, l'Etat et les autorités locales ont multiplié les subventions pour dynamiser cette nouvelle activité. A Shenzhen, dans le sud du pays, les syndicats de résidence peuvent recevoir 20 000 yuans (2 390 euros) par place de parking superposée créée, 8 000 yuans (956 euros) à Shanghai, dans le nord-est. En décembre 2024, selon des sources officielles, ces stationnements mécaniques représentaient 9,85 millions de places.

Cette tendance devrait encore s'accélérer, mais les faits sont têtus : les places du

haut sont souvent inutilisées car elles demandent beaucoup de manœuvres pour se garer. En menant l'enquête dans un arrondissement de Pékin, *Nanfang Zhoumo* a constaté une vacance moyenne autour de 60 % dans les parkings, sauf dans ceux comptant du personnel pour aider les automobilistes.

« *Il faut cinq bonnes minutes pour se garer sur la partie haute du parking quand le rez-de-chaussée est pris et trois heures pour en sortir s'il y a une panne, le temps de faire venir le gars de la maintenance...* », explique le gardien de la résidence de Zhongfangli, dans le quartier de Sanlitun, à Pékin. L'étage du vaste parking superposé y est vide. L'étroitesse des places n'arrange rien. Dans leur majorité, les fabricants de ces installations s'alignent sur les normes minimales définies en 2015 par le ministère du logement et de l'aménagement urbain : 1,85 mètre de large, 1,55 mètre de haut, 5 mètres de long, soit au-dessous de la taille d'un

grand nombre de voitures chinoises d'aujourd'hui.

Car la Chine est le plus gros marché de SUV au monde : cette catégorie représente 54 % des immatriculations chinoises au premier semestre 2025. A titre d'exemples, le populaire BYD Atto 3 mesure 1,87 mètre de large, le XPeng G6 1,92 mètre, le Ji Yue 01 1,99 mètre. Par comparaison, la Peugeot 2008, roi des SUV en France, s'étire « seulement » sur 1,77 mètre.

En dépit des obstacles, certaines villes ne baissent pas les bras et entendent resusciter les installations délaissées en les adaptant aux tailles réelles des véhicules et en ajoutant des technologies pour éviter les chocs ou les roues abîmées. A Pékin, la commission des transports a déclaré en 2025 que la modernisation des aires de stationnement mécanique à faible taux d'utilisation était désormais, pour elle, une priorité. ■

Pression douanière de Trump sur le secteur pharmaceutique

Exemptés, pour l’heure, de droits de douane, les industriels craignent des taxes élevées, comme l’a promis, le 5 août, le président américain

Ces derniers mois, entre les incertitudes sur les droits de douane, les in-jonctions à baisser les prix des médicaments et les perturbations liées aux changements d’orientation ou de personnel au sein des agences de santé américaines, la pression ne cesse de monter, outre-Atlantique, sur les industriels pharmaceutiques. Exemptés pour l’heure de taxes douanières, les laboratoires s’efforcent d’afficher un visage relativement serein. Mais les saillies répétées de Donald Trump contre le secteur n’aident pas à tempérer les inquiétudes.

Le chef d’Etat américain a de nouveau semé le trouble, le 5 août. Sur la chaîne de télévision CNBC, le locataire de la Maison Blanche a réitéré sa menace de faire grimper à des hauteurs vertigineuses les droits de douane sur les produits de santé importés aux Etats-Unis, afin d’obliger les fabricants de médicaments à rapatrier leur production sur le sol américain. « *Nous allons d’abord imposer un droit de douane faible sur les produits pharmaceutiques, mais, dans un an, un an et demi maximum, il passera à 150 %, puis à 250 %, car nous voulons que les produits pharmaceutiques soient fabriqués dans notre pays* », a-t-il déclaré.

Les industriels ont déjà multiplié les annonces d’investissements massifs aux Etats-Unis depuis le mois de février. Ainsi, les laboratoires américains Eli Lilly, Johnson & Johnson, AbbVie, Bristol Myers Squibb, Gilead ou encore Regeneron, les suisses Roche et Novartis, le japonais Takeda, le français Sanofi, sans oublier le britannique AstraZeneca, ont ensemble promis près de 320 milliards de dollars (274 milliards d’euros) d’investissements outre-Atlantique.

Ces gages donnés par les grands industriels pharmaceutiques ne leur permettront toutefois pas d’échapper au couperet des droits

de douane, bien qu’ils bénéficient encore d’un sursis. La mise en place des nouvelles barrières douanières le 7 août exclut, pour le moment, les produits de santé. Le sort de ces derniers devrait être tranché à l’issue de l’enquête menée par le ministère du commerce américain, en vertu de la loi américaine de 1962 sur l’expansion du commerce, le Trade Expansion Act. Ce texte permet en effet au président américain de restreindre les importations – en instaurant notamment des droits de douane – en cas de menace pour la sécurité nationale.

Menaces de baisse de prix

Si l’Union européenne (UE), grâce à l’accord commercial avec Washington annoncé le 27 juillet, espère que les produits de santé ne seront pas taxés au-delà de 15 % – le niveau de droits de douane généraux pour les exportations européennes –, plusieurs pays, moins fortunés dans leurs négociations avec Washington et dont les exportations de produits pharmaceutiques vers les Etats-Unis sont conséquentes, s’inquiètent de ces futures surtaxes.

Parmi eux la Suisse, berceau de plusieurs industriels pharmaceutiques de premier plan comme les laboratoires Roche et Novartis, le fabricant de médicaments génériques Sandoz ou encore le façonnier Lonza. Sonnée après l’annonce par Washington de droits de douane de 39 % sur ses autres produits, la nation alpine redoute le pire si un tel taux venait à être appliqué aux produits de santé. L’addition pourrait aussi être salée pour l’Inde, alors que le pays est l’un des principaux exportateurs de médicaments génériques dans le monde, et notamment vers les Etats-Unis, où, selon les estimations des analystes, 40 % à 50 % des génériques prescrits sont originaux du sous-continent. Ces produits, qui génèrent de faibles

marges, pourraient difficilement absorber de fortes hausses de coûts, à moins d’augmenter leurs prix de vente.

De façon générale, le flou persiste sur la nature des produits pharmaceutiques qui seront frappés par les droits de douane américains. Concerneront-ils uniquement les produits finis, ou également les produits semi-finis et les principes actifs ? Les chaînes de production de médicaments étant particulièrement fragmentées, ces subtilités pourraient s’avérer cruciales pour les industriels.

Lors des présentations de leurs résultats semestriels ces dernières semaines, la plupart des Big Pharma se sont néanmoins voulus rassurantes, s’estimant en capacité de gérer l’arrivée de droits de douane dans le secteur. Sans pour autant parvenir entièrement à rassurer es investisseurs. « *Les [actions des] sociétés pharmaceutiques mondiales à grande capitalisation s’échangent actuellement à environ 12,4 fois leurs bénéfices, soit une décote de 18 % par rapport à leur moyenne sur dix ans* », indiquait, le 5 août, le groupe bancaire suisse Lombard Odier.

La prudence des investisseurs s’explique aussi par les risques de baisse de prix des médicaments qui pèsent aux Etats-Unis. Une menace, qui, si elle se concrétisait, affecterait le marché le plus important et le plus rentable des laboratoires pharmaceutiques, inquiète beaucoup plus les fabri-

Le flou persiste sur la nature des produits pharmaceutiques qui seront frappés par les droits de douane

cants de médicaments, alors que Donald Trump a récemment lancé un nouvel ultimatum au secteur.

Dans une lettre envoyée le 31 juillet à 17 laboratoires, dont les américains Johnson & Johnson, Pfizer, Eli Lilly ou MSD, les britanniques GSK et AstraZeneca, le suisse Novartis, le danois Novo Nordisk ou encore le français Sanofi, le président américain leur a donné soixante jours, autrement dit jusqu’au 29 septembre, pour présenter des « *engagements contraignants* » en ce sens. A défaut, Washington menace de répresailles les réfractaires.

Les Etats-Unis, contrairement à l’Europe et à la plupart des pays dans le monde, n’ont pas fait le choix de réguler les prix de vente des médicaments sur leur territoire, laissant les laboratoires en fixer librement les tarifs. Cette politique a notamment conduit à ce que les patients américains paient aujourd’hui leurs traitements deux à trois fois plus cher en moyenne qu’ailleurs. Washington souhaite désormais faire baisser leur facture en forçant les pays étrangers à déboursier davantage pour leurs propres produits de santé. Pour cela, Donald Trump se dit prêt à épauler les laboratoires pour faire pression sur les gouvernements étrangers.

Selon Reuters, l’administration américaine, lors de ses échanges avec certains groupes pharmaceutiques, leur aurait demandé de lui soumettre des idées pour augmenter les prix des médicaments à l’étranger. D’après le dirigeant d’une entreprise interrogé par l’agence de presse sous le couvert de l’anonymat, Washington envisagerait d’utiliser les négociations commerciales avec le Royaume-Uni et l’UE pour proposer des conditions plus avantageuses sur les droits de douane américains en échange d’une augmentation des dépenses de médicaments. ■

ZELIHA CHAFFIN

La Corée du Sud bouscule le marché de la beauté

Les ventes de cosmétiques sud-coréens sont en plein essor partout dans le monde

En France, le Printemps et Monoprix viennent de s’ouvrir à la « K-beauty »

Le *sheet mask* est au marché de la beauté ce que la K-pop est à la musique : un autre signe du soft power de la Corée du Sud. Ce masque en tissu imbibé d’actifs dermocosmétiques, fabriqué par Torriden ou d’autres industriels sud-coréens, est, à l’été 2025, l’une des meilleures ventes des magasins français de produits de beauté. Tout comme les produits solaires de Beauty of Joseon et les sérums à la bave d’escargot ou au ginseng de Cosrx.

Les distributeurs se ruent sur ces marques en vogue, dont les produits aux ingrédients naturels sont promus à outrance sur TikTok et Instagram. Sephora a ouvert ses rayons à « *une dizaine de marques sud-coréennes, depuis le référencement des produits L’aneige en 2019* », explique Juliette Caloin, directrice des achats de l’enseigne de LVMH. Amazon y consacre des pages entières.

En France, le Printemps et Monoprix viennent de s’ouvrir à la « K-beauty », le premier avec un espace éphémère au sein du grand magasin du boulevard Haussmann à Paris regroupant 13 marques, le second en proposant dans 100 de ses 350 magasins exploités en France les produits les plus connus de Beauty of Joseon ou de Cosrx, filiale du géant Amore Pacific. Par ailleurs, la chaîne de boutiques Miin, créée en 2014 à Barcelone par une entrepreneuse chinoise et un investisseur suisse, étend ses ailes dans l’Hexagone : en onze ans, 43 boutiques ont ouvert leurs portes en Europe, dont deux à Paris, au printemps, qui ne vendent que des marques coréennes.

Car cette « *tendance de la K-Beauty* » n’a rien d’un « *feu de paille* », assure Fanny Morel, directrice de la communication chez Oh My Cream, un réseau de 30 boutiques qui réalise déjà 5 % de son chiffre d’affaires avec des marques sud-coréennes. Si les parapharmacies, parfumeries et grands magasins, en quête d’innovations pour relancer leurs ventes, ouvrent leurs portes aux industriels sud-coréens de la beauté, ces derniers s’y engouffrent bien volontiers, avec le plein soutien du gouvernement sud-coréen.

Deuxième place

En 2024, Séoul a, en effet, dévoilé un plan pour « *renforcer l’écosystème* » de l’industrie de la beauté et promouvoir les acteurs locaux du secteur. En n’hésitant pas à monter des partenariats public-privé. Les entreprises cosmétiques nationales sont implantées dans des complexes industriels situés dans les provinces de Gyeonggi et de Chungcheong du Nord, au sud-est de Séoul. La dernière est connue pour ses près de 700 entreprises de cosmétique.

L’agence locale pour la promotion du commerce, Korea Trade Investment Promotion Agency, soutient le secteur en finançant la participation d’industriels et de représentants de centrale d’achat aux grands salons consacrés au marché de la beauté. La méthode porte ses fruits. Les exportations de produits de beauté sud-co-réens s’envolent. En 2022, le pays occupait la quatrième place mon-

« Concurrencées par la Chine, les marques sud-coréennes cherchent de nouveaux débouchés »

FLORENCE BERNARDIN
dirigeante de l’agence Asia Cosme Lab

Z. CH.

diale des exportateurs de produits de beauté et de soins personnels, derrière la France, les Etats-Unis et l’Allemagne. Au premier semestre 2025, après une croissance de 20 % en 2024 qui lui a permis de dépasser la barrière des 10 milliards d’euros d’exportations, la Corée du Sud s’est hissée en deuxième position, derrière la France.

« Prix ultracompetitifs »

L’offensive sud-coréenne en Europe va probablement se renforcer. Car, en Chine, la première terre de conquête de la Corée du Sud à l’export, la consommation chute. « *Concurrencées par les enseignes chinoises, les marques sud-coréennes cherchent de nouveaux débouchés* », prévient Florence Bernardin, fondatrice et dirigeante de l’agence Asia Cosme Lab.

Aux Etats-Unis, certains industriels sud-coréens ont même construit des usines sur le sol américain pour se conformer à la réglementation de la Food and Drug Administration, l’agence des produits alimentaires et médicamenteux. C’est le cas de Kolmar Korea, déjà présent au Canada, qui a annoncé, fin juillet, avoir achevé la construction d’une deuxième usine américaine, en Pennsylvanie. D’autres industriels vendent gels, fluides et sticks en ligne, notamment sur Amazon.

Bien que les Etats-Unis soient le premier marché des produits de beauté, l’Europe n’échappera pas au feu des industriels sud-coréens. D’autant que l’instauration de droits de douane de 15 % risque de les inciter à exporter davantage vers le Vieux Continent, observe M^{me} Bernardin. Car les usines sud-coréennes sont réputées pour la qualité de leurs produits, leurs équipes capables de lancer des innovations en un temps record et leur marketing sur les réseaux sociaux. Le but : « *promouvoir des textures nouvelles et des packagings funs* » auprès des jeunes consommatrices, fait valoir M^{me} Bernardin. En outre, « *leurs prix sont ultracompetitifs* », ajoute M^{me} Morel. Ce cocktail pourrait bousculer les marques vendues en parapharmacie, circuit en essor depuis le Covid-19. D’autant que la cosmétique sud-coréenne séduit des clients dès le plus jeune âge : « *Elle s’appuie sur le principe de la prévention des causes du vieillissement de la peau et non sur la correction* », explique M^{me} Caloin, de Sephora.

Les consommatrices pourraient conserver cette routine et se détourner des marques occidentales, qui tentent de réagir. En 2019, l’américain Estée Lauder a repris 100 % du sud-coréen Have & Be Co, connue pour sa marque Dr Jart. Fin mars, L’Oréal a racheté la Gowoonsesang Cosmetics, filiale sud-coréenne du suisse Mibelle, connue pour sa marque Dr G. Reste à savoir si ces opérations capitalistiques seront suffisantes pour contrer les Sud-Coréens.

Car le secteur redoute que l’industrie sud-coréenne s’empare d’autres segments du marché. « *Le soin du cuir chevelu* », détaille la patronne des achats de Sephora. « *Ou les devices* », ajoute la communicante d’Oh My Cream, c’est-à-dire ces appareils dont les LED et courants électriques sont censés améliorer la pénétration des actifs d’un soin. Sans parler des compléments alimentaires, dont les ventes ont déjà doublé en dix ans. ■

JULIETTE GARNIER

Les pénuries de médicaments psychotropes se poursuivent en France

Malgré une amélioration, certains traitements continuent de faire défaut dans les pharmacies

Des tiroirs qui se vident et d’autres qui se remplissent. Les pénuries de médicaments se poursuivent dans les pharmacies en France. Les traitements contre les troubles psychiatriques ou de l’humeur, qui connaissent de fortes tensions d’approvisionnement depuis l’automne, continuent de faire défaut dans de nombreuses officines, en dépit d’un léger mieux sur certaines références.

L’Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a notamment averti, mardi 5 août, d’une « *dégradation de la disponibilité* » des traitements à base de quétiapine, un antipsychotique prescrit à 250 000 personnes dans l’Hexagone pour soigner les troubles bipolaires et la schizophrénie, dans les dosages de 300 mg et 400 mg. L’autorité de santé estime que les difficultés d’approvisionnement persisteront jusqu’à la mi-septembre.

Inscrite sur la liste des médicaments considérés comme essentiels, la quétiapine, distribuée en France sous le nom de marque Xeroquel ainsi que sous des versions génériques, connaissait déjà

depuis l’automne 2024 de fortes tensions à la suite de problèmes de production chez l’un de ses principaux fabricants, le façonnier grec Pharmathen, qui fournit habituellement 60 % du marché français. Le laboratoire Viatrix, qui ne dépendait pas de ce sous-traitant, avait jusqu’ici compensé ces insuffisances. Mais il fait aujourd’hui face, lui aussi, à des difficultés à la suite d’un « *retard de conditionnement du produit fini* ».

Restriction des prescriptions

La quétiapine n’est pas le seul psychotrope à connaître des tensions d’approvisionnement persistantes. La situation reste tendue concernant la venlafaxine, un antidépresseur, dont les approvisionnements, bien qu’en amélioration, restent incertains, observait l’ANSM mi-juillet. Quant à la sertraline, également touchée, elle revient progressivement dans les tiroirs des officines, bien qu’il ne s’agisse pas encore d’un retour à la normale. Tout comme le Teralithe, un sel de lithium indiqué dans le traitement des troubles bipolaires.

Distribué par les laboratoires

Delbert, ce dernier avait subi le contrecoup des pénuries de quétiapine, les patients s’étant subitement reportés sur le Teralithe, faute de pouvoir se procurer leur médicament initial. Face à cet afflux inhabituel, les laboratoires Delbert ont dû, dans l’urgence, lancer une nouvelle production au printemps. Grâce à leur sous-traitant local, le laboratoire lyonnais Benta, qui disposait de lignes de production destinées à être mobilisées pour ce genre d’imprévus, celle-ci a pu être vite mise en place.

Si la situation se rétablit légèrement sur plusieurs médicaments psychotropes, elle reste tendue. Ainsi, l’olanzapine, commercialisée sous le nom de marque Zypadhera, un antipsychotique sous forme injectable administré à l’hôpital, a vu sa situation se dégrader ces dernières semaines.

Afin de limiter les perturbations pour les patients, l’ANSM a mobilisé son arsenal de mesures anti-pénurie depuis plusieurs mois. Celles-ci comprennent, entre autres, l’interdiction des exportations des psychotropes en tension, une restriction des prescriptions, ainsi qu’un recours aux

préparations magistrales, ces médicaments confectionnés par des officines habilitées lorsqu’un traitement fait défaut.

Depuis plusieurs années, l’autorité de santé a affûté les moyens à sa disposition pour faire face aux pénuries à répétition. Si ces derniers ne permettent pas d’éradiquer les tensions d’approvisionnement, ils ont néanmoins contribué à desserrer l’étau et accru la coordination des acteurs de l’ensemble de la chaîne d’approvisionnement en cas de crise.

Dans cet esprit, l’ANSM avait lancé, en 2023, un plan hivernal, reconduit depuis chaque année, visant à anticiper et prévenir les difficultés d’approvisionnement des médicaments les plus consommés pendant l’hiver. Parmi eux des antibiotiques, comme l’amoxicilline, des médicaments contre la fièvre, ou encore des corticoïdes. Le 4 août, l’autorité de santé a d’ailleurs indiqué qu’elle ne prévoyait pas, à ce stade, de difficultés sur ces médicaments lors de l’hiver 2026. « *A date, la disponibilité des médicaments est assurée* », a-t-elle précisé. ■



« Alcove » (1946), d'Ithell Colquhoun. TATE

EXPOSITION
LONDRES

Quand Ithell Colquhoun est morte, en 1988, à 81 ans, sa disparition est passée inaperçue. Cet été, la Tate Britain lui consacre une rétrospective très complète à Londres, qui a d'abord été présentée à la Tate St Ives, dans les Cornouailles, où l'artiste a passé une grande partie de sa vie. La reconnaissance est aussi visible que tardive. En France, où l'artiste était aussi peu connue, elle en est à ses débuts : quelques toiles dans les expositions « Surréalisme au féminin ? », au Musée de Montmartre, en 2023, et dans « Surréalisme » au Centre Pompidou, en 2024. Ce devrait être les signes annonciateurs d'une exposition française de plus grande ampleur.

De la Tate Britain, on ressort avec la conviction que peu de ses contemporains ont montré autant de constance, de résolution et d'audace dans leurs recherches. Colquhoun est moins soucieuse d'être comprise que d'aller au bout de ses pensées et de ses interrogations. Elle ose peindre et exposer dès la fin des années 1920 des œuvres qui n'acceptent ni les règles habituelles de la décence, ni les principes ordinaires de la rationalité – et cela alors que sa situation de femme artiste ne peut évidemment que lui valoir un surcroît de réprobation. L'une de ses toiles les plus transgressives emprunte son titre à la mythologie antique : *Scylla*, de sa série « Méditerranée », en 1938.

Scylla est une nymphe marine changée en monstre par la magicienne Circé, celle qui tente d'ensorceler Ulysse dans l'*Odyssée*. Scylla a pour comparse un autre monstre, aussi dangereux qu'elle, Charybde. Ensemble, ils guettent et noient les marins passés trop près de leur antre. Dans la toile de Colquhoun, deux formes rocheuses s'élèvent verticalement hors de la mer. La forme, la couleur ocre rose et les plis de celles-ci les

font évidemment ressembler soit aux deux jambes d'un colosse, soit, plus encore, à deux pénis en érection, sujet interdit dans la peinture britannique – et européenne – à cette date. Le vide délimité par les courbes des deux membres est ovale, traçant un signe vulvaire, suggestion que Colquhoun accentue en plaçant dans l'eau transparente un buisson de coraux ou d'anémones de mer couleur sang.

Incohérences délibérées

Tout cela est peint avec une grande maîtrise, froidement. La tentation est grande de reconnaître dans ce paysage marin une version complète de *L'Origine du monde* dans laquelle les deux sexes seraient représentés. Encore n'en a-t-on pas fini avec la description : la proue triangulaire blanche d'un bateau pointe entre les deux colonnes viriles. La référence à Ulysse est flagrante, mais formulée en style moderne et peut-être ironique. Quand on l'a vue, il est peu probable que l'on oublie cette œuvre. Accrochée à côté de celles, exactement contemporaines, de Frida Kahlo, elle soutiendrait la comparaison.

A ces données picturales s'en ajoutent d'autres. Autobiographiques : Colquhoun voyage plusieurs fois en Méditerranée dans les années 1930, et s'éprend de la

Grecque Andromaque Kazou, comme elle l'écrit dans un récit demeuré inédit, *Lesbian Shore*. Artistiques : Colquhoun est, en 1938, une des figures les plus exposées du surréalisme britannique, ayant rejoint le mouvement en 1936, à l'occasion de l'Exposition internationale du surréalisme qui se tient à Londres cette année-là. Elle est familière des œuvres de Max Ernst ou de Salvador Dali. Elle participe aux expositions et aux publications de la section britannique du groupe, constituée autour de Roland Penrose. En 1939, à Paris, elle rencontre André Breton et passe ensuite une partie de l'été en France, en compagnie, entre autres amis, de Roberto Matta et Esteban Frances. Pour toutes ces raisons, elle est donc classée dans le surréalisme, comme Frida Kahlo d'ailleurs.

Ce qui est vrai, mais ne suffit pas à la définir. Le surréalisme n'est que l'un des modes picturaux de ce à quoi elle aspire : exprimer entièrement les émotions qui l'emportent. *Scylla* est une toile crue, chargée de symbolique et de sexualité. Mais ce n'est pas la seule, et d'autres, aussi expressives, mais par d'autres moyens, sont aussi intenses. Du début à la fin, Colquhoun cherche l'évidence visuelle et sensible.

Les débuts : elle naît en 1906, à Shillong, dans l'Inde alors colo-

nie britannique, mais sa formation artistique s'accomplit au Royaume-Uni, à partir de 1925. De 1927 à 1931, elle est élève à la Slade School of Arts de Londres, puis brièvement à l'Académie Colarossi, à Paris. Dès ces années, elle se distingue.

La Slade School organise chaque année un concours de peinture, sur un sujet donné. En 1929, c'est *Judith montrant la tête d'Holopherne*, vieille histoire biblique. Colquhoun situe la scène de nuit, au pied d'une forteresse colossale, autour d'un feu dont flammes et fumées sinuent comme des serpents. Judith sort d'un sac de jute la tête coupée de sa victime, suscitant la stupeur d'un groupe de figures dont postures et visages rappellent le maniérisme italien. De loin, on croit un exercice de style bien exécuté. De près, les bizarreries apparaissent. Il en est de même de son *Jugement de Paris*, de 1930, et de sa *Mort de la Vierge*, de 1931.

Elle se plaît à introduire dans les sujets les plus classiques de la peinture européenne une tonalité particulière, mixte de théâtralité outrée et d'incohérences délibérées. On dirait qu'elle ne se saisit des motifs conventionnels de celle-ci que pour les pervertir et y glisser d'autres significations cryptées : c'est exactement ce qui se passe dans *Scylla*, si ce n'est

que la référence n'est alors plus Pontormo, mais Dali et Ernst.

C'est aussi ce qui advient des années plus tard, quand elle peint, en 1952, une toile non moins surprenante, *La Cathédrale engloutie* – le titre est en français, comme souvent chez elle. Elle montre, vue comme du haut du ciel, une île de forme oblongue, ocre rose couleur chair, dont les rondeurs évoquent un ventre et un buste féminins. Sur ces pentes et dans la mer, deux cercles de mégalithe dessinent des anneaux et le symbole de l'infini.

Cartes zodiacales

Deux autres hautes pierres, isolées celles-ci et phalliques, se dressent l'une sur la terre, l'autre dans l'eau. Ce paysage est anthropomorphique, symbolique – et archéologique, car ces cromlechs et ces stèles, Colquhoun les observe dans les Cornouailles, vesti-

L'artiste imagine des coupes anatomiques et botaniques chargées de signes sexuels et astraux

ges d'une civilisation dont elle ne peut accepter qu'elle soit définitivement inaccessible.

Or, tout ce qui touche au sacré et au secret la captive. Ayant lu, à 17 ans, un livre d'Aleister Crowley, poète, occultiste et fondateur d'ordres ésotériques, elle ne cesse jusqu'à ses dernières années d'étudier religions à mystères, cosmogonies, mythes des origines. Kabbale, tantrisme, théosophie, elle lit tout. L'Égypte et l'Inde anciennes, l'Amérique précolombienne et, évidemment, le monde celtique et les druides : sa curiosité est universelle. Un intérêt aussi profond se manifeste chez bien des surréalistes, dont André Breton, Benjamin Péret et Pierre Mabille. Mais, chez Colquhoun, il prend des formes visuelles abondantes et variées.

D'une rare habileté dans la technique des décalcomanies, de la gouache et de l'encre, elle compose des diagrammes, trace des cartes zodiacales, imagine des coupes anatomiques et botaniques chargées de signes sexuels et astraux. Du microcosme cellulaire au macrocosme sidéral, elle découvre des schémas comparables et les enlumine. Les glissements sont constants de l'humain au végétal, de l'organique au minéral. Arbre ou ventre ? Racine ou réseau sanguin ? Pétrification ou nuage ? On ne sait et, chaque fois, plusieurs interprétations sont possibles.

Ce qui est certain, c'est que des toiles telles que *Tree Anatomy* (1942), *The Sunset Birth* (1942), *Attributes of the Moon* (1947) et *Autumnal Equinox* (1949) sont des œuvres singulières qu'il est temps de replacer dans l'histoire de la création, du côté de l'exploration des grandes profondeurs psychiques et physiques. Colquhoun y plonge et en rapporte des images prodigieuses. ■

PHILIPPE DAGEN

« Ithell Colquhoun, *Between Worlds* », Tate Britain, à Londres. Jusqu'au 19 octobre, tous les jours de 10 heures à 18 heures.

François Chaslin

Figure de la scène architecturale

Comme un oiseau sur un câble électrique, comme un chanteur ivre dans un chœur à la messe de minuit, j'ai tenté à ma façon d'être libre...» Chantés en anglais par Leonard Cohen – dans *Bird on the Wire* (1968) –, ces mots auraient pu être ceux de François Chaslin. Figure phare de la scène architecturale, l'homme aimait la chanson. Il aimait le cinéma, la littérature, la mer, les villes, mais aussi «*les oiseaux, les insectes, les matériaux usés, l'odeur du buis, la nuit, le bruit du vent, les orages*», comme il s'en félicitait dans un entretien donné en 2019 à la revue *Urbanisme*. Il était de ces livres penseurs nés au mitan du siècle dernier qui ont trouvé avec l'architecture une matrice leur donnant prise sur toute la richesse du monde. Sa mort, jeudi 7 août, à l'âge de 76 ans, à Lanildut (Finistère), où il avait une maison, laisse ses amis meurtris et le monde de l'architecture profondément désespéré.

C'est sur la plage du Crapaud, où il avait l'habitude de se baigner, qu'il a rendu son dernier souffle. Saisi d'un malaise, alors qu'il était dans l'eau, un sursaut lui a donné la force de regagner la plage, où il est décédé dans les bras de son épouse, Sophie Dauchez-Chaslin, symbolique d'une vie dont il sera en quelque sorte resté maître jusqu'au bout.

Son œuvre est celle d'un passeur hors norme, à la fois journaliste engagé, critique incisif, enseignant vénéré, historien autodidacte et dessinateur – très talentueux – à ses heures. Sa culture était sa maison – il déménagea, de fait, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), pour donner de la place à une bibliothèque que son appartement parisien n'arrivait plus à contenir. De ce bouillonnant chaudron, il sortait des trésors éclectiques comme Mary Poppins en extirpait de son sac de voyage.

Les auditeurs de «*Métropolitains*», l'émission de radio qu'il

animait sur France Culture, le savaient, habitués qu'ils étaient à glisser avec lui d'un extrait des *Commentaires sur la guerre des Gaules*, de Jules César, à une chanson d'Annie Cordy sur nos illustres ancêtres Gaulois, avant l'entrée en scène de Bernard Tschumi, l'invité du jour qui venait présenter son MuséoParc Alésia.

Né le 10 août 1948 à Bollène (Vaucluse), François Chaslin aura passé son enfance sous le signe de l'aventure entrepreneuriale de son père, Paul Chaslin, un ancien résistant, ingénieur, féru d'art et de théâtre, très investi par ailleurs dans l'action sociale. Son ouverture au monde passera par l'école expérimentale Decroly, le scoutisme laïque, la fréquentation de la Cinémathèque française avec Jean-Louis Cohen, le futur grand historien de l'architecture qui devient son ami à l'adolescence, et les voyages qu'ils feront ensemble dans toute l'Europe et au-delà. Annie François, sa première épouse, future éditrice et écrivaine qui partagera près de quarante ans de sa vie, prendra le relais quelques années plus tard dans le rôle de l'indispensable moitié.

Critique sans concession

Deux lieux sont particulièrement importants dans le roman familial. La maison de Gustave Caillebotte, à Yerres (Essonne), d'abord, fabuleuse demeure que Paul Chaslin achète en 1963 et qu'il est contraint de revendre huit ans plus tard pour 1 franc symbolique après avoir fait faillite. La fac de Vincennes, l'université expérimentale issue de Mai 68, dont il a assuré la construction, ensuite. C'est le projet de la faillite, «*pour défaut de paiement de l'Etat*». Le traumatisme fut sévère.

Agé de 20 ans, François Chaslin fut chef de chantier de l'opération. Il fera partie de la première promotion des étudiants vinciennois, obtiendra trois licences, en géographie, en sociologie et en

urbanisme. L'architecture viendra après, à l'UP6 (l'unité pédagogique numéro 6), la future Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) de La Villette. Mais, contrairement à son frère, Olivier Chaslin, architecte lui aussi, il n'a jamais voulu pratiquer en son nom.

C'est avec sa plume, alerte et filante, qu'il agissait. En signant des milliers d'articles dans de nombreux journaux et revues, en France et à l'étranger. Au *Monde* en particulier, il fut très investi au début des années 1980, époque d'effervescence architecturale dont le journal se faisait activement l'écho. En parallèle, il était responsable des expositions à l'Institut français d'architecture, où il a révélé le travail de grands architectes jusqu'alors inconnus, comme le japonais Tadao Ando ou le Péruvien Henri Ciriani.

L'exposition qu'il consacra à Jean Nouvel, en 1987, a fait date. Comme a fait date son *Jean Nouvel. Critiques* (Infolio, 2008), recueil de textes écrits sur une période de près de vingt ans, qui témoigne de cette faculté qu'avait François Chaslin de mener de front l'exercice d'admiration et la critique sans concession.

On la retrouve dans *Un Corbusier* («*Fiction & Cie*», Seuil, 2014), une biographie qui levait le tabou sur les rapports du grand maître du modernisme avec le fascisme. En pleine campagne pour l'inscription de l'œuvre de Le Corbusier au patrimoine mondial de l'Unesco, elle a suscité une polémique dont son auteur n'avait pas anticipé la violence (la sortie simultanée de deux autres livres qui creusaient la même veine n'y a pas peu contribué).

L'épisode lui inspira un nouvel ouvrage (*Rococo*, éditions Non Standard, 2018), récit expérimental qui se déploie dans une merveilleuse articulation entre texte et dessin. Le sujet, à ses yeux, n'étant toujours pas épuisé, il lui a consacré un troisième opus, terminé d'écrire mais encore à



Le 25 novembre 2014. JOHN FOLEY/OPALE.PHOTO

paraître (aux Editions de La Villette), une manière de revue de presse de tous les articles consacrés à Le Corbusier pendant l'entre-deux-guerres.

Parmi les ouvrages marquants écrits par François Chaslin, citons encore *Une haine monumentale. Essai sur la destruction des villes en ex-Yougoslavie* (Descartes et Cie, 1997), réflexion sur la ville nourrie des nombreux voyages qu'il a faits dans cette zone en pleine guerre, et *Les Paris de François Mitterrand* (Folio, 1985), enquête sur les grands projets architecturaux de Mitterrand. Il enseignait par ailleurs à l'ENSA Paris-

Malaquais, où il était fort apprécié des élèves jusqu'à sa démission, en 2012. Cette façon de partir sans se retourner lui ressemblait. C'est ainsi qu'il quitta la revue *L'Architecture d'aujourd'hui*, dont il fut rédacteur en chef, une fois qu'il lui eut rendu son lustre d'antan. L'émission «*Métropolitains*» s'arrêta pour les mêmes raisons, au grand dam des milliers d'auditeurs qu'il avait fédérés autour de l'architecture et unis dans une culture commune. Jamais réitéré, cet exploit restera l'emblème de son formidable engagement. ■

ISABELLE REGNIER

Eddie Palmieri

Pianiste américain

Un pianiste maestro de la salsa? Sans aucun doute, mais également un magnifique compositeur, arrangeur et créateur de latin-jazz. Américain d'origine portoricaine, Eddie Palmieri, né Eduardo Palmieri Morales, comptait parmi les plus importants noms de la musique latine. Il est mort des suites d'une maladie dans sa résidence du New Jersey, le 6 août, à l'âge de 88 ans.

«*Foulant aussi bien les territoires de la danse salsa que ceux du jazz matiné de salsa, le maestro Eddie Palmieri est resté un leader incontesté, un grand totem adulé, suivi et respecté de tout le monde*», écrivait, en 2017, le journaliste vénézuélien César Miguel Rondón dans une mise à jour de son ouvrage *El libro de la salsa: cronica de la musica del caribe urbano* (Oscar Todmann Editores, 1979), traduit en français, en 2023, aux Editions Allia sous le titre *Le Livre de la salsa. Chronique de la musique de la Caraïbe urbaine*.

En apprenant son décès, le pianiste martiniquais Thierry Vaton a déclaré au *Monde*: «*Il fait partie des nombreux pianistes que j'ai beaucoup écoutés quand j'étais*

étudiant et jeune musicien. Il laisse une superbe empreinte (unique) dans le latin-jazz et de superbes compositions.»

«Percussionniste frustré»

Les parents d'Eddie Palmieri, tous les deux nés à Porto Rico, se sont rencontrés et mariés en 1926, à New York. De cette union naît, l'année suivante, Carlos Manuel «*Charlie*» Palmieri (mort en 1988), futur pianiste lui aussi, et premier mentor d'Eddie Palmieri qui vient au monde le 15 décembre 1936, à New York. Le gamin grandit dans le South Bronx où la famille s'est installée et baigne très tôt dans la musique. Ses oncles guitaristes chantent le week-end, son frère joue du piano.

A 13 ans, il commence à prendre des cours avec une professeure de piano présentée par le frère protecteur. Bach est au programme. Eddie s'ennuie. Il rêve d'autre chose, commence à jouer des timbales dans le groupe de son oncle. Charlie se produit alors avec Tito Puente (1923-2000) qu'il lui fait rencontrer. Eddie Palmieri devient un fan absolu d'«*El Rey del Timbal*». Il mémorise tous ses solos pour les rejouer. Le rêve

prend fin rapidement. Sa mère s'y oppose. «*A 15 ans, j'ai dit adieu aux timbales et suis retourné au piano. Je suis un percussionniste frustré*», déclare-t-il dans une interview reprise sur les notes de pochette de son album *Palmas* (Elektra Nonesuch, 1994). Une frustration qu'il transformera en atout. Son jeu souvent fougueux et percussif en atteste.

Au cours des années 1950, il commence à jouer dans différentes formations dont celle du chanteur d'origine portoricaine Tito Rodriguez (1923-1973). Le jazz qu'il disait détester alors prétextant qu'il n'y comprenait rien, expliquant que «*la musique cubaine fournit les éléments fondamentaux desquels je ne me suis jamais éloigné*», ce jazz commence pourtant à lui parler: Bud Powell, Oscar Peterson, «*la dissonance de Thelonious Monk*», Bill Evans, McCoy Tyner...

En 1961, il met en place son propre orchestre, La Perfecta, une formation dans laquelle il remplace les trompettes par des trombones, suivant l'exemple du tromboniste portoricain Mon Rivera (1925-1978). Plusieurs albums de La Perfecta se suivent

dont deux avec le vibraphoniste de latin-jazz Cal Tjader, avant que l'orchestre ne soit dissous en 1968. Après l'arrêt de La Perfecta, Palmieri enregistre *Cham-pagne* sur lequel jouent des musiciens cubains notoires, le trompettiste Alfredo «*Chocolate*» Armenteros (1928-2016) et le contrebassiste Israel «*Cachao*» Lopez (1918-2008).

Premier Grammy Award

Palmieri aborde ensuite des thèmes sociaux et politiques, notamment à travers l'album *Justicia* (1969) et le groupe qu'il codirige avec son frère Charlie, Harlem River Drive, dans lequel il exprime clairement son penchant pour l'ouverture musicale et pour une certaine idée de fusion entre musique latine, jazz, funk, soul, rock... Harlem River Drive donne un concert à Sing Sing, une prison de haute sécurité située dans l'Etat de New York. En 1975, Eddie Palmieri gagne son premier Grammy Award avec l'album *The Sun Of Latin Music* (première production latine à remporter un Grammy). Dix de ces récompenses jalonneront sa carrière.



A New York, le 15 août 2011. SETH WENIG/AP

15 DÉCEMBRE 1936

Naissance à New York
1961 Fonde son orchestre, La Perfecta
1969 Album «*Justicia*»
1975 Premier Grammy Award pour «*The Sun of Latin Music*»
6 AOÛT 2025 Mort à Hackensack (New Jersey)

James Lovell

Astronaute américain



Mort le jeudi 7 août à 97 ans, l’astronaute américain James Lovell restera à tout jamais l’homme qui n’a pas marché sur la Lune. Bien sûr, la formule s’applique à des milliards d’*Homo sapiens*, mais nul autre ne la mérite autant que lui. Il est en effet le seul astronaute du programme Apollo à avoir à deux reprises voyagé vers notre satellite sans jamais y poser le pied. La première fois, parce que la mission ne le prévoyait pas ; la seconde, parce que les événements en ont décidé autrement.

James Lovell naît le 25 mars 1928, à Cleveland (Ohio), fils unique d’une mère d’origine tchèque et d’un père canadien qui meurt d’un accident de voiture en 1933. La famille est dans la gêne, mais le jeune Lovell peut tout de même étudier l’ingénierie à l’université grâce à un programme de la marine américaine, dans laquelle il s’engage. Il devient pilote pour la Navy et, au milieu des années 1950, réalise plus d’une centaine d’atterrissages sur porte-avions. Etape suivante : pilote d’essai en 1958, un poste qui est le marche-pied naturel pour les futurs astronautes.

Lui qui, adolescent, construisait de petites fusées n’est pas retenu dans la première sélection des astronautes américains, ceux du projet Mercury. Mais ce n’est que partie remise, puisqu’il intègre, en 1962, le deuxième groupe, dit « des Next Nine » (« les neuf prochains »), où l’on compte notamment un certain Neil Armstrong.

A ce moment de l’histoire spatiale, même si John Fitzgerald Kennedy a assigné à son pays la mission d’aller sur la Lune d’ici à la fin de la décennie, le vol habité est encore balbutiant. Tout en préparant Apollo, la NASA mène donc simultanément un autre programme, Gemini, dont l’objectif est double : d’une part, étudier le comportement d’un vaisseau et de son équipage en vol pendant plusieurs jours ; d’autre part, apprendre à effectuer des rendez-vous dans l’espace, puisque, en redécollant de notre satellite, le module lunaire doit ensuite retrouver en orbite le module de commande qui doit ramener l’équipage sur Terre.

Vaisseau en perdition
En 1965 et en 1966, James Lovell vit ses deux premiers décollages en participant aux missions Gemini-7 et Gemini-12, celle-ci étant la dernière du programme. Il est temps, en effet, de passer sur Apollo. Dans le complexe jeu de composition des équipages, Lovell ne doit d’abord pas participer

25 MARS 1928 Naissance à Cleveland (Ohio)
1968 Participe au premier vol à bord de la fusée Saturn-V, qui se met en orbite autour de la Lune
1970 Commandant de la mission Apollo-13
7 AOÛT 2025 Mort à 97 ans à Lake Forest (Illinois)

au premier vol en direction de la Lune, Apollo-8.

Mais tout est bouleversé en août 1968 et, quatre mois plus tard, le 21 décembre, Lovell et ses coéquipiers William Anders et Frank Borman sont les premiers à décoller à bord de la mégafusée Saturn-V, les premiers à se mettre en orbite autour de la Lune, les premiers à voir sa face cachée et les premiers, aussi, à assister à un lever de Terre. Le jour de Noël, le moteur doit se rallumer pour renvoyer le vaisseau vers la boule bleue, alors même qu’il se trouve de l’autre côté de la Lune, sans contact avec Houston et le centre de contrôle. Lorsque la communication est rétablie, Lovell, taquin, annonce : « *S’il vous plaît, sachez que le Père Noël existe.* »

En 1970, il pense que son tour est arrivé, qu’il va enfin marcher sur la Lune avec Apollo-13. Mais rien ne se passe comme prévu après l’explosion d’un réservoir d’oxygène lors du voyage aller. Le vaisseau est en perdition et son équipage – Lovell, Fred Haise et Jack Swigert – aux portes de la mort. Grâce à l’ingéniosité de la NASA et à son sang-froid, le trio s’en tire presque par miracle, trouvant refuge dans le module lunaire. Ils ont cependant « *perdu la Lune* », comme le dit le titre du livre *Lost Moon* (Houghton Mifflin) – traduit en français sous le titre *Apollo 13 : perdus dans l’espace* (Robert Laffont, 1995) –, que Lovell écrit en 1994 avec le journaliste Jeffrey Kluger, et dont s’inspire le réalisateur Ron Howard l’année suivante pour son film *Apollo 13*. Le rôle de l’astronaute malchanceux est interprété par Tom Hanks et Lovell y fait une apparition, jouant le commandant du navire qui recueille l’équipage à son retour sur Terre.

James Lovell ne repartira jamais dans l’espace. Il tire sa révérence à la Navy et à la NASA en 1973 pour une seconde carrière dans le secteur privé, où il dirigera plusieurs entreprises et ouvrira un restaurant. Sur la face cachée de la Lune, qu’il a été l’un des premiers humains à contempler, un petit cratère porte son nom. Lovell n’y a jamais marché, mais son empreinte s’y trouve pour toujours. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Nicolas Demarle, son fils, Anya, sa belle-fille, Yelena, Mila, Fabien, ses petits-enfants, Sa famille en Argentine,

font part du rappel à Dieu de

Ana ANDRIEU LINARES,
à Villennes-sur-Seine,
à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 août 2025, à 10 h 30, en l'église Saint-Dominique, Paris 14^e, suivie de la crémation au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Arlette Burgos Leon, son épouse, Fabien et Juan, ses enfants, et leurs épouses, Jordane et Cécile, Alexandre, Léa, Maxime et Romain, ses petits-enfants, Michèle et Gérard, sa belle-sœur et son beau-frère et leurs enfants, Jennifer et Shirley, Ses frères et sa sœur au Pérou,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Walter BURGOS LEON,
agronome,
docteur d'État
ès sciences naturelles,
fonctionnaire international
auprès de la FAO à Rome,

survenu en France, le 5 août 2025.

Ses obsèques auront lieu en l'église Saint-Romain de Caluire-et-Cuire, le 12 août, à 14 h 30, suivies de la crémation dans l'intimité familiale.

Sophie Dauchez, sa femme, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur d'annoncer la mort de

François CHASLIN,
architecte et critique,

survenue le 7 août 2025, à Lanildut, à l'âge de soixante-seize ans.

Ses cendres seront dispersées en mer.

Paul et Catherine Coulomb et leurs enfants et petits-enfants, Didier et Aurore Coulomb et leurs enfants et petits-enfants, Yves et Geneviève-Isabelle Coulomb et leurs enfants et petits-enfants Isabelle et Luc Vendeuvre et leurs enfants Olivier et Anne Coulomb et leurs enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

René COULOMB,
X 51,
ingénieur des Ponts et Chaussées,
ancien membre
du conseil de surveillance
de Suez Lyonnaise des Eaux,
président d'honneur
de la Société Hydrotechnique
de France,
membre fondateur
du Conseil mondial de l'eau,

survenu le 7 août 2025, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 18 août, à 9 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris 14^e.

M^{me} Alain de Dieuleveult, née Chantal Jannic, son épouse, Alain (†) de Dieuleveult, Béatrice et Philippe (†) Six, Laurent et Marie de Dieuleveult, Manuel et Raphaëlle de Dieuleveult, Nathalie et Stéphane (†) Duhau, Valérie de Dieuleveult, ses enfants, Ses seize petits-enfants et leurs conjoints, Ses dix-neuf arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Alain (Lanic) de DIEULEVEULT,
professeur agrégé d'histoire, chevalier
de l'ordre national du Mérite,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le mercredi 6 août 2025, dans sa centième année.

La messe d'A-Dieu sera célébrée le mardi 12 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Marigné-Laillé (Sarthe).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

P.F. Leboucher,
Tél. : 02 43 96 11 11.

Juliette Gillet sa fille et sa compagne, Emilie, Rosy Hebrard, sa compagne, Jean-Marie Gillet et son épouse, Martine,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jean-Louis GILET,
président de chambre honoraire
à la Cour de cassation,
officier de la Légion d'honneur,
rédacteur en chef
des *Cahiers de la Justice*,

dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques se dérouleront le jeudi 14 août 2025, à 15 h 30, au cimetière Saint-Jean de Lattes (Hérault).

M^{me} Laurence Gondre, son épouse, M. Martin Gondre, son fils, M. Jean-Christophe Gondre, son frère Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Fis GONDRE,
survenu soudainement dans sa soixante-seizième année.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à nous retrouver le jeudi 14 août 2025, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20^e.

Laurent, Olivier, Frédéric Gruner

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernadette GRUNER,
dite **Nadé.**

La crémation aura lieu le 12 août 2025, à 14 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Bordeaux.

M^{me} Mathieu Merlet, son épouse Et ses enfants, Sa famille Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Mathieu MERLET,
professeur d'histoire-géographie
au lycée Lyautey de Casablanca,

survenu le 6 août 2025, à Bordeaux, suite à une longue maladie.

Et lui rendent hommage pour la qualité de son enseignement alliant savoir, humour et ouverture sur la complexité du monde faisant de lui un enseignant d'exception.

L'inhumation aura lieu le 13 août, au cimetière de Louyat à Limoges.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Anne-Marie Raison-Boulley, son épouse, Bernadette et Brigitte, ses sœurs, Joan, sa belle-sœur Et les familles Raison et Boulley,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques RAISON,
agrégé de sciences physiques,
chargé de mission
au ministère de la coopération,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre
national du Mérite,

survenu le 2 août 2025, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le 13 août, à 14 h 30, en l'église Saint-Vincent-de-Paul de Clichy (Hauts-de-Seine).

9, rue Fournier,
92110 Clichy.

Juliette Ramonatxo, son épouse, Natacha Ramonatxo, Maillys Ramonatxo, Ophélie Ramonatxo, Igor Ramonatxo, ses enfants, Ornella, Cassandre, Ulysse, Peio, Basile, Ruben, Flore, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Patrick RAMONATXO,
médecin psychiatre,

survenu le 2 août 2025, à Bayonne, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu ce 11 août, à Biarritz et à Hendaye.

juliette.ramonatxo64@gmail.com

Anne Schneider, sa fille, Ses proches,

ont l'immense douleur de faire part de la mort de

Monique SCHNEIDER,
survenue à Paris, le 8 août 2025.

Une bénédiction sera célébrée le mercredi 13 août, à 10 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, boulevard A. Blanqui, Paris 13^e.

Fleurs et couronnes en rouge, rose et blanc.

Guillaume Thiéry, Laurence Thiéry et Marion Thiéry

ont le chagrin de faire part du décès de leur père

M. Christopher THIÉRY,
interprète de conférence,

survenu le 7 août 2025, à l'Île d'Yeu.

La cérémonie a eu lieu ce 11 août, à 15 heures, en l'église de Saint-Sauveur, à l'Île d'Yeu.

Prix ouvrage

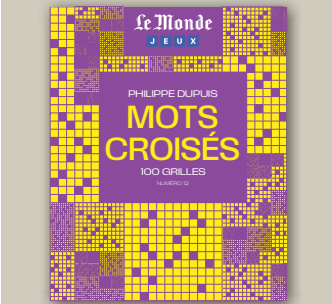
L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres recommande la lecture de l'ouvrage *Les Lois et les Nombres. Essai sur les ressorts de la culture politique chinoise* de **Romain Graziani**, lauréat de sa médaille Stanislas Julien 2025.



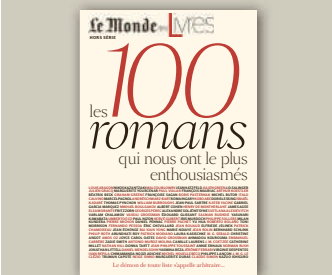
Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevillereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cadrin Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
en vente
actuellement

En kiosque



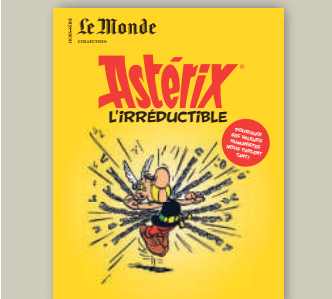
Hors-série



Hors-série



Hors-série



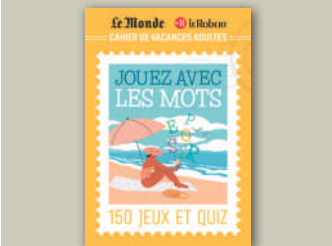
Hors-série



Hors-série



Hors-série



Cahier de vacances adultes

Nos services

Lecteurs

Abonnements
Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



EN SÉRIES

MIRA (ITALIE) - envoyés spéciaux

Pour accéder à la villa Foscari, il faut remonter la via dei Turisti, un chemin dont le nom rend hommage aux visiteurs qui l’arpentent quotidiennement, dans le calme de l’arrière-pays vénitien, à Mira. Après avoir traversé un petit jardin, dont les saules caressent le canal de la Brenta, reliant Padoue à la lagune, on découvre une façade étrangement familière. Devant le fronton, que soutiennent dix colonnes sur un large socle entouré par deux escaliers, ce sentiment de déjà-vu nous poursuit. Des amuse-bouches ont été servis sur une table, à l’ombre de la colonnade. Voici le maître des lieux, Antonio Foscari, 86 ans. Il s’excuse de son léger retard, tandis que l’employée de maison, Rosanna Pavan, s’affaire. *« Cela paraît banal aujourd’hui, mais, avant la villa Foscari, au XVI^e siècle, personne n’avait osé ériger un portique sur une habitation privée, souligne le professeur d’architecture, à propos de ce type de passage situé à l’entrée d’un bâtiment, que les Anciens agrémentaient de colonnes et d’un fronton. Seuls les édifices sacrés en disposaient. »* On en trouve désormais sur de nombreuses résidences officielles, de la Maison Blanche au palais de l’Élysée: il faut croire, à écouter l’éminent Vénitien, que sa villa a donné le « la ».

Les Foscari faisaient partie des familles patriciennes qui se partageaient le pouvoir au sein de la République de Venise. A la Sérénissime, ils ont donné un doge, au XV^e siècle, et plusieurs palais, dont l’un abrite encore une université. C’est pour célébrer leur grandeur que l’illustre architecte Andrea Palladio (1508-1580) érigea, entre 1554 et 1557, cette propriété aux lignes pures et symétriques, conformes au style néoclassique, dont il fut le premier promoteur.

« Pour ma part, je préfère parler de trône plutôt que de portique », se reprend Antonio Foscari. Au cours des siècles, le trône de sa villa a vu passer du beau monde: le futur Henri III de France (1551-1589), l’actuel Charles III du Royaume-Uni, le président François Mitterrand (1916-1996), l’émir d’Abou Dhabi... Ils ont admiré les voûtes blanches du rez-de-chaussée, où folâtraient deux statues aux gestes extravagants, un chevalier croisé, Renaud, et une magicienne musulmane, Armide. Au premier étage, ils ont arpenté le salon cruciforme, ouvert sur six pièces qui se répondaient dans un subtil jeu d’écho. Là, ils ont contemplé les fresques ornant les murs, aux couleurs défraîchies.

Les visiteurs les plus récents ont pu s’étonner de la présence, dans une chambre, d’une encombrante sculpture abstraite, dont les sinuosités évoquent une créature de science-fiction. Elle a été réalisée, en 2009, par l’architecte irako-britannique Zaha Hadid (1950-2016). Nombreuses sont les figures de l’architecture à avoir, comme elle, fait le pèlerinage à la villa Foscari: Le Corbusier (1887-1965), Frank Gehry, Renzo Piano, Rem Koolhaas... Tandis qu’il égrène cette liste de « starchitectes » avec un brin de lassitude, Antonio Foscari ravive un souvenir cher. *« Pendant cinq minutes, Norman Foster a posé ses mains sur la porte d’entrée, dans l’axe de la symétrie, dit-il au sujet du bâtisseur britannique du siège d’Apple, en Californie. On aurait dit qu’il voulait absorber l’édifice. »*

Refuge à l’écart du monde

La demeure est l’une des 24 villas palladiennes inscrites, en 1996, sur la liste du Patrimoine mondial de l’Unesco. Toutes sont situées en Vénétie, sur la terre ferme. S’il a aussi construit des églises, des palais et même un somptueux théâtre, c’est par ses villas qu’Andrea Palladio est passé à la postérité. Cette forme architecturale est née dans la Rome antique, où la villa constitue le pendant rural de la *domus*, le palais urbain. Après que le Moyen Âge l’a fait tomber en désuétude, Palladio profite des perspectives ouvertes par la Renaissance pour la remettre au goût du jour, à travers un manuel au succès international, *Les Quatre Livres de l’architecture* (1570).

Fils de modestes meuniers padouans, Palladio est bien le père de la villa moderne, ce lieu ambigu, entre nature et culture, où les élites se mettent en scène et se dissimulent tout à la fois. Théâtre des richesses accumulées ou refuge à l’écart du monde, la villa a toujours joui d’un double statut: sur ses lits, entre ses murs, dans ses jardins, l’ostentation cohabite avec le secret, l’évasion avec l’exploitation, l’art avec la mort. Partout où l’on en érige, elle accueille les rêves et les travers des puissants, leurs visions et leurs violences. C’est encore plus vrai dans la Péninsule, qui l’a inventée il y a plus de deux millénaires. Comme le raconte cette série d’articles consacrée à cinq villas, qui part de Vénétie pour parcourir l’Italie du nord au sud, l’his-

En Vénétie, la mère de toutes les villas

L’Italie par ses villas – 1/5 – Les colonnes palladiennes de la Malcontenta ont inspiré celles de la Maison Blanche et du palais de l’Élysée au XVIII^e siècle. Symboles de pouvoir, elles ont protégé des intrigues politiques et abrité des artistes



Dans les salons de la villa Foscari. FRANÇOIS HALARD

toire du pays pourrait tenir tout entière dans ces édifices duplices où, plus qu’ailleurs, la pierre s’imprègne de mystères.

La villa Foscari elle-même cultive sa propre légende. Ainsi du surnom dont elle est affublée, la Malcontenta (« la mécontente »). Une simple référence aux cours d’eau, longtemps « mal contenus », près desquels les frères Nicolo et Alvise Foscari l’ont fait bâtir, assurent les uns. Pour les autres, le nom dériverait d’une fable ténébreuse: punie pour ses écarts libertins, Elisabetta Dolfin, l’épouse de Nicolo, aurait été contrainte d’y vivre recluse durant les trente dernières années de sa vie.

Enfant, pour se rendre du port de Mestre, sur la lagune, où elle a grandi, au domicile de sa baby-sitter, Giulia Andreani passait souvent à vélo devant la demeure. *« Je n’ai jamais osé entrer... »,* confie l’artiste italienne de 40 ans. Elle l’a pourtant peinte, dans un dégradé de gris, au sein du triptyque *Fabulation* (2019). La villa sert de décor à l’actrice hollywoodienne Lauren Bacall, étendue au premier plan. *« J’ai voulu jouer du contraste entre la légende de la prisonnière et ce symbole de libération féminine qu’est Bacall. Quelque chose de sombre émane de la villa. »*

L’acteur italien Mario Piave en fit l’expérience, en son temps. A la fin des années 1970, il incarne Andrea Palladio pour un téléfilm sur l’architecte, produit par la RAI, la télévision publique italienne. Plusieurs scènes sont tournées à la Malcontenta. Ce seront les dernières de l’éphémère carrière du comédien. Le 4 mai 1979, son corps est retrouvé dans sa voiture, sans que les circonstances

PALLADIO EST LE
PÈRE DE LA VILLA
MODERNE, CE LIEU
OÙ LES ÉLITES SE
METTENT EN SCÈNE
ET SE DISSIMULENT
TOUT À LA FOIS



Marcello Mastroianni, sur les marches de la villa, lors du tournage de « Casanova 70 » (1965), de Mario Monicelli.
COMPAGNIA CINEMATOGRAFICA CHAMPI/COLLECTION PROD DB

exactes de sa mort soient jamais élucidées. Tout juste sait-on qu’il se dirigeait vers la villa de ses beaux-parents, près de Rome, lointaine cousine de celles imaginées par Palladio, quatre siècles plus tôt.

L’Italie compterait près de 40 000 villas, à ce jour, selon l’historien de l’art Marco Magnifico. L’estimation est rendue ardue par l’état d’abandon dont souffrent beaucoup d’entre elles, et par le flou entourant ce terme utilisé abusivement par nombre de professionnels du tourisme ou de l’immobilier. *« Pour avoir moi-même hérité d’une villa de famille, je sais combien c’est une charge éprouvante »,* admet Marco Magnifico, qui dirige le Fondo Ambiente Italiano (FAI), principale fondation privée veillant sur le patrimoine italien. Mais le fardeau peut se transformer en butin. Parmi les 72 lieux dont le FAI assure la gestion, les villas font figure de « poule aux œufs d’or », avoue-t-il. *« On les loue pour des défilés, des tournages... L’une de nos villas, sur le lac de Côme, a servi de décor à un James Bond et à un Star Wars. Depuis, des couples paient des milliers d’euros pour feindre de s’y marier. »*

Le bureau milanais de Marco Magnifico est décoré d’une collection de crânes humains. Un rappel de la fragilité de la vie, explique-t-il dans un sourire. *« Le Moyen Âge marque le triomphe du château fort. Avec le retour d’une paix relative, à la Renaissance, l’aristocratie fait tomber les murailles. »* Et redécouvre les vertus – esthétiques, sanitaires, économiques – de la campagne. Parallèlement à la Toscane et aux Etats pontificaux qui englobent Rome, la région de Venise joue un rôle pionnier dans l’édification de villas, loin des centres urbains. *« L’humaniste Pétrarque [1304-1374] finit sa vie au vert, dans des collines, près de Padoue. Certains considèrent son ultime demeure comme la première villa de la Renaissance. J’aime l’idée que la culture ait eu besoin de la nature pour se régénérer. »*

Autour de la Malcontenta, le panorama n’a plus grand-chose de bucolique. Il est quadrillé d’installations portuaires, de routes et de canaux, autour desquels défilent, à perte de vue, des pavillons résidentiels – ici, on les appelle *villino* ou *villetta*, parents pauvres des grandes villas d’autrefois. *« Certains surnomment la région “Villatopoli” »,* plaisante un jeune cinéaste vénète, Francesco Sossai. Son

premier long-métrage, *Le Dernier pour la route*, a été salué au Festival de Cannes, en mai. Il est peuplé d’âmes errantes et alcoolisées, qui vont et viennent de villas en villini, le long d’infrastructures qui ne mènent nulle part, dans un environnement façonné par l’homme. *« Nous sommes les enfants d’un paysage mort »,* ajoute-t-il avec mélancolie.

Son personnage principal nourrit une obsession pour Carlo Scarpa (1906-1978). Comme tant de ses confrères, ce grand architecte vénitien a étudié avec soin la villa Foscari. Le trajet de la lumière naturelle, sur les fresques du salon, l’a captivé, comme le rappelle Antonio Foscari: *« Scarpa s’est rendu compte que des images fixes peuvent se mouvoir grâce à la rotation du soleil. »* Une fois par jour, à droite de la porte d’entrée, les rayons solaires éclairent une sculpture en bois, posée sur une étagère garnie de livres d’art. Elle représente l’ancêtre du professeur, Francesco Foscari, doge de 1423 à 1457. Son mandat – le plus long de la République sérénissime – est marqué par l’expansion vers la « terre ferme » du nord de l’Italie, où de vastes territoires sont arrachés aux Lombards.

Cette politique répond à plusieurs bouleversements. Autour de la Méditerranée, la domination vénitienne recule face aux Ottomans. En parallèle, l’ouverture de la route des Indes par les Portugais et la conquête de l’Amérique par les Espagnols se traduisent par un afflux de métaux précieux. *« Au XVI^e siècle, il y a eu un risque terrible de crise monétaire. Les Vénitiens ont préféré investir leurs capitaux dans la terre et dans la pierre »,* résume Antonio Foscari pendant que, sous le portique, Rosanna Pavan apporte une bouteille de prosecco.

Encore faut-il rendre les nouveaux espaces cultivables. Se détournant de la mer, Venise se lance dans une entreprise démiurgique de transformation de la nature, assainie, bonifiée, colonisée. *« En érigeant 1400 digues, ils ont déplacé plus de terre que lors du percement du canal de Suez ! »,* avance leur héritier. Il y a de la prestance dans son maintien, et de la fierté dans sa voix.

Des temples anciens

Dans les territoires conquis, Venise impose la destruction des châteaux médiévaux, symboles de féodalité, et leur remplacement par une nouvelle génération d’édifices, qui installent un nouveau type de pouvoir: les villas. Au cœur de ce chantier colossal, l’architecte Andrea Palladio insuffle un renversement esthétique majeur. Alors que, dans la Venise républicaine et insulaire, les références à l’Empire romain sont rares, on lui laisse les coudées franches, sur le continent, pour les multiplier. Avec ses portiques inspirés des temples anciens, qu’il a pu admirer lors de ses voyages à Rome, il offre à l’aristocratie un habitat rural et ordonné. *« Ils ont abandonné l’armure et revêtu l’habit antique pour affirmer leur dignité »,* insiste Antonio Foscari.

La statue du doge, près de l’entrée, est une copie. L’original a été détruit par les troupes de Napoléon Bonaparte, lorsqu’elles ont fait plier la République de Venise, en 1797. S’ensuit pour la villa Foscari une longue période d’abandon, qui inspirera les romantiques. Fasciné par les ruines et par Venise, l’Anglais Lord Byron (1788-1824) songe à louer la Malcontenta pour un été. S’il finit par renoncer, son drame *The Two Foscari* (1821) se base sur l’histoire du doge, dont la mort et la disgrâce furent précipitées par celles de son fils. Deux décennies plus tard, Giuseppe Verdi (1813-1901), chantre de la construction nationale italienne, en tire un opéra tragique, *I due Foscari*.

La Malcontenta n’en poursuit pas moins son déclin. *« L’impression de ruine soudaine, inexplicable, saisit et consterne »,* s’émeut l’écrivain et voyageur Gabriel Faure, en 1913. La plaque rappelant la visite du futur Henri III, en 1574, lui inspire un même dépit: *« Le dernier des Valois admira, nous disent les chroniqueurs, la loggia, le double escalier qui y donne accès et les épais bosquets qui entou-*



Vue de la villa Foscari, dite « la Malcontenta », et son fameux « trône », à Mira (Italie), en mai 2016. FRANCIS G. MAYER

raient la villa... Hélas! Comme le reste, les bosquets ont disparu.» Utilisée pendant la Grande Guerre comme hôpital militaire à l’arrière du front autrichien, la Malcontenta sert, après l’armistice, d’étable, de hangar à grain et d’atelier de forgeron, dans le voisinage des chouettes blanches qui y ont élu domicile.

Il faut attendre 1924 pour que la villa commence à faire son retour sur la carte de l’Europe raffinée. Marchant sur les traces de Lord Byron, dont on célèbre cette année-là le centenaire de la mort, Albert Clinton Landsberg (1889-1965), dit « Bertie », jette son dévolu sur la bâtisse. Issu d’une famille séfaraïde enrichie dans la finance, installée en Allemagne, puis au Brésil, il a été élevé à l’anglaise, entre Londres et Paris. Le dandy forme un ménage à trois avec une aristocrate française, Catherine de Robert d’Aqueria de Rochegude, baronne d’Erlanger (1874-1959), et un collectionneur britannique d’origine grecque, Paul Rodocanachi (1871-1952). Installé à la villa, le trio découvre, sous des couches de chaux, les fresques du premier étage, restaurées avec soin. Le soir, les nouveaux occupants s’éclairent à la bougie, une tradition que leurs successeurs ont perpétuée, malgré l’installation de l’électricité : à ce jour, la villa est le meilleur client du plus vieux fabricant de bougies de Venise, avec la basilique Saint-Marc.

Sous l’impulsion du trio, la Malcontenta devient une alternative au Lido de Venise, fréquentée, dans le crépuscule joyeux de l’entre-deux-guerres, par un cénacle de grandes fortunes, d’esprits brillants et d’excentriques sans cause. Le créateur des Ballets russes, Serge Diaghilev (1872-1929), côtoie l’écrivain français Paul Morand (1888-1976) et le compositeur américain Cole Porter (1891-1964). On converse, on s’amuse, on se déguise. Avec son guépard, qu’elle promène en laisse, et ses serpents qu’elle porte autour du cou, la marquise Luisa Casati (1881-1957) fait sensation. Derrière ces frivolités, des projets d’envergure voient le jour : la rencontre entre le diplomate brésilien Callo de Mello Franco (1896-1955) et Le Corbusier ouvre la voie à la participation du Suisse à un chef-d’œuvre architectural, le ministère de l’éducation et de la santé de Rio de Janeiro, achevé en 1943.

Des intrigues politiques se nouent aussi, en sourdine, à la villa. Dès 1927, Winston Churchill (1874-1965) y séjourne à des fins stratégiques : alors chancelier de l’Échiquier, le Britannique veut étudier le port industriel récemment installé à Marghera, sur la lagune. Sept ans plus tard, son compatriote Anthony Blunt (1907-1983) est reçu à la Malcontenta en tant qu’historien d’art. Sa mission, à la vérité, est tout autre. Agent secret travaillant pour l’Union soviétique, il est venu enquêter sur le

rapprochement entre les régimes de Benito Mussolini et d’Adolf Hitler...

Parmi ceux qui prônent l’alliance figure un autre habitué de la villa, Giuseppe Volpi (1877-1947). Créateur de la Mostra de Venise, proche du militaire nationaliste Piero Foscari – le grand-père d’Antonio –, cet homme d’affaires est, jusqu’en 1943, un pilier du fascisme. Entre 1922 et 1925, il a été gouverneur de Libye, où il a supervisé des exactions à grande échelle contre les rebelles. En 1934, le hiérarque acquiert la villa Barbaro, à Maser, située à une soixantaine de kilomètres au nord de la Malcontenta. Son concepteur est le même, Andrea Palladio. Sa vocation productive, elle, est autrement affirmée : l’édifice surplombe de vastes terres agricoles, qui servent aujourd’hui à la production d’un prosecco. En cela, elle répond aux mêmes fonctions que la villa des Anciens. « A partir du II^e siècle avant J.-C., la multiplication des villas correspond à un projet de conquête impériale, de domination des territoires et d’exploitation des ressources », avance Hélène Dessales, professeure associée en archéologie romaine à la section d’archéologie et des sciences de l’antiquité de l’université de Lausanne, en Suisse.

La puissance à moindre coût

Indissociable de l’otium (« oisiveté »), la villa l’est également de son envers, le *negotium* (« négoce »). Car son modèle repose sur le travail des esclaves, ressource rendue abondante par l’expansion de Rome autour de la Méditerranée. Les élites qui les asservissent reproduisent dans leurs villas un idéal esthétique venu de Grèce : statues, colonnes, frontons... « Les jardins romains marient la statuaire grecque à des jeux d’eau assez délirants : ils rivalisent avec la nature, la forcent, la dépassent, décrit le latiniste et helléniste Pierre Vesperini. Vers la fin de la République [27 avant J.-C.], beaucoup de nobles refusent de participer à la vie publique, marquée par une grande violence. Alors ils se retranchent dans leur villa. On appelle ça la secessus, la sécession. »

La prolifération des villas modernes à partir du foyer vénète fait écho à ce double mouvement de retrait et d’expansion des élites. Avec l’impression en masse de son ouvrage *Les Quatre Livres de l’architecture* et son recours à des matériaux pauvres comme la brique et le stuc, qui donnent l’apparence de la puissance à moindre coût, Palladio a posé les jalons d’une architecture coloniale globalisée. A partir du XVIII^e siècle, des répliques de la Malcontenta et de ses cousines voient ainsi le jour dans l’Empire britannique comme en Amérique. « Dans les années 1960, mon oncle, Mario Valmarana, est parti enseigner l’architecture à Charlottesville, aux Etats-Unis... Son cours s’intitulait “De Jefferson à Palladio” »,

AVEC SON GUÉPARD EN LAISSE ET SES SERPENTS QU'ELLE PORTE AUTOUR DU COU, LA MARQUISE LUISA CASATI (1881- 1957) FAIT SENSATION



confie le noble Nicolo Valmarana, sous la coupole de la plus fameuse villa palladienne, la Rotonda, à Vicence, dont il est le propriétaire.

Troisième président des Etats-Unis, Thomas Jefferson (1743-1826) était aussi architecte. Dans son domaine de Monticello, près de Charlottesville, une maison de maître palladienne domine une vaste plantation. Bien qu’à l’origine de l’interdiction de la traite dans son pays, Jefferson a hérité de 185 esclaves ; il en possédera plus de 600 au cours de sa vie. Pareillement, dans tout le Sud esclavagiste, nombre de planteurs embellissent leur demeure avec les colonnes et les frontons popularisés par le Vénète. « Il existe un continuum impérialiste, basé sur l’esclavage, qui va de Rome aux Etats-Unis, en passant par l’esthétique palladienne », estime Hélène Dessales.

« Ordre et tumulte », ainsi s’appelle l’ouvrage qu’a consacré notre hôte, Antonio Foscari, à la période la plus agitée de sa villa, *Tumult and Order. Malcontenta 1924-1939* (Lars Muller Publishers, 2012, non traduit). On y lit qu’à l’invitation du compositeur Cole Porter un orchestre de musiciens afro-américains s’arrête à Venise, en 1926. Dans une lettre à un ami, Serge Diaghilev s’offusque que la lagune soit « envahie par ces mêmes Nègres qui [leur] ont tous fait fuir Londres et Paris ». Ils ont été embauchés pour jouer dans les fêtes données sur une barge amarrée devant la basilique Santa Maria della Salute, pour les expatriés gravitant autour de la Malcontenta. On s’y essaie au charleston, une danse inventée par les descendants d’esclave de la capitale de la Caroline du Sud, à qui elle doit son nom. Centre historique de la traite, la ville et ses environs comptent au moins deux répliques palladiennes : Drayton Hall, achevée en 1752 autour d’une plantation de riz et d’indigo, et Miles Brewton House, une résidence construite en 1765 pour un marchand d’esclaves.

Au premier étage de la Malcontenta, de gigantesques globes terrestres attirent l’attention. Dans *Casanova 70* (1965), le film qu’y a réalisé Mario Monicelli, ils trônent au milieu

d’un décor saturé d’obélisques miniatures. Manière de tourner en dérision les conquêtes du protagoniste, un officier italien de l’OTAN interprété par Marcello Mastroianni, dont la libido ne se réveille qu’en cas de danger.

Trente-neuf ans plus tard, la villa accueille un autre film, hanté par d’autres violences : *Le Marchand de Venise*, du Britannique Michael Radford, d’après la pièce éponyme de William Shakespeare. La légende voudrait que le dramaturge se soit inspiré de la Malcontenta pour la demeure de son héroïne, Portia. Les stéréotypes antisémites qui traversent la pièce, centrée sur un usurier juif, résonnent d’un écho tragique : c’est à Vo’ Vecchio, dans la villa Venier, à 50 kilomètres de la Malcontenta, que fut installé le premier camp de concentration d’Italie, en décembre 1943. A l’époque, près de 70 juifs sont internés dans cette demeure, alors louée par les franciscaines élisabéthaines de Padoue. Quarante-sept seront déportés vers l’est ; seuls trois survivront.

Diplomates et intellectuels

Avec la promulgation des lois raciales, en 1938, l’Anglais Bertie Landsberg quitte la Malcontenta pour s’installer au Brésil, puis aux Etats-Unis. « A la demande de mon père, ingénieur, je venais à vélo, de Padoue, où nous habitons, vérifier que la villa n’avait pas été bombardée par les Alliés », retrace Antonio Foscari. Après la guerre, Landsberg revoit une dernière fois sa propriété, puis la lègue à un baron et architecte anglais, Claud Phillimore (1911-1994), qui la cédera à son tour au professeur Foscari, en 1973.

Sa fille, Giulia Foscari, s’est fait un nom en tant qu’architecte et militante. En marge de la Biennale d’architecture, en mai, elle a convié scientifiques, diplomates et intellectuels à la Malcontenta pour alerter sur l’urgence climatique. « Construire des villas n’est absolument pas dans mes priorités, convient celle qui, à 44 ans, multiplie les projets avec l’Antarctique pour inspiration. Je préfère agir pour le collectif, plutôt que pour le privé. » En fouillant dans ses souvenirs, elle n’exclut pas, cependant, que la Malcontenta ait nourri ses engagements. « Il y a une dimension républicaine, pas seulement impériale, chez Palladio, de dialogue avec le territoire », assure-t-elle. Petite, elle passait des heures sur le sol « froid » et « moelleux » de la villa. Là, elle observait les scènes mythologiques peintes sur les murs. Celle, par exemple, figurant la chute des Géants, fils de la Terre, punis par Zeus de s’être révoltés contre un ordre qu’ils jugeaient inique. ■

ALLAN KAVAL ET AURELIANO TONET

Prochain épisode La villa Feltrinelli et l’empreinte de Mussolini

La vie énigmatique de « la stigmatisée de la Drôme »

Marthe Robin, sainte ou faussaire ? – 1/5 – Dans les années 1920, une fille de paysans paralysée et alitée devient une mystique catholique connue pour ses visions surnaturelles. Attirant la foule à son chevet jusqu’à sa mort, en 1981

J eudi 12 février 1981, Châteauneuf-de-Galaure. Des funérailles grandioses se déroulent dans ce bourg du nord de la Drôme, qui compte alors à peine plus de 1 000 habitants. Quelque 200 prêtres, quatre évêques, un archevêque et plus de 5 000 autres personnes se serent dans le cimetière de Saint-Bonnet. *Le Monde*, dans un article du 14 février, se fait l’écho de ce rassemblement peu habituel autour d’un modeste caveau familial. Ce jour-là, une célébrité dont la réputation dépasse largement la sphère locale est inhumée, une femme que beaucoup portent au pinacle : Marthe Robin (1902-1981).

L’histoire de cette fille de paysans frappée dans sa jeunesse par une grave maladie est d’autant plus extraordinaire qu’elle a passé sa vie alitée, sans jamais sortir de sa chambre de la ferme familiale du hameau des Moilles, à environ 2 kilomètres du bourg. Là, recroquevillée dans le minuscule divan lui servant de lit qui soutenait son corps paralysé, les jambes repliées sous elle, elle a accueilli, des années 1930 à sa mort, des dizaines de milliers de visiteurs – 103 000 au total, nous apprennent ses carnets –, venus bénéficier de son écoute bienveillante et de ses conseils.

Là, peut-être inspirée par la Vierge en majesté du tableau aux tonalités bleutées accroché en surplomb de sa couche, elle a prophétisé un nouveau souffle pour l’Église catholique, la « Pentecôte d’amour », par laquelle les laïcs viendraient régénérer une institution cléricale en perte de vitesse. Là enfin, épaulée par son directeur spirituel, le père Georges Finet (1898-1990), elle a mis sur pied les Foyers de charité, une organisation à vocation spirituelle et éducative, présente, au plus fort de son expansion, dans près de 80 pays.

Un parcours extraordinaire, donc, en dépit d’une enfance bien ordinaire. Dernière d’une fratrie de six enfants, Marthe est élevée au sein d’une famille catholique peu pratiquante, dans une région, la vallée du Rhône, marquée par un anticléricalisme virulent. Baptisée, elle fera sa communion et sa profession de foi. Ses parents, Joseph et Amélie Robin, mènent une existence de labeur. Entre l’exploitation des 13 hectares de terres autour de La Plaine (le nom de leur ferme), les poules et lapins, les fruits et légumes cultivés dans le jardin, on vit correctement mais chichement.

UNIVERS RÉTRÉCI

En 1903, une partie de la famille contracte la typhoïde – une des filles ne survivra pas. Si Marthe s’en remet, sa santé reste précaire, et elle quitte l’école à l’âge de 13 ans sans avoir obtenu le certificat d’études, ayant été malade le jour de l’examen. Décrite comme intelligente, joyeuse, ouverte et taquine, elle travaille sur l’exploitation, mais elle aime aussi danser, s’amuser et rire, aller aux bals des villages alentour.

A l’été 1918, sa vie bascule. La voilà atteinte de violents maux de tête, de douleurs oculaires, de fièvre et de vomissements ; une partie de son corps est paralysée. Dans le coma pendant quatre jours, elle reçoit l’extrême-onction puis se rétablit, avant de rechuter. Les tentatives pour la soigner restent vaines : bien que le diagnostic demeure à ce jour incertain – entre encéphalite, maladie de von Economo, grippe espagnole, sclérose en plaques, voire trouble de la personnalité –, la maladie, désormais, ne la quittera plus.

Devenue impotente, la jeune femme voit son univers se rétrécir. Dans un premier

temps, elle conserve la mobilité des mains et s’affaire à des travaux d’aiguille pour aider financièrement ses parents ; elle excelle en particulier à la broderie anglaise. Surtout, elle se fait porter des livres de la bibliothèque paroissiale, qu’elle lit et relit.

Elle écrit, aussi, ou dicte à des proches quantité de textes spirituels, dont certains ont été publiés (*La Douloureuse Passion du Sauveur*, en 2011, et son *Journal*, en 2013, par les Foyers de charité). Marthe commence ainsi à verser dans la vie mystique. Une manière, peut-être, de garder espoir face à son corps qui s’étiole. Malgré de brèves périodes de rémission, les symptômes sont de plus en plus inquiétants : elle peine à déglutir ; sa vue elle-même est atteinte.

En 1921, la Vierge lui serait apparue pour la première fois. « *Maman chérie est là* », aura-t-elle coutume de dire lors des nombreuses visions mariales dont elle affirmera être gratifiée. Car le surnaturel s’invite de plus en plus dans son quotidien. Paralysée à partir de 1929, aveugle, elle ne quitte plus son lit, ne dort plus, ne mange plus, ne s’alimentant que d’une nourriture toute céleste : une hostie hebdomadaire, donnée le mercredi. Chaque vendredi, elle revit la Passion du Christ : elle reçoit les stigmates de son martyre, des larmes de sang coulent sur ses joues tandis que Jésus lui transmet des messages, dont elle se fait le porte-voix. « *C’est Lui et rien que Lui toujours qui parle et agit par moi* », soutient Marthe Robin.

Tel est, du moins, son discours, ainsi que celui de la plupart de ses biographes, au premier rang desquels le père Finet : « *La Sainte Vierge lui apparaissait tous les vendredis deux heures, et le samedi et le dimanche, au moins quatre heures par semaine* », assurera-t-il lors de l’enquête en béatification. Marthe est à ce point connectée au divin que le Christ lui aurait dit : « *Je te confirme pour mon épouse bien-aimée et ma corédemptrice dans l’œuvre du salut*. »

Au sein de sa propre famille, c’est la perplexité. On tente de taire l’affaire, qui ne tarde néanmoins pas à s’ébruiter. Les habitants du bourg, craignant la jeune femme atteinte d’un mal contagieux, préfèrent éviter la ferme des Moilles. En 1928, deux capucins de passage dans la région lui rendent visite à La Plaine. Venu de Marseille, le père Marie-Bernard la qualifie d’abord de « *grande sainte* », et l’invite en 1930 à devenir laïque consacrée – un statut particulier dans le catholicisme, engageant à vouer sa vie à Dieu sans pour autant entrer dans les ordres. Le religieux prend ensuite ses distances avec elle : « *Attachement à l’argent, attachement à sa personne, recherche de la gloriolo* (...). *N’était-elle pas hystérique ? Bien des symptômes me le faisaient croire…* », s’interroge-t-il dans une lettre.

EN 1921, LA VIERGE
SERAIT APPARUE POUR
LA PREMIÈRE FOIS
À MARTHE ROBIN.
« MAMAN CHÉRIE EST
LÀ », AURA-T-ELLE
COUTUME DE DIRE



Marthe Robin, dans sa chambre, à Châteauneuf-de-Galaure (Drôme), vers 1935. LES FOYERS DE CHARITÉ

Marthe vit isolée dans l’obscurité de sa chambre – la lumière lui fait mal aux yeux. Personne ne parierait alors que les foules se bousculeront un jour à son chevet. La malade, elle, se résout à accepter son sort. Dans son for intérieur, elle décide de transmuter sa souffrance en joie, de faire de sa maladie quelque chose de grandiose. « *Quelle ascension Dieu a opérée en moi ! Mais que de soubresauts de cœur, que d’agonie de volonté il faut pour mourir à soi !* », s’épanche-t-elle.

De fait, le vent finit par tourner en sa faveur. Sa réputation de piété parvient à Lyon, à moins de 100 kilomètres de là. Elle reçoit les visites d’une dévote lyonnaise, Emilie Blanck, et d’un jésuite, Albert Valensin, élogieux à son égard. En février 1936 survient la rencontre décisive avec le père Finet, venu lui aussi de Lyon. Il ne va pas tarder à prendre la relève de l’abbé Faure, le précédent directeur spirituel de Marthe, qui se sent incomprise de ce clerc bourru.

UN BINÔME SE TROUVE

Tout sépare la petite paysanne drômoise du père Finet, prêtre de 37 ans issu d’une famille de la très haute bourgeoisie. Emilie Blanck se charge des présentations, tandis que le père Valensin se veut rassurant : « *Marthe Robin : Catherine de Sienne* [éminente sainte du XIV^e siècle] ! *Vous n’avez pas à hésiter une minute avec Marthe Robin. Elle ne vous trompera pas, elle ne vous trompera jamais.* » A l’issue d’un rendez-vous où il est question de la Vierge, du rôle qu’ils envisagent pour les laïcs dans l’Eglise, et de cette « Pentecôte d’amour » qu’ils appellent de leurs vœux, Georges Finet ressort très marqué par la personnalité de cette infirme atypique, qui lui enjoint de venir prêcher des retraites spirituelles à Châteauneuf. « *Dieu le veut !* », lance-t-elle.

Le 24 juillet 1936, il assiste pour la première fois à une « Passion » de la jeune femme. Lors de ses extases, elle se trouve inconsciente, avec une respiration minimale : « *Marthe était pendant deux heures dans un état de déréliction totale où elle voyait le Ciel s’enfuir devant elle parce qu’elle portait mystiquement le péché du monde*, décrit un autre religieux, le père Pierre Vignon, qui l’a bien connue, dans son livre *Marthe Robin en vérité* (Arège, 2021). *Au bout de cette période extrême-*

ment douloureuse, l’apôtre Jean intercédaît auprès de la Vierge Marie qui intercédaît à son tour auprès du Christ. Le Père du Ciel lui redevenait proche à ce moment-là, ce qui signifiait que les péchés étaient expiés et pardonnés. Pendant les deux heures suivantes, Marthe, relevée dans une sorte de lévitation, entraînait dans un dialogue avec la Vierge Marie. »

Si Georges Finet ne voit ni n’entend la Vierge, il est subjugué par la scène. Sans compter que la jeune femme a relayé dans un de ses écrits une parole du Christ lui promettant la venue à ses côtés d’un « *apôtre d’une très grande influence* », que « *de tout temps Dieu avait choisi* » pour mener à bien la régénération « *du monde tout entier* ». « *Il ne pourra jamais rien faire sans toi, ni loin de toi* », aurait poursuivi Jésus. D’évidence, le binôme s’est trouvé, au point de constituer deux faces d’une même pièce. Ensemble, ils accompliront leur grand œuvre, les Foyers de charité. Ils élaboreront un projet politique pour la France – nous y reviendrons. « *L’impulsion venait de Marthe, la réalisation venait du père Finet* », confirmera un témoin. Le prêtre sera, jusqu’à 1981, le seul à posséder la clé de sa chambre, où elle est enfermée à double tour pendant ses Passions ; le seul, aussi, à être capable de la relever après ses extases.

Un après-midi de février 1981, l’abbé Finet découvre Marthe Robin inanimée, gisant au pied de sa couche. La pièce est en désordre : chaises renversées, coussins éparpillés. Sous l’armoire, une cuvette contenant du méléna (un mélange de sang et d’excréments), et des feuilles de papier journal froissées ayant servi à l’essuyer. Marthe, visage d’épouvante et corps glacé, a des chaussons usagés aux pieds – elle qui n’était pas censée sortir du lit. Le clerc appelle à l’aide, replace son ouaille dans son lit, a l’impression d’entendre Marthe lui dire : « *Il m’a tuée* ». Comprendre : le diable. Après avoir affirmé, confiant, « *le démon l’a tuée, la Sainte Vierge va nous la rendre* », Georges Finet prie, la fait réchauffer. Il lui faudra plusieurs heures pour admettre son décès. Témoin de la scène, le père Colon souligne : « *Il était très étonné qu’elle soit morte comme cela, sans lui avoir demandé la permission de mourir.* » ■

VIRGINIE LAROUSSE

Prochain épisode. Une nouvelle Jeanne d’Arc

L'HOMME ET L'ARTISTE
MARA GOYET



Sarah et tout le tralala

La tournée mondiale de Sarah Bernhardt se termine à Moscou. Et, avant même son arrivée, Tchekhov n'en peut plus : la sarahmania l'exaspère. Qu'on ne compte pas sur lui pour être influencé par la folie collective qui s'empare de la ville. En tant que critique, il sera intraitable : il la jugera sur son art. Uniquement. Cela ne va pas être facile tant il est déjà, a priori, excédé. Dans son article publié dans *Le Spectateur*, le 30 novembre 1881, il ne tarit pas de sarcasmes sur l'actrice qui a visité les « deux pôles, sa traîne ayant sillonné en long et en large les cinq continents, parcouru les océans » ; sur cette légende qui « traversa en train des forêts en flammes, combattit des Indiens et des tigres » ; sur les Américains qui auraient bu tout « le lac Ontario dans lequel s'était baignée Sarah Bernhardt ».

Il est agacé, aussi, par la cohue folle aux abords de la gare où elle doit arriver : « Moscou se tenait sur l'estrade », « Deux jours plus tôt [elle] ne connaissait que sept merveilles, et aujourd'hui il ne s'écoule pas trente secondes sans que l'on ne parle de la huitième ». « On oublie le mauvais temps, les mauvais trottoirs, les belles-mères et les dettes. » Tout cela lui semble une forme d'« aliénation primitive ».

L'écrivain le répète cependant, sans réelle conviction : il critiquera la comédienne « de la plus stricte manière ». « Nous regardons Sarah Bernhardt sans sourciller, la dévisageant et nous efforçant à tout prix de découvrir en elle autre chose qu'une artiste talentueuse. »

Leabeur et artificialité

Dans un second article, publié après une représentation au théâtre, son irritation s'accroît encore : « Chaque soupir de Sarah Bernhardt, ses larmes, ses convulsions suprêmes, tout son jeu, tout cela n'est rien de plus qu'une leçon impeccablement et intelligemment retenue. » Tout, chez elle, selon lui, n'est que réflexion, leabeur, artificialité et travail. Le public moscovite se montre, lui aussi, peu enthousiaste lors de la représentation. Non parce qu'il serait, pour reprendre les mots de Tchekhov, constitué d'ours qui n'ont rien compris. Mais, bien au contraire parce qu'il est « le public le plus exigeant » du monde.

Il faut dire que la technique bernhardtienne est à l'exact opposé de l'art théâtral de l'auteur de *La Cerisaie*. La virtuosité travaillée, surjouée et démonstrative de l'actrice semble complètement incompatible avec le naturel, l'humour, la simplicité apparente du dramaturge russe.

Tchekhov est-il néanmoins injuste ? Son jugement a-t-il été parasité par tout ce qui entoure la comédienne ? N'a-t-il pas été dupé par sa volonté de ne pas se laisser bernier ? Je crois qu'en la matière il faut se méfier. A la manière de Tchekhov, j'ai jadis rejeté la bruelmania et son cortège de « Patriiïick ». Je n'ai pas voulu adhérer. J'étais un public réticent. Et me voilà, à plus de 50 ans, à chanter mélancoliquement ses vieux tubes d'antan.

Comme quoi, échapper à une aliénation primitive ne vous préserve en rien d'aliénations tardives. Et définitives. ■

Mara Goyet est écrivaine et professeure de collège

Prochain épisode *L'Aigle et la poule*

Les nouveaux aventuriers du streaming

Un monde de pirates – 15 – A l'ombre des géants du piratage prolifèrent des plateformes modestes, souvent administrées par de jeunes amateurs décidés à diffuser films et séries

Dans son collège de Saint-Etienne, @Fidel – c'est l'un de ses pseudonymes en ligne – a les préoccupations classiques d'un élève de 3^e. En cette fin d'année scolaire, il prépare son brevet et se rassure en repensant à l'excellente note (90/100) obtenue en maths à l'examen blanc. Pour décompresser, cet adolescent de 15 ans est l'un des rares de sa bande à faire du badminton sur son temps libre. Ses amis, au collège, s'adonnent plutôt au jeu vidéo *Roblox*. Et, s'il arrive que @Fidel reste lui aussi rivé plusieurs heures par jour devant l'écran de son ordinateur portable, dans sa chambre, ce n'est pas pour jouer : depuis l'appartement familial, il gère un site de streaming illégal.

Sur ce site – appelons-le « Vizix » (le nom a été modifié) –, les internautes français peuvent consulter des milliers de films et de séries piratés, sans avoir besoin de les télécharger. Dans un lecteur qui ressemble à ceux de YouTube ou de Dailymotion, les vidéos s'y chargent en langue française ou en VO sous-titrée, souvent en très bonne qualité. L'essentiel provient de plateformes payantes (Netflix, Prime Video ou Disney+), mais on y trouve quelques films encore à l'affiche : *Minecraft*, *Mission : Impossible* et *Lilo et Stitch* compaient dans les « tendances » du mois de mai. Seule contrainte : chaque vidéo est précédée d'une pub. Des « réclames » qui peuvent se désactiver grâce à un abonnement de 2 euros par mois.

Vizix, que @Fidel gère avec son copain @MistikSobu, n'est qu'un exemple parmi les innombrables sites de streaming illégal, dont les noms changent fréquemment. Introuvables sur Google, leurs adresses circulent de bouche à oreille, ou de smartphone en smartphone. De tels sites étaient fréquentés par plus de 5 millions de personnes, chaque mois, en France en 2024, selon l'Association de lutte contre la piraterie audiovisuelle.

Avec ses quelques milliers de visites par jour, l'audience de Vizix peut paraître modeste. Elle reste cependant une source de fierté – et de revenus – pour ses fondateurs. « On n'est pas un grand réseau de cybercriminels, juste deux collégiens qui font un truc pour s'amuser », assure @Fidel, soucieux de préserver son anonymat.

Flyers et film d'horreur

Tout commence en 2024. @MistikSobu, que l'adolescent stéphanois connaît depuis l'école primaire, lui montre, en cours de techno, comment il bidouille la messagerie Discord, l'une des grosses applications de discussions en ligne pour les adolescents geeks, afin d'y diffuser des films et séries piratés. Séduit, @Fidel propose son aide.

Un an plus tard, les voici à la tête du site en question, développé à l'aide d'un logiciel d'intelligence artificielle (IA) et d'outils trouvés sur d'autres sites illégaux. « Je l'ai lancé avant tout pour le plaisir personnel et le défi technique. Mais, très vite, c'est aussi devenu une façon d'aider les autres », raconte @MistikSobu, pour lequel l'usage de l'IA est si naturel qu'il s'en sert même pour rédiger automatiquement certaines de ses réponses aux questions du *Monde*.

Pour faire connaître leur plateforme, les deux compères s'improvisent publicitaires. Dans le dos d'un de leurs professeurs, ils impriment une centaine de flyers, distribués ensuite aux autres élèves ou punaisés dans diverses salles du collège. Leur plus gros « coup » ? Le film d'horreur *Terrifier 3*. En octobre 2024, alors que cette production américaine interdite aux mineurs sort dans les salles, @Fidel et @MistikSobu ont l'intuition que beaucoup de jeunes de leur âge chercheront



JEAN-LUC NAVETTE

tout de même à la voir, et qu'il faut donc se la procurer pour Vizix.

@MistikSobu commence par télécharger le film en anglais sur un autre site illégal. Puis il y ajoute des sous-titres français générés grâce à un logiciel d'IA. Une fois leur version de *Terrifier 3* mise en ligne sur Vizix, où il est désormais visible en deux clics pour un public francophone, ils se chargent d'en faire la publicité. Sur TikTok, ils guettent les vidéos évoquant ce film et proposent, dans les commentaires, un lien vers leur site. C'est un succès : plus de 5 000 personnes rejoignent, en quelques jours, le salon consacré à Vizix sur Discord. Au fil du temps, les visiteurs finissent par composer une véritable communauté d'habitues. A l'image d'Alex (il a requis l'anonymat), 28 ans, assistant d'éducation dans un collège de la région parisienne : son « premier réflexe », quand un film ou une série l'intéresse, est désormais de vérifier s'il est disponible sur Vizix.

@Fidel est plutôt à l'aise avec son activité. Selon lui, « une bonne partie de

l'école » connaît son implication dans Vizix. Dont les professeurs : alors que l'une d'entre eux cherchait, en vain, un film sur YouTube, il lui a suggéré d'utiliser plutôt son site. Résultat, la classe a pu passer la dernière heure de l'année à regarder *Jumanji*. Un jour, une autre enseignante l'a surpris alors qu'il travaillait sur l'interface de son site dans une salle informatique du collège. « Elle était impressionnée, elle a trouvé ça génial », se réjouit-il.

11 000 personnes sur Discord

Les compliments affluent aussi sur le salon Discord de Vizix : « Merci, vous êtes des cracks, vous sauvez la vie à plein de gens », pouvait-on lire, le 8 juin, sous la plume d'un utilisateur. « Meilleur site de streaming que j'aie pu voir. (...) Le staff est au top, je recommande », écrit un autre, un peu plus loin. Aujourd'hui, 11 000 personnes s'y retrouvent chaque jour, cachées derrière des pseudos. Elles y signalent les bugs du site et les problèmes rencontrés pendant un visionnage, ou demandent aux administrateurs d'y ajouter tel ou tel programme – la plupart du temps, des séries d'animation asiatiques ou des films grand public. @Fidel et @MistikSobu assurent le service après-vente, se relaient pour répondre aux requêtes, annoncent les nouveautés à venir.

La jeunesse de nos interlocuteurs, couplée aux retours enthousiastes et à l'indulgence de certains adultes, explique-t-elle leur naïveté face aux risques encourus ? En gérant un tel site, l'équipe derrière Vizix se rend coupable d'un délit de contrefaçon (articles L.335-3 et 335-4 du code de la propriété intellectuelle), qui sanctionne la représentation ou l'exploitation sans autorisation d'une œuvre protégée. Le tout dans un contexte où le piratage des

films et des séries a un impact important sur le secteur de la création. Selon le dernier bilan de l'Arcom, le manque à gagner de l'audiovisuel français lié au phénomène s'élevait à 1,2 milliard d'euros en 2023. Contre cela, le « gendarme » de l'audiovisuel en France, responsable de la lutte contre le piratage en ligne depuis 2022, lance fréquemment des opérations de blocage, qui se focalisent sur les sites les plus connus et consultés.

Comme tous les sites de faible envergure du genre, Vizix est passé jusqu'ici entre les mailles du filet, aidé en cela par le fait que sur des plateformes comme Discord et Telegram, où s'organisent ces communautés, la modération de contenus et les signalements aux autorités sont notablement limités. « Je ne me suis jamais trouvé dans l'illégalité en faisant ça », répond @Fidel quand on lui parle du statut hors-la-loi de Vizix. A ce jour, il n'a tout de même pas informé ses parents de ses activités. « Ma famille ne dirait probablement rien, ajoute prudemment @MistikSobu. Nous n'hébergeons aucun contenu nous-mêmes. On se contente d'intégrer des lecteurs vidéo hébergés ailleurs. »

Reste que la petite équipe perçoit de l'argent grâce à ces vidéos : quelques centaines d'euros par mois, reçues notamment grâce à une régie publicitaire installée à Chypre, qui leur verse leurs revenus sous forme de cryptomonnaies. Pas de quoi, cependant, rouler sur l'or. @Fidel et @MistikSobu assurent au *Monde* que cet argent de poche sert avant tout à financer l'hébergement de Vizix. ■

MICHAËL SZADKOWSKI

Prochain épisode *Les « bibliothèques de l'ombre », pour la science*

L'hommage de Pink Floyd à son « diamant fou » Syd Barrett

« Les 50 ans de “Wish You Were Here” » – 1/5 – En 1975, la sortie de cet album du groupe britannique est un tournant dans l’histoire du rock, et une étape décisive pour ses membres, encore marqués par l’éviction de leur leader historique

À u mitan des années 1970, la mort de ces bluesmen noirs américains dans les deux États de Caroline passa inaperçue. Le premier, Pinkney « Pink » Anderson, lâcha sa guitare le 12 octobre 1974. Il fut suivi, le 9 mai 1976, par Floyd Council, lui aussi victime d’une crise cardiaque. Ces représentants du Piedmont blues – du nom d’une microrégion de la chaîne des Appalaches – ne s’étaient sans doute jamais rencontrés, mais leurs prénoms sont pourtant indéfectiblement liés.

Pink Floyd. C’est ainsi que s’était baptisé, une dizaine d’années plus tôt, un groupe de quatre jeunes Britanniques épris de blues et de rhythm’n’blues. A l’époque, en 1965, ils étudiaient l’architecture ou les arts plastiques à Londres. Deux d’entre eux, le chanteur et guitariste Roger (surnommé « Syd ») Barrett et le bassiste Roger Waters, avaient noué une amitié du temps où ils étaient collégiens, à Cambridge.

Dix ans plus tard, la popularité de Pink Floyd égale celle des Beatles, désormais séparés, et des Rolling Stones. Au point que la parution du neuvième album du groupe, le 12 septembre 1975, est l’événement discographique de l’année. Il a pour titre *Wish You Were Here* – « Si seulement tu étais là » –, et c’est peu dire que les fans se sont manifestés à l’approche de la mise en vente.

En Grande-Bretagne, la maison de disques EMI, qui le commercialise sous son label Harvest Records, a même dû informer les magasins que la moitié seulement des précommandes pourraient être honorées. En dépassant les 15 millions d’exemplaires, *Wish You Were Here* terminera l’exercice en tête des ventes mondiales, devant trois futurs classiques du hard rock – *Physical Graffiti*, de Led Zeppelin, *Toys in the Attic*, d’Aerosmith, et *Alive!*, de Kiss.

La domination de Pink Floyd a été établie, deux ans plus tôt, par le triomphe de l’album précédent, *The Dark Side of the Moon*. En 1973, nul terrien n’échappe à la célébrité-pochette, un prisme noir triangulaire réfractant une lumière blanche en six couleurs, ni au dégoût du capitalisme exprimé par le tube *Money*, qui débute par un dialogue entre une caisse enregistreuse et une guitare basse. Le texte est signé par le parolier Roger Waters, fidèle aux idéaux socialistes d’un père mort lors de la campagne d’Italie, en 1944.

Après un tel succès, Pink Floyd, qui a fait du thème de l’aliénation la matrice de son univers, se retrouve donc dans une position bien paradoxale: *The Dark Side of the Moon* est devenu l’album le plus vendu de l’histoire de la musique enregistrée, une distinction qu’il conservera jusqu’à la parution, en 1980, de *Back in Black*, d’AC/DC. La pression est maximale pour *Wish You Were Here*, et Roger Waters vit mal cette situation.

« Au fait, lequel est Pink ? »

Il y répond avec ses armes habituelles, l’agressivité et la provocation. Comme single du nouvel album est choisi le titre le plus court et le plus rock, *Have a Cigar* (« prends un cigare »). Chanté par un invité, Roy Harper, un collègue du label Harvest Records rétif aux concessions commerciales, ce morceau s’inscrit dans la veine de *Money*. C’est une charge ironique contre l’industrie du disque, compilant des expressions utilisées par les décideurs du métier à l’attention des artistes: « Tu dois sortir un autre album/Tu le dois au public », « T’as vu les classements ? Un sacré démarrage »... Le but de la manœuvre est éventé dans le refrain: « *Riding the gravy train* » (« exploiter le filon »).

Dans ce déballage de cynisme, Waters fait aussi allusion aux débuts de son collectif: « Le groupe est génial/Je le pense vraiment/Au fait, lequel est Pink ? » La question, absurde, a été posée autrefois aux membres du groupe dans les locaux de leur maison de disques, par des professionnels persuadés que Pink Floyd étaient une seule et même personne. Elle est pourtant moins stupide qu’on ne le pense.

Car en 1975, celui qui a été le leader de Pink Floyd, Syd Barrett, est parti – dans tous les

De gauche à droite : Nick Mason, Syd Barrett, Richard Wright et Roger Waters, qui formaient alors le groupe Pink Floyd, photographiés lors de leur passage à l’émission « Top of the Pops », à la BBC (Royaume-Uni), en 1967.

HARRY GOODWIN/BBC
PHOTO ARCHIVE



sens du terme – depuis sept ans déjà. Ses absences physiques et psychiques – aggravées par une consommation massive de LSD – ont entraîné le recrutement d’une doublure, le guitariste et chanteur David Gilmour. Puis Barrett a fini par être évincé, et ses tentatives en solo se sont soldées par un naufrage complet. Il s’est alors retiré de la vie publique jusqu’à sa mort, en 2006, à l’âge de 60 ans.

« Théoriquement, Syd a été viré », confiait en 2001 au *Monde* Peter Jenner, qui fut le premier manager du groupe avec son partenaire Andrew King. *Mais s’il ne l’avait pas été, Pink Floyd n’aurait pas pu continuer. On a pourtant essayé de le garder. Pink Floyd a compté temporairement cinq membres: comme il était devenu imprévisible sur scène, Syd était censé être suppléé par David Gilmour. On a aussi imaginé qu’il pourrait rester chez lui pour écrire des chansons pendant que le groupe serait en tournée, comme les Beach Boys l’ont fait avec Brian Wilson. La décision finale n’a pas été agréable à prendre. Il devenait de plus en plus difficile de travailler avec lui, à mesure qu’il s’enfonçait dans l’autodestruction. »*

Ses camarades ont-ils mauvaise conscience ? Ils n’ont en tout cas pas oublié que c’est grâce à Syd Barrett que le groupe s’était fait connaître, en 1967, dès son premier album, *The Piper at the Gates of Dawn* (« le joueur de flûte aux portes de l’aube »), dont il avait écrit et chanté la quasi-totalité des titres. Ils lui doivent aussi le nom de Pink Floyd. Barrett avait relevé les identités de

Pink Anderson et de Floyd Council, les bluesmen américains, dans le texte de présentation d’une anthologie publiée en 1962, consacrée à Blind Boy Fuller, un autre musicien, plus réputé, de Piedmont blues. Il est donc peu probable qu’il ait entendu les voix d’Anderson et de Council.

Avant de créer Pink Floyd avec Roger Waters, le pianiste et organiste Richard Wright et le batteur Nick Mason, Barrett avait nommé ses deux chats Pink et Floyd. Le biographe du groupe, Mark Blake, précise dans *Pigs Might Fly. L’histoire cachée de Pink Floyd* (Tournon, 2008) qu’il a fourni un jour une autre explication étymologique: le nom de « Pink Floyd » lui aurait été « transmis par une soucoupe volante alors qu’il méditait sur des lignes convergentes d’énergie psychique... ». La version convient mieux à la musique cosmique du groupe.

Isolé dans la cave de sa mère

Le souvenir de « Barrett le lunatique » hante la chanson *Brain Damage* (« lésion cérébrale ») écrite par Roger Waters pour *The Dark Side of the Moon*. Dans *Wish You Were Here*, il serait plus prégnant encore dans une élégie symphonique qui lui serait explicitement dédiée. Interprétée pour la première fois le 18 juin 1974 au Parc des expositions de Toulouse, l’œuvre est née d’un arpège de quatre notes obsédantes – si bémol, fa, sol grave, mi – que David Gilmour a fait jaillir du manche de sa « Black Strat » (une guitare électrique Fender Stratocaster noire), dans un studio de répétition londonien. Le motif a intrigué Roger Waters et lui a inspiré des paroles adressées à un « *diamant fou* », à la fois « *peintre, flûtiste, prisonnier* », « *pris entre les feux croisés de l’enfance et de la célébrité* ». Les fans reconnaîtront aussitôt Syd Barrett.

« Le thème de la schizophrénie traverse les albums de Pink Floyd, de *The Dark Side of the Moon* à *Wish You Were Here*, *Animals* et *The Wall*. Mais seule la chanson *Shine On You Crazy Diamond* (« brille encore, diamant fou ! ») a été volontairement écrite en hommage à Syd », précisera Roger Waters, interrogé par *Le Monde* en 2006. Composée de neuf parties, d’une durée totale dépassant vingt-six minutes, elle sera scindée en deux pour ouvrir et refermer *Wish You Were Here* et imposer le thème de la disparition (« personne ne sait où tu es »). Dans le documentaire de John Edginton *The Story of Wish You Were Here* (2012), Waters ajoute que ce « blues en sol mineur » exprime à la fois son « admi-

ration pour le talent » de Barrett et son « chagrin d’avoir perdu un ami ». Plus « universel », le reste du disque évoque le fait de ne « pas être vraiment là », ce qui était la situation de Pink Floyd, perdu sur la face cachée de la Lune...

Le 5 juin 1975, alors qu’est finalisé le mixage de *Shine On You Crazy Diamond*, un étrange visiteur erre dans les studios londoniens d’EMI, bientôt renommés « Abbey Road », en hommage à l’album des Beatles qui les a rendus mondialement célèbres. Vêtu d’un imperméable, il a rasé son crâne, mais aussi ses sourcils. Dans le studio 3, chacun s’interroge sur cet individu replet, jusqu’à ce que David Gilmour reconnaisse l’ami qu’il a tenté d’aider cinq ans plus tôt en produisant, au même endroit, son deuxième et ultime album solo : Syd Barrett.

La vision de sa métamorphose provoque des larmes. L’intrus aurait proposé son aide, cherché vainement sa guitare, puis se serait occupé en se brossant machinalement les dents. L’été précédent, Barrett avait passé trois jours à Abbey Road pour tenter d’y enregistrer. En pure perte. « Travailler avec lui, c’était essayer de sauver un homme de la noyade », avait conclu Peter Jenner, devenu son manager.

A l’exception de Roger Waters, qui l’aperçut incidemment achetant des bonbons dans un grand magasin, ce fut la dernière fois que les musiciens de Pink Floyd virent leur « diamant fou ». Syd Barrett devait bientôt retourner à Cambridge et s’isoler dans la cave de sa mère. Aucun membre de son ancien groupe ne se rendit à ses obsèques. On découvrit à sa mort que ce pionnier du psychédéisme britannique s’était lancé dans la rédaction d’une « Histoire de l’art » – inachevée – et n’écoutait que du jazz, surtout celui de John Coltrane, dont les improvisations l’avaient incité à s’affranchir des conventions du rock.

On ne trouva à son domicile aucun exemplaire de *Wish You Were Here*, album dont il est le fantôme et qui représente pour le biographe Mark Blake « la quintessence de ce qu’était alors la musique de Pink Floyd, dans toute sa splendeur disloquée : un glacier noir au creux duquel la vie s’était figée ». Cinquante ans plus tard, sa beauté mélancolique orchestrant l’absence au monde reste immaculée. ■

BRUNO LESPRIIT

Prochain épisode La face cachée du succès de Pink Floyd

Nayla Glaise La France, seul pays européen à s'opposer aussi durement au télétravail

Pour le patronat français, la vie personnelle doit être assujettie aux exigences de l'entreprise, assure la syndicaliste et présidente d'Eurocadres, qui déplore la régression des droits qui régissent ce mode de travail

Une petite musique venue des Etats-Unis s'est glissée dans les couloirs des entreprises françaises : «*Fin du télétravail, cohésion de groupe, productivité.*» Mais ce refrain ne convainc pas les télétravailleurs, qui y opposent leur droit de veto. En octobre 2024, Ubisoft, éditeur de jeux vidéo, a connu la première grève de sa jeune histoire. Près d'un quart des effectifs *[entre 700 et 1 000 salariés sur les 4 000 que compte l'entreprise en France]* s'est mobilisé pour protester contre le retour forcé au bureau.

Le 3 juillet, c'est la Société générale qui a dû faire face à l'opération «*Tous sur site !*», menée par l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT. Initiative qui a conduit à la saturation des locaux. Illustration par l'absurde des contradictions patronales. Les télétravailleurs étaient invités à rejoindre, en nombre, le site de la Défense, dans les Hauts-de-Seine, incapable d'accueillir 100 % des effectifs. En cause : la réduction des espaces de travail et du loyer, obtenue... grâce au télétravail.

De fait, depuis la crise sanitaire, les salariés ont adopté le télétravail pour mieux articuler temps de vie professionnelle et personnelle. Plus exactement : adapter le temps de vie professionnelle au profit de la vie personnelle. Une logique que les directions d'entreprise n'avaient pas prévue et qu'elles rejettent largement.

Le patronat français reste fidèle à une culture d'entreprise dans laquelle la vie personnelle doit être assujettie aux exigences de l'entreprise, et non l'inverse. En novembre 2023, malgré presque quatorze mois de négociations, le Medef, via Business Europe *[un lobby qui représente les associations patronales]*, a ruiné l'espoir d'obtenir une directive européenne sur le télétravail et le droit à la déconnexion. Le texte européen, pourtant soutenu par les employeurs du secteur public, contenait des avancées majeures, dont la négociation collective avec les syndicats, la garantie du droit à la déconnexion et l'évaluation des risques liés au télétravail.

Recul de droits acquis
Le processus législatif sur cette directive a récemment repris, après un an de suspension. La Commission européenne doit s'engager à défendre une directive ambitieuse. Rappelons que le télétravail concerne 22 % des travailleurs dans l'Union européenne en 2023, selon Eurostat, et qu'il n'existe pas, parmi les pays européens, d'opposition aussi frontale et unilatérale que

Nayla Glaise est la présidente d'Eurocadres, organisation syndicale européenne représentant plus de 5 millions de cadres. Elle est également membre de l'Ugict-CGT et négociatrice de l'accord national interprofessionnel de 2020 et de l'accord européen

«**CONTRAIREMENT AUX CLICHÉS, LE TÉLÉTRAVAIL NE TRADUIT PAS UN DÉSENGAGEMENT, MAIS UNE ADAPTATION À DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DÉGRADÉES**»

celle de la France. En 2020, lors de la négociation interprofessionnelle, le Medef s'est opposé à toute avancée. Il est à l'origine du recul de droits acquis en 2005, notamment l'obligation d'un avenant au contrat de travail. Alors que le télétravail a été massivement utilisé durant la pandémie pour éviter l'effondrement des chiffres d'affaires, les injonctions à revenir au bureau suscitent une incompréhension légitime.

Rupture de confiance
Contrairement aux clichés, le télétravail ne traduit pas un désengagement, mais une adaptation à des conditions de vie et de travail dégradées. Deux réalités expliquent cette aspiration. D'une part, la difficile intégration des nouvelles générations dans le monde du travail, avec un niveau de vie en berne face à la flambée des loyers. D'autre part, la dégradation des conditions de travail sur site. Flex office *[sans bureau fixe]*, bruit, management autoritaire et vertical sont autant de facteurs de stress, d'anxiété et de burn-out. Le télétravail permet d'y échapper. Une étude du ministère du travail, publiée en novembre 2024, souligne que les télétravailleurs sont globalement en meilleure santé que les autres salariés.

A l'inverse, le discours patronal sur une prétendue baisse de productivité n'est appuyé par aucune étude sérieuse. Dans une période où un arrêt de travail long sur deux pour troubles psychiques concerne une personne de moins de 40 ans, selon le datascope d'Axa en 2025, priver, sans fondement, les télétravailleurs d'une organisation bénéfique pour leur santé est vécu comme une rupture de confiance. C'est la démonstration flagrante d'une radicalité patronale qui privilégie contrôle et profit, au détriment de la qualité de vie des salariés.

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT et Eurocadres continuent de défendre des directives européennes sur le télétravail et le droit à la déconnexion, et alertent aussi sur les risques psychosociaux, qui poussent les salariés à fuir des environnements délétères. ■

UKRAINE : ÉVITER LE PIÈGE DE L'ALASKA

ÉDITORIAL

Pour la première fois depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, il y a trois ans et demi, le président des Etats-Unis, Donald Trump, et son homologue russe, Vladimir Poutine, doivent se rencontrer, vendredi 15 août, en Alaska. L'enjeu de ce sommet est considérable. Quelle peut en être l'issue ? Kiev et ses alliés européens sont sceptiques. Ils ont tout lieu de l'être.

M. Poutine a plusieurs raisons de se réjouir de la perspective du sommet bilatéral, le premier depuis 2018. Il sort de l'isolement diplomatique dans lequel l'a confiné le mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre. Il est traité en leader d'une grande puissance, sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis. Il a

réussi – pour l'instant – à écarter le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, qu'il n'a rencontré qu'une fois, à Paris, en 2019, et dont il garde un très mauvais souvenir.

L'ultimatum posé à la Russie par le président Trump et la menace de nouvelles sanctions dont il était assorti sont levés grâce à ce sommet. Le chef du Kremlin sait Donald Trump pressé d'afficher un cessez-le-feu en Ukraine et pense avoir là, s'il manœuvre bien, une occasion d'obtenir par la voie diplomatique ce qu'il ne parvient toujours pas à réussir militairement : la domination, au moins partielle, de l'Ukraine.

Qu'il s'agisse de l'administration Biden ou de celle de Trump, les Européens ont toujours été traités en quantité négligeable dans cette affaire, alors même que c'est la sécurité de leur continent qui est en jeu. Il se trouve que, aujourd'hui, ce sont eux qui fournissent la majorité de l'aide financière et militaire à l'Ukraine. Le vice-président américain, J. D. Vance, a même déclaré dimanche 10 août sur Fox News qu'il n'était plus question que le contribuable américain finance la défense de l'Ukraine.

M. Zelensky a donc appelé les dirigeants européens à la rescousse dès l'annonce du sommet de l'Alaska. Les principaux d'entre eux ont réagi en exigeant la participation du président ukrainien à toute tentative de règlement du conflit et en rappelant quelques principes de base, qui établissent une

sorte de ligne rouge : l'inviolabilité des frontières et, dans l'hypothèse d'un compromis négocié avec l'Ukraine, des garanties de sécurité solides pour Kiev, susceptibles de dissuader Moscou de reprendre son offensive.

En réalité, même s'ils ne sont pas invités au sommet, les Européens ne sont pas exclus du processus. Donald Trump a consulté certains de leurs dirigeants, J. D. Vance a eu une réunion avec leurs représentants, Steve Witkoff, l'envoyé spécial de M. Trump, a répondu à leurs demandes d'éclaircissements sur son cinquième entretien avec M. Poutine le 6 août, qui a été et reste la source d'une grande confusion.

Les choses bougent ; elles vont continuer à bouger d'ici à vendredi. Poutine a saisi l'irritation de Washington, il a noté la pression exercée sur l'Inde et ses achats de pétrole russe, et il ne veut pas rompre avec Trump. Il a donc évité de réitérer à Witkoff ses revendications maximalistes sur la «*dénazification*» et la démilitarisation de l'Ukraine, se limitant aux questions territoriales. Si les Américains sont dupes, les Européens, échaudés, du moins les voix décisives parmi eux, ne le sont pas. Il leur reste trois jours pour convaincre Washington que seule la ligne de la fermeté et de la pression accrue peut amener Vladimir Poutine à une vraie négociation. Le moment est crucial, si l'on veut transformer le piège de l'Alaska en opportunité. ■

Agnès Levallois La guerre à Gaza est politique et n'a pas d'explication militaire

La présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient analyse les déclarations du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, qui a annoncé vouloir prendre le contrôle total de la bande de Gaza

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a annoncé *[jeudi 7 août]* vouloir prendre le contrôle de la bande de Gaza, déjà occupée à 80 %, avec comme objectifs le désarmement du Hamas, le retour des otages, vivants et morts, la démilitarisation de l'enclave, le contrôle sécuritaire israélien dans le territoire et l'établissement d'une administration civile alternative au Hamas et à l'Autorité palestinienne. Que veulent dire ces déclarations, et en quoi représentent-elles une nouvelle étape dans la guerre menée par Israël ?

Le premier constat est que rien n'est dit sur la façon dont ce plan pourrait être appliqué, et qu'après vingt-deux mois d'une guerre impitoyable, l'armée israélienne n'a pas réussi à ramener les otages israéliens capturés par le Hamas, en dépit de considérables moyens militaires mis en œuvre. Les libérations n'ont été possibles que lors de trêves, et obtenues par la négociation. En déclarant vouloir maintenant les ramener vivants ou morts, le cabinet de sécurité a délibérément pris le parti de les sacrifier.

Le ministre des finances, Bezalel Smotrich, a déclaré, le 22 avril, que sauver les otages ne constituait pas «*l'objectif le plus important*» d'Israël dans sa guerre contre le Hamas. Les ministres d'extrême droite qui participent à la coalition gouvernementale sont très clairs à ce sujet, ils veulent la réoccupation de la bande de Gaza. Ils entendent aussi prendre leur revanche après le démantèle-

ment des colonies de ce territoire, qui avait été mis en œuvre par le premier ministre de l'époque, Ariel Sharon *[1928-2014]*, pratiquement vingt ans jour pour jour. Ce point de vue est minoritaire dans le pays, mais le chantage que ces ministres exercent sur le gouvernement en menaçant de démissionner si une trêve était conclue leur donne un poids qui va au-delà de leur représentation politique.

Pression internationale
L'objectif visant à désarmer le Hamas est sans cesse répété. Pourtant, ses capacités militaires ont été en grande partie détruites, et l'ensemble de ses dirigeants ont été tués. Certes, l'organisation dispose encore de moyens rudimentaires et continue à recruter, mais sans pouvoir armer les nouvelles recrues faute de capacités à s'approvisionner. Et, de fait, le territoire est démilitarisé. En revanche, ce que ne pourra pas faire Israël, c'est faire disparaître le mouvement. Un autre élément pour lequel aucune explication n'est donnée est celui de savoir où pourraient aller les Palestiniens de la ville de Gaza. Ils sont environ 1 million, et l'armée devrait les évacuer pour ratisser la zone.

Autre point problématique de ce plan : le futur de la gouvernance de l'enclave. Les autorités politiques israéliennes ont toujours voulu décider de qui devaient être leurs interlocuteurs palestiniens, à l'image de la création de groupes de collaborateurs, les ligues de village, dans les années 1970. Cette stratégie n'a pas fonctionné – et elle est vouée à l'échec, car les Palestiniens qui accepteraient seraient considérés comme des collaborateurs. De même, aucun pays arabe ne se proposera pour l'administrer, et au nom de quoi le ferait-il ? Le combat des Palestiniens est d'obtenir la reconnaissance de leurs droits et de leur souveraineté ; évacuer ce point est un non-sens.

L'analyse de ce plan démontre que la guerre menée à Gaza a une dimension avant tout politique et n'a pas d'explication d'ordre militaire. La position de la haute hiérarchie militaire, et en particulier celle du chef d'état-major, Eyal Zamir, qui a exprimé son opposition à une opération terrestre, va dans ce sens. Ce dernier a même alerté les ministres sur le risque de tomber dans le

piège du Hamas. L'intervention dans des zones à forte densité démographique, où se trouvent probablement les otages, condamne ces derniers.

Le Forum des familles d'otages considère que l'occupation totale de l'enclave signe l'arrêt de mort de ceux qui sont encore vivants. Et d'ajouter : «*La décision du cabinet de lancer le processus d'occupation de la bande de Gaza est une déclaration officielle de l'abandon des otages, tout en ignorant complètement les avertissements répétés de l'échelon militaire et le désir clair de la plupart de l'opinion publique en Israël.*» De plus, l'opération militaire risque de durer des mois, alors que de nombreux réservistes ne veulent plus rejoindre leurs unités et que l'institution est usée.

On peut dès lors se demander si Nétanyahou ne joue pas son va-tout pour échapper aux poursuites judiciaires. D'autant que la pression internationale s'accroît sur lui, avec la démarche du président Macron qui entend reconnaître l'Etat palestinien en septembre, et alors que plusieurs pays, le Royaume-Uni, le Canada, le Portugal, lui ont emboîté le pas. Le jusqu'au-boutisme du gouvernement peut inciter les pays qui hésitaient encore à reconnaître l'Etat palestinien, ce qui isole un peu plus l'Etat hébreu. La décision que vient de prendre l'Allemagne *[vendredi 8 août]* de suspendre les exportations d'armes qu'Israël pourrait utiliser à Gaza démontre l'insupportable de la situation, que même les plus proches alliés dénoncent.

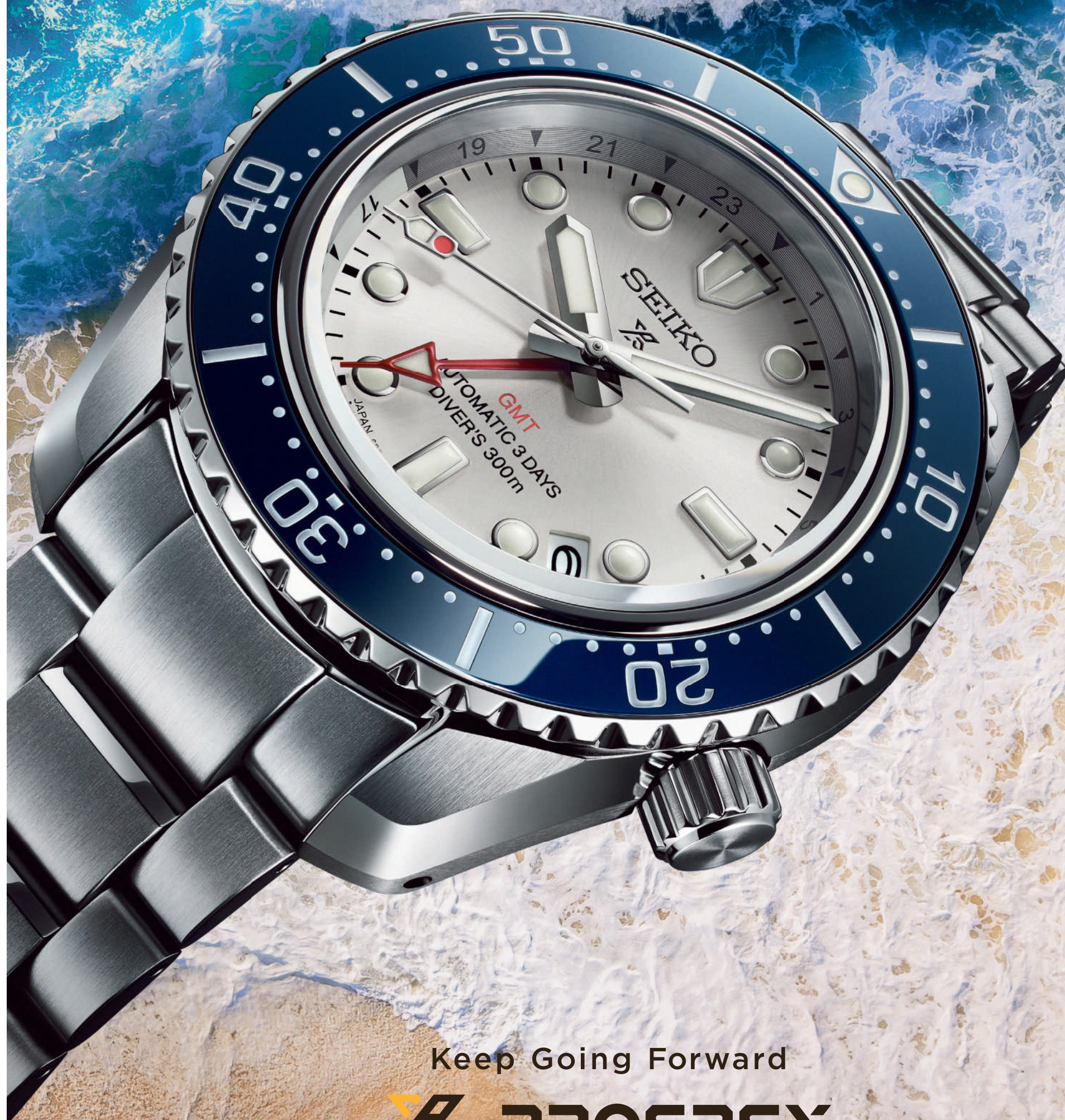
Lorsque le premier ministre est sous pression, il tente une diversion, ce qui lui permet de poursuivre son objectif : faire que la vie des Palestiniens soit à proprement parler invivable et les faire partir de l'enclave. Pendant ce temps-là, les bombes pleuvent sur Gaza, l'aide humanitaire rentre au compte-gouttes quand elle ne tue pas, et la famine fait des ravages. Jusqu'à quand ? ■

Agnès Levallois est présidente de l'Institut de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, autrice du «*Livre noir de Gaza*» (Seuil, 2024)

SEIKO

SINCE 1881

Seiko Diver's Watch
60th
ANNIVERSARY



Keep Going Forward

 **PROSPEX**

Continuez à aller de l'avant

www.seikoboutique.eu #SPB519